

Paris, le 10 juin 2015

**Le directeur général**

Circulaire n° 2015 – 014

Mesdames et Messieurs les directeurs  
des caisses d'Allocations familiales

**Objet : Déploiement des schémas départementaux des services aux familles (Sdsf)**

La circulaire du 22 janvier 2015 adressée à l'ensemble des préfets de département par la direction générale de la cohésion sociale (Dgcs), les engage à signer dans chaque département un schéma départemental des services aux familles en partenariat avec les Caf et les conseils départementaux.

La présente circulaire fait état des principaux enseignements issus de l'évaluation de la période de préfiguration et formule des préconisations pour impulser la démarche de façon à signer le schéma, dans la mesure du possible, d'ici la fin du premier trimestre 2016 en prenant appui sur le guide d'élaboration du Sdsf figurant en annexe.

Madame la directrice,  
Monsieur le directeur,

Au regard des premiers éléments de bilan de la période de préfiguration par dix-huit Caf<sup>1</sup> des Sdsf, le président du conseil d'administration de la Cnaf a adressé un courrier à la Secrétaire d'Etat en charge de la famille exprimant le souhait des administrateurs de voir cette démarche généralisée à tous les départements volontaires.

---

<sup>1</sup> Les départements de l'Ain, du Bas-Rhin, des Bouches-du-Rhône, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Corrèze, des Côtes-d'Armor, de la Haute-Loire, de l'Indre-et-Loire, du Jura, de la Loire-Atlantique, du Lot, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Atlantiques, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis et de La Réunion se sont engagés dans la démarche de préfiguration dès son lancement. Le département du Finistère a rejoint la démarche en mai 2014 dans la mesure où la Caf et ses partenaires (préfet et conseil général) ont souhaité s'impliquer dans la démarche. Vous pouvez utilement contacter ces Caf afin de bénéficier de leur expérience.

La branche Famille réaffirme ainsi sa volonté de participer au renforcement de la gouvernance en matière d'accueil de la petite enfance et du soutien à la parentalité de façon à améliorer la coordination des acteurs nécessaire au développement de l'offre.

Partageant l'enjeu d'impulser une dynamique partenariale afin de réduire les inégalités d'accès aux services, favoriser la création de nouvelles solutions d'accueil et développer les actions de soutien à la parentalité, le gouvernement a souhaité élargir la démarche d'élaboration des Sdsf à l'ensemble des départements.

A cet effet, la circulaire Dgcs/Sd2c/2015/8 du 22 janvier 2015 (cf. annexe de la présente circulaire) adressée à l'ensemble des préfets de département par la direction générale de la cohésion sociale (Dgcs), les engage à déployer la démarche en partenariat avec les Caf et les conseils départementaux.

Un guide d'élaboration du Sdsf rédigé en collaboration entre l'Etat et la Cnaf, complété de fiches thématiques figure en annexe.

### **1. L'évaluation de la phase de préfiguration souligne les effets incitatifs et identifie les freins et leviers d'actions**

Conduite par la Cnaf (direction des statistiques, de l'évaluation et de la recherche - Dser), l'évaluation comportait les deux axes d'investigation suivants :

- l'organisation de la démarche : les instances préexistantes et le système de gouvernance adopté ;
- le contenu des schémas : diagnostics territoriaux, objectifs de développement, objectifs qualitatifs.

Présentés à la commission d'action sociale de la Cnaf le 20 janvier 2015, les résultats (cf. annexe de la présente circulaire) font apparaître que :

- le schéma vise avant tout à coordonner les actions des acteurs des politiques de la petite enfance et de la parentalité sur un territoire, en se dotant d'outils facilitant les négociations, les décisions qui en découlent et la mise en œuvre des actions. Il s'agit « *d'un outil de programmation négocié, un outil d'information, de négociation, de pilotage mais il n'est pas un outil de planification obligatoire de l'offre de service ni un plan opposable aux institutions<sup>2</sup>* » ;
- un travail partenarial, à la fois large au regard des acteurs associés et resserré dans sa conduite, a été mis en place ;
- les quatre orientations stratégiques récurrentes concernent la réduction des inégalités territoriales d'accès aux offres petite enfance, l'amélioration de l'offre en matière de parentalité, l'information des familles et la réponse aux besoins spécifiques, en particulier les besoins des familles ayant un enfant en situation de handicap.

---

<sup>2</sup> Schéma départemental des services aux familles des Pyrénées-Atlantiques.

## **1.1 L'animation des travaux d'élaboration du Sdsf s'est largement appuyée sur des instances préexistantes**

Dans tous les départements préfigurateurs, une instance stratégique, pilotée par le préfet avec une co-présidence Caf, voire co-présidence Caf-conseil général, a été mise en place pour définir, suivre et évaluer de façon globale les orientations stratégiques du Sdsf.

La Caf occupe une place privilégiée dans cette instance stratégique et y associe étroitement son conseil d'administration appelé à se prononcer sur les orientations stratégiques définies dans le cadre du Sdsf. A l'instar du président du conseil départemental, le président du conseil d'administration de la Caf est co-signataire du Sdsf.

Préalablement à la mise en place de l'instance stratégique, l'organisation de rencontres bilatérales entre la Caf et ses partenaires (conseil départemental, Amf, Adcf, etc.) a favorisé une clarification des apports de chacun et ainsi facilité la mise en œuvre de la démarche d'élaboration des Sdsf dans les départements préfigurateurs.

Tout en prenant en compte les configurations territoriales et les instances existantes, le pilotage de la démarche s'articule à deux échelons :

- un échelon « stratégique » mis en œuvre dans le cadre d'un comité de pilotage : doté d'un pouvoir de décision, le comité de pilotage réunit les institutions et acteurs « financeurs » ;
- un échelon « opérationnel » mis en place dans le cadre d'un ou de plusieurs comité(s) technique(s) subordonné(s) au comité de pilotage.

Sauf exception, l'instance stratégique se réunit une fois par an. Elle permet, en particulier, de mieux coordonner les problématiques de l'enfance et de la parentalité tout en favorisant le décloisonnement et l'échange entre les acteurs.

Dans la plupart des départements préfigurateurs, cette instance s'est appuyée, pour les travaux techniques, sur des instances préexistantes avec la volonté de ne pas dédoubler les instances de pilotage.

A ce titre, la commission départementale d'accueil des jeunes enfants (Cdaje), lorsqu'elle fonctionne, constitue un levier favorisant la mise en synergie des acteurs de la petite enfance ainsi que le développement de réponses adaptées aux problématiques spécifiques des publics. Son rôle d'observatoire favorise l'établissement du diagnostic. Ses travaux se sont intéressés à la répartition entre l'accueil individuel et collectif et permis d'identifier les actions à conduire pour favoriser particulièrement l'accueil des enfants en situation de handicap ou l'accompagnement des publics fragiles.

Le comité départemental de soutien à la parentalité (Cdsp), dont l'existence est plus récente mais qui tend à se généraliser, est également perçu comme un levier dans le travail partenarial qui s'est engagé auprès d'acteurs qui se différencient en partie de la petite enfance, les acteurs de la justice en particulier. L'élaboration du diagnostic sur l'offre existante, élargi dans certains départements à une appréciation des attentes et/ou des demandes des parents dans ce domaine, s'est souvent engagée dans le cadre de cette instance dédiée.

## **1.2 Le Sdsf associe les collectivités territoriales pour favoriser la déclinaison d'un plan d'actions inscrit en cohérence avec le projet de territoire**

Les communes et/communautés de communes sont associées à la démarche dans sa phase de diagnostic partagé et de déclinaison opérationnelle à l'échelon des territoires. A cet effet, la convention territoriale globale (Ctg) constitue notamment un outil privilégié pour décliner au niveau infra départemental les orientations définies dans le Sdsf.

La mise en œuvre des Sdsf repose sur la volonté partagée par l'ensemble des acteurs départementaux d'adapter leurs interventions aux besoins des territoires. L'adhésion des collectivités territoriales est essentielle à l'articulation d'objectifs de politiques publiques avec le projet de territoire. A ce titre, la Ctg repose sur un diagnostic partagé s'appuyant sur une vision globale des problématiques du territoire.

Par le croisement des différentes orientations thématiques, la Ctg est à même de dépasser la vision cloisonnée des approches thématiques et d'articuler les orientations définies dans le cadre des politiques sectorielles.

Le projet de territoire, défini à l'échelon de la commune ou de la communauté de communes, prend en compte les orientations sectorielles. La Ctg incite les élus à investir des champs nouveaux et aide à la prise de décisions des élus pour, ensuite, travailler avec les collectivités territoriales concernées sur une vision globale. Les dispositifs de droit commun sont optimisés et complétés, le cas échéant, par des fonds supplémentaires sur des projets innovants.

## **1.3 Le pilotage s'appuie sur une coordination mettant en synergie les acteurs sur les champs de l'enfance et de la parentalité**

Pour ce faire, les Caf peuvent mobiliser le fonds national parentalité dédié à la fonction d'animation des dispositifs de soutien à la parentalité (coordination des dispositifs et animation du travail en réseau entre les différents acteurs)<sup>3</sup>.

Cette fonction d'animation constitue un appui majeur dans l'accompagnement des acteurs et plus particulièrement pour :

- le soutien apporté aux porteurs de projets (aide méthodologique, temps d'échange et de réflexion sur les pratiques etc.) ;
- la diffusion de l'information auprès des différents partenaires et des parents ;
- la coordination, la structuration et l'animation d'un travail en réseau à l'échelon des territoires.

En complément des moyens mobilisés sur le volet parentalité, les Caf ont la possibilité de mobiliser des crédits relevant du fonds de rééquilibrage territorial pour soutenir la coordination à l'échelon du département. Cette coordination peut relever de la Caf ou être prise en charge par ses partenaires.

---

<sup>3</sup> Circulaire n°2014-017 relative au renforcement du soutien à la parentalité dans la Cog 2013-2017 : une nouvelle dynamique. Le référentiel national décline les missions et les actions attendues dans le cadre de cette fonction.



Enfin, le fonds « publics et territoires » est également mobilisable au moyen de l'ensemble de ses axes d'intervention. Il complète ainsi le soutien susceptible d'être apporté dans le cadre des prestations de service afin de mieux tenir compte des besoins spécifiques des publics et des territoires.

#### **1.4 Les Caf jouent un rôle central et déterminant dans l'accompagnement stratégique et technique de la démarche**

Les éléments d'évaluation font également ressortir que les Caf ont consenti un fort investissement dans la phase d'élaboration du schéma. Elles ont ainsi :

- participé activement au copilotage de la démarche à l'échelon départemental et local ;
- mobilisé du personnel dédié ;
- pris en charge la conduite du diagnostic partagé ;
- enrichi le Sdsf par les axes d'intervention et les outils développées dans le cadre de la Cog ;
- soutenu financièrement les priorités d'intervention définies dans le cadre du Sdsf.

Les Caf jouent ainsi un rôle central tant sur les plans stratégiques et logistiques que dans la mise en œuvre des Sdsf.

### **2. Le Sdsf a un effet incitatif pour développer des services aux familles et réduire les inégalités territoriales**

La première ambition de la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf pour la période 2013 à 2017 porte sur un large programme de services aux familles avec le développement de 100 000 solutions d'accueil collectif des enfants de la naissance à leurs trois ans et à l'accueil de 100 000 enfants supplémentaires par les assistants maternels. Pour aider concrètement les parents dans l'exercice de leur fonction de parent, la Cog prévoit également qu'une offre de service « parentalité » maille progressivement l'ensemble du territoire.

L'élaboration du Sdsf doit permettre de renforcer les axes d'intervention détaillés ci-après.

#### **2.1 La dynamique partenariale participe activement aux objectifs de rééquilibrage territorial**

Elle facilite :

- la mobilisation de l'ensemble des acteurs ;
- la prise de décision et l'action en faveur du rééquilibrage territorial ;
- la mobilisation d'un ensemble de leviers financiers sur le territoire concerné.

Cette dynamique repose sur une large coordination à l'échelon départemental afin de créer les interactions nécessaires entre une diversité d'acteurs tels que les associations, les fédérations de gestionnaires de crèches (crèches associatives, entreprises de crèches, mutualité française, etc.) et les collectivités territoriales.

## **2.2. L'articulation des politiques de la petite enfance et de la parentalité valorise les enjeux éducatifs communs et les compétences parentales**

Les points d'articulations entre ces deux politiques concernent tout particulièrement les projets éducatifs des établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje), l'attention portée à la qualité de l'accueil dans ces structures et la sensibilisation et soutien des parents dont l'enfant est porteur d'un handicap.

Les projets soutenus dans le cadre du fonds « publics et territoires » (axe 2 notamment) permettent d'aller à la rencontre des familles et de leur proposer un accompagnement englobant :

- une qualité de dialogue et établir un lien de confiance avec les familles, particulièrement lors des premiers accueils ;
- une réponse effective et adaptée à la demande d'accueil ;
- des interventions qui développent et valorisent les compétences parentales en s'appuyant sur les Reaap.

A ce titre, ces projets favorisent la participation des parents dans les Eaje au moyen du conseil de crèche et actions de soutien à la parentalité développées à partir des structures d'accueil du jeune enfant.

Cette articulation est également réalisée dans le domaine de l'information des familles où la mutualisation des infos des différents partenaires est rendue possible par une information commune sur l'accueil du jeune enfant et sur la parentalité.

La refonte du site mon-enfant.fr s'inscrit dans cette perspective : la création depuis le 2 avril 2015 de l'espace « Doc » met à disposition des familles et des professionnels des outils et documents utiles, en lien avec les situations de vie des familles.

Le recensement des services et actions locales, disponible à compter de juillet 2015, participera à améliorer l'information des parents et à les aider à accéder plus facilement à l'offre existante près de chez eux.

## **2.3 Le Sdsf participe également au développement et à la structuration d'actions diversifiées de soutien à la parentalité**

Conformément à la Cog 2013-2017 vous disposez de financements dédiés pour soutenir les différents dispositifs répondant aux nouvelles attentes des parents.

La mobilisation des collectivités territoriales, dans le cadre du Sdsf, constitue un enjeu particulier pour assurer les co-financements nécessaires à la pérennité et au développement des structures et des actions de soutien à la parentalité.

➤ **Les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap)**

Ils visent une diversité d'actions ayant pour objectif de soutenir les parents dans l'exercice de leur fonction de parent. Les actions s'adressent à l'ensemble des parents et s'appuient sur la valorisation des compétences parentales.

La participation des parents constitue un objectif spécifique qui se concrétise notamment par un soutien apporté aux initiatives portées par les parents eux-mêmes.

Ces actions peuvent être initiées dans des lieux diversifiés dans lesquels elles prolongent l'activité principale : structures d'accueil du jeune enfant, écoles, centre social etc.

➤ **Les lieux accueil enfants parents (Laep)**

Ils constituent des espaces particulièrement pertinents pour favoriser la qualité du lien d'attachement entre les parents et les enfants et, ainsi, accompagner précocement la fonction parentale.

Le Sdsf doit permettre de mieux identifier leurs atouts, donner de la visibilité à leur action et mieux mailler le territoire. Il doit notamment veiller à leur accessibilité géographique pour les parents et leurs jeunes enfants, dont leur fréquentation dépend en grande partie.

Leur intégration dans un travail en réseau avec les autres acteurs du territoire constitue également un levier pour améliorer la qualité de service, et accompagner la création de nouvelles structures.

➤ **La médiation familiale**

Le développement de l'offre de médiation familiale constitue un objectif essentiel de la branche Famille dans la mesure où la séparation est identifiée comme l'un des événements qui fragilise le plus la vie des familles.

La revalorisation du prix plafond et l'amélioration du taux de la prestation de service qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, est passé de 66% à 75% garantit une meilleure assise financière aux services et est un gage pour développer l'offre.

Les séances d'information collectives « Etre parents après la séparation » actuellement testées dans vingt départements dans le cadre de l'expérimentation de la garantie des impayés de pension alimentaire (Gipa), élargissent la méthodologie et les objectifs des entretiens d'information centrés exclusivement sur la médiation familiale. Ces séances visent à mieux outiller les parents lorsqu'ils vivent une séparation et à favoriser l'accès aux droits et aux services. La valeur ajoutée de ces séances consiste à mettre en cohérence les offres préexistantes mais peu lisibles pour proposer une offre complète et adaptée aux besoins des parents lors de la séparation. Une évaluation de cette expérimentation sera réalisée fin 2015. Le déploiement de ces séances dans les autres départements sera envisagé au regard de ces résultats.

Vous veillerez à associer les services locaux de la justice à l'élaboration du Sdsf afin d'identifier les axes de coopération, à intégrer le développement du nombre de service et à organiser une meilleure connaissance de l'offre existante par les parents pour leur en favoriser l'accès.

➤ **Les espaces de rencontre (Er)**

La création, à compter de janvier 2015, d'une prestation de service « espaces de rencontre » vise à mieux structurer l'offre sur les territoires tout en assurant une qualité de service aux usagers.

A cet effet, de même que pour la médiation familiale, leur inscription dans le Sdsf permet de planifier le développement de l'offre. Pour ce faire, vous veillerez à associer les acteurs judiciaires concernés : président du tribunal de grande instance au titre des mesures ordonnées par les juges aux affaires familiales et magistrat chargé de la politique associative au titre des financements qui leur sont apportés par les Cour d'appel.

➤ **Les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas)**

En étroite partenariat avec les services de l'Education nationale et les autres acteurs de l'école (parents, parents d'élèves, etc.), il importe de mobiliser les Clas dans le Sdsf pour en renforcer sa dimension « parentalité » et aider les parents dans la réussite scolaire de leur enfant ou plus largement avec la question de l'éducation.

➤ **L'aide à domicile**

La finalité de l'intervention d'aide à domicile soutenue par la branche Famille consiste à renforcer l'autonomie des familles momentanément affectées par un événement de la vie familiale : première grossesse, rupture familiale (décès d'un des deux parents, séparation, incarcération) et décès d'un enfant en particulier.

Le maintien de l'autonomie est rendu possible par l'intervention à leur domicile de personnels qualifiés, les techniciens de l'intervention sociale et familiale (Tisf) et les auxiliaires de vie sociale (Avs), sous forme d'aide matérielle, éducative et/ou sociale.

En préservant l'équilibre des relations familiales, ces interventions participent à la prévention des difficultés familiales et au soutien à la parentalité.

➤ **L'animation de la vie sociale**

L'animation de la vie sociale repose sur une dynamique de mobilisation des habitants et un ensemble d'interventions développé par des structures de proximités telles les centres sociaux et les structures d'animation locale.

Par leur position d'acteur du développement social local, les centres sociaux peuvent développer un projet « familles » et, à ce titre, contribuer à la mise en cohérence des actions parentalité sur leur territoire et constituer des relais efficaces des dispositifs de soutien à la parentalité, en particulier, les Clas et les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap).

La mise en œuvre du projet « familles » suppose une démarche participative réunissant les parents, les enfants, les professionnels du centre social et, le cas échéant, d'autres acteurs du territoire. En s'appuyant sur le savoir-faire et les compétences des parents et des enfants, les actions portées dans ce cadre sont variées :

- l'accueil parents-enfants, les sorties familiales, les loisirs collectifs en famille, les projets de départ en vacances permettent de travailler sur les liens entre les parents et les enfants;
- les groupes d'échanges favorisent l'expression de la parole et le soutien entre pairs ;
- les actions d'accompagnement à la scolarité visent à renforcer le lien entre les familles et l'école et à offrir les ressorts nécessaires à la réussite de l'enfant ;
- les manifestations notamment festives favorisent l'établissement de relations de confiance entre les parents et les professionnels et retissent du lien social.

Le Sdsf doit rechercher leur cohérence avec l'élaboration des schémas départementaux de l'animation de la vie sociale.

#### ➤ **Les autres actions et/ou interventions**

Comme le soulignait le rapport de février 2013 de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur l'évaluation de la politique de soutien à la parentalité, le soutien à la parentalité s'enrichit également d'autres actions ou d'autres dispositifs qui se situent au croisement de l'action sociale des Caf, des politiques éducatives, de la prévention des inégalités et de la protection maternelle et infantile.

Vous pouvez les intégrer au Sdsf dès lors qu'ils ont pour principe fondateur de reconnaître le parent pleinement compétent pour exercer sa fonction parentale et qu'ils ont pour objectif de soutenir les parents dans leur rôle, en réassurant ou renforçant leurs compétences parentales.

Pour ce faire, vous pouvez utilement vous référer à l'avis relatif à la définition des actions de soutien à la parentalité de l'ex comité national de soutien à la parentalité (cf. annexe de la présente circulaire).

### **2.4 Le Sdsf concourt à la régulation et la structuration d'une offre d'accueil diversifiée du jeune enfant**

Les Caf agissent à la fois sur l'offre d'accueil individuel et collectif pour mieux concilier vie familiale, professionnelle et sociale de façon à apporter aux familles une réponse adaptée à leurs contraintes et aspirations.

A cet effet, le Sdsf constitue un cadre structurant pour préserver l'équilibre entre les différents types d'accueils et leur adéquation avec les besoins des familles du territoire en intégrant les évolutions démographiques et le nombre d'emplois correspondants.

Outre la complémentarité entre la « solvabilisation de la demande » financée par le fonds national des prestations familiales (Fnpf) et la « structuration de l'offre » financée par le fonds national d'action sociale (Fnas), il peut soutenir la création de solutions nouvelles pour répondre aux besoins d'accueils spécifiques (horaires atypiques, enfants en situation de handicap, familles vulnérables, etc.).

L'approche transversale des Sdsf permet de mobiliser pleinement les dispositifs et services aux familles en réponse aux besoins d'information, d'accompagnement et d'accessibilité repérés sur le territoire.

A ce titre, une réflexion peut être engagée avec les conseils départementaux pour que le Sdsf soit le cadre de référence en termes de taux de couverture pour instruire toute demande d'agrément (assistants maternels ou établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje)) au regard des projets portés par les intercommunalités ou communes et du taux d'activité des assistants maternels.

Qu'il s'agisse des micro-crèches financées par la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ou des maisons d'assistants maternels (Mam), il importe que leur ouverture puisse être conditionnée au respect du diagnostic territorial élaboré conjointement par les signataires du Sdsf de façon à ce que ces offres s'inscrivent en cohérence avec l'offre existante.

S'agissant des Mam, des outils destinés à harmoniser les pratiques existantes et à valoriser un certain nombre d'initiatives vous seront diffusés d'ici la fin de l'année 2015<sup>4</sup>.

Le Sdsf peut également être l'occasion de concrétiser l'obligation des assistants maternels de tenir informé le conseil départemental quant à l'évolution de leur activité et de conditionner le renouvellement de leur agrément à l'inscription et la mise en ligne de leurs disponibilités sur le site Internet « mon-enfant.fr ».

En tout état de cause, il est souhaitable d'inciter au maximum les assistants maternels à fréquenter les Ram (quand il en existe un près de chez eux) par des actions telles que :

- des plaquettes d'information sur les missions des Ram et valorisation de leur rôle ;
- la participation systématique de l'animateur du Ram aux réunions d'information des candidates à l'agrément organisées par les services de Pmi, etc.

Le Sdsf peut prévoir le recensement du nombre de professionnel et du type de formations nécessaires.

Ainsi, certains Sdsf préfigurateurs prévoient la création de postes de référent technique ou de coordonnateurs ou d'animateurs d'un réseau de Mam afin d'organiser :

- le suivi et la mise en œuvre du projet d'accueil ;
- des temps d'analyse de la pratique entre les assistants maternels.

---

<sup>4</sup> Un groupe de travail relatif aux Mam, piloté par le ministère chargé des affaires sociales a été mis en place au mois de janvier 2015. Il a pour mission de rédiger un guide référentiel à destination des porteurs de projets. Ce guide s'adressera également aux services de Pmi, en charge de l'agrément et du suivi des Mam, afin d'harmoniser les pratiques existantes et indiquer des bonnes pratiques.

Ces postes peuvent être financés par le fonds publics et territoires (s'il s'agit d'un poste externe à la Caf) ou sur le budget propre de la Caf (s'il s'agit d'un poste en interne à la Caf).

D'autres Sdsf intègrent des orientations spécifiques en matière de formation des professionnels dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'accueil. Ainsi en est-il de la formation continue des assistants maternels où les Ram apparaissent comme un levier pertinent pour délivrer une information sur les différentes formations dispensées par les organismes compétents, sur les démarches à effectuer ou encore pour recueillir et coordonner les besoins en formation exprimés par les assistants. Tel est le cas de ceux souhaitant se spécialiser dans l'accueil d'enfants en situation de handicap. Certains Sdsf prévoient le renforcement de la professionnalisation des animatrices de Ram, le développement de réseau de Ram coordonné par la Caf et la mise en place de chartes de qualité sont des actions régulièrement proposées.

### ➤ **Le renforcement des actions en direction des familles vulnérables**

Dans un contexte de crise qui fragilise les familles, l'enjeu consiste à mettre en œuvre une réponse coordonnée de l'ensemble des institutions publiques concernées.

Vous êtes invités à inscrire au Sdsf l'ensemble des mesures soutenues par la branche Famille dans votre département et détaillées ci-après.

Un objectif d'une présence a minima de 10% d'enfants issus de familles en situation de pauvreté doit être intégré dans la démarche de contractualisation des contrats « enfants et jeunesse » (Cej) en vous appuyant notamment sur la mobilisation d'actions de diagnostic et de coordination. Les aides au fonctionnement peuvent être complétées, le cas échéant, par des financements relevant de l'axe 2 du fonds « publics et territoires ».

Plusieurs dispositifs contribuent activement à soutenir les adaptations mises en place par les structures pour renforcer l'accueil des publics confrontés à des horaires spécifiques, à des problématiques liées à l'employabilité ou à des situations de fragilité. Ils doivent être articulés et rendus mieux visibles de vos partenaires.

Vous pouvez également soutenir les projets de maisons des familles initiées par la Fondation Apprentis d'Auteuil. Conçues comme des espaces d'échanges et d'entraide pour les parents, ces maisons des familles proposent des espaces d'accueil individuel pour apporter de l'information ou un appui aux parents, des espaces collectifs favorisant les échanges entre pairs et la valorisation des compétences parentales au moyen de multiples supports (échanges conviviaux autour d'un café, ateliers cuisine-nutrition parents-enfants, groupe d'échanges sur des thématiques liées à l'éducation etc.), des espaces dédiés à la relation parents enfant.

Vous pouvez financer ces projets en mobilisant, à titre dérogatoire, la prestation de service « espaces de vie sociale » sur la partie fonctionnement du projet, et le fonds national parentalité pour les actions mises en place par ces nouvelles structures.

### Attention

Le Sdsf peut utilement être élargi à la jeunesse afin de favoriser une approche globale des enjeux éducatifs pour les familles et de l'articuler aux projets éducatifs de territoire élaborés dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs.

### 3. Les outils d'ores et déjà à votre disposition seront prochainement complétés pour vous aider à réaliser les diagnostics

Le guide d'élaboration du Sdsf et les fiches pratiques annexés à la présente circulaire devraient faciliter l'élaboration des Sdsf.

Concernant le diagnostic en matière de parentalité, la phase de préfiguration des Sdsf a montré que l'appréciation des besoins des parents n'était pas aisée. Le diagnostic doit en effet mettre en lumière les caractéristiques de l'ensemble des familles avec enfants sur le territoire, sans se restreindre aux familles allocataires des Caf. Il doit également s'intéresser à la fois aux moments clés où les familles pourraient avoir besoin d'un accompagnement à la parentalité (par exemple à la naissance d'un premier enfant, lors d'une séparation, à l'adolescence d'un enfant, etc.) et aux facteurs potentiels de vulnérabilité (par exemple, les situations de pauvreté, l'isolement, les situations de familles nombreuses ou monoparentales, etc.).

Afin de mieux apprécier les besoins, mais également l'offre, il est également souhaitable de combiner approches quantitatives et qualitatives. La passation de questionnaires ou la réalisation de groupes d'échanges avec les acteurs de terrain et/ou avec les parents peut notamment être envisagée.

C'est la raison pour laquelle un groupe de travail piloté par la Dser, en coordination avec la Dpfas, a été mis en place début 2015. Ce groupe, composé de chargés d'études et de référents parentalité des Caf élabore un socle commun d'indicateurs, des premières analyses et cartes, une méthode de partage du diagnostic en interne.

Un guide méthodologique vous sera adressé d'ici la rentrée pour constituer un socle commun en matière de diagnostic parentalité. Il pourra utilement être complété de données spécifiques ou d'études locales, en lien avec les politiques propres des Caf.

Pour faciliter les échanges et la diffusion d'outils et ou de méthodes aidant à l'élaboration des Sdsf, **un espace collaboratif** est mis à votre disposition. Son utilisation nécessite, au préalable, d'habilitier les collaborateurs que vous aurez désigné.

L'accès à cet espace est accessible par deux types d'habilitation : une habilitation "Lecteur" pour la seule lecture des informations disponibles, et une habilitation "Editeur" pour intervenir dans l'espace collaboratif. Les modalités d'utilisation sont présentées dans un guide d'utilisation.

Sachant compter sur votre mobilisation, je vous prie de croire, Madame la directrice, Monsieur le directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Daniel Lenoir





Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Direction générale de la  
cohésion sociale  
Sous-direction de l'enfance et de la famille  
Bureau Famille et parentalités

Personnes chargées du dossier :

**Clément Beck, chef du bureau familles et parentalité**

tél. : 01 40 56 73 10

Mél : clement.beck@social.gouv.fr

**Laurine Bricard, chargée de mission**

Tél : 01 40 56 77 10

Mél : laurine.bricard@social.gouv.fr

La ministre des affaires sociales, de la santé  
et des droits des femmes  
La secrétaire d'Etat chargée de la famille, des  
personnes âgées et de l'autonomie

A :

Mesdames et Messieurs les préfets de région (pour  
attribution)  
Mesdames et Messieurs les préfets de département  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la  
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (pour  
information)

Mesdames et Messieurs les directeurs de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale (pour information)

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux  
de la cohésion sociale et de la protection des  
populations (pour information)

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux  
de la cohésion sociale (pour information)

Mesdames et Messieurs les Chefs de Cour (pour  
information)

Copie à :

Monsieur le président de l'Assemblée des Départements  
de France

Monsieur le président de l'Association des Maires de  
France

Monsieur le président de la Caisse nationale des  
allocations familiales

Monsieur le directeur général de la Caisse nationale des  
allocations familiales

Monsieur le président de la Caisse centrale de mutualité  
agricole

Monsieur le directeur de la Caisse centrale de mutualité  
agricole

**CIRCULAIRE N° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre de schémas départementaux des services aux familles**

Date d'application : effet immédiat

NOR : AFSA1500884C

Classement thématique :

**Examinée par le COMEX, le 3 décembre 2014**

**Publiée au BO** : oui

**Déposée sur le site [circulaire.legifrance.gouv.fr](http://circulaire.legifrance.gouv.fr)** : oui

<b>Catégorie</b> : Directives adressées par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.
<b>Résumé</b> : Cette instruction a pour objet d'inciter à l'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, sous l'autorité des Préfets de département, qui permettent à l'ensemble des acteurs de la politique familiale de réaliser un diagnostic partagé et un plan d'action concertée pour développer les solutions d'accueil du jeune enfant et les services de soutien à la parentalité sur leur territoire.
<b>Mots-clés</b> : schéma départemental, petite enfance, parentalité
<b>Textes de référence</b> : non
<b>Circulaires abrogées</b> : non
<b>Annexes</b> : non

Pour soutenir efficacement les familles et permettre aux parents de concilier vie familiale et professionnelle, le Gouvernement s'est fixé l'objectif de créer 275 000 solutions d'accueil supplémentaires pour les jeunes enfants entre 2013 et 2017.

La convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Allocation Familiales (CNAF), dans laquelle la branche Famille de la Sécurité sociale s'est engagée autour d'ambitions fortes pour toujours mieux accompagner toutes les familles, décline plus précisément cet objectif. Elle fixe l'objectif de 100 000 solutions d'accueil nouvelles au sein des établissements d'accueil du jeune enfant et 100 000 enfants supplémentaires accueillis par des assistants maternels. S'y ajoutent 75 000 places nouvelles pour les enfants de moins de trois ans à l'école maternelle. Elle prévoit également des objectifs ambitieux de développement du soutien à la parentalité.

Le bilan de l'année 2013 montre cependant un retard pris dans l'atteinte de cet objectif. C'est pourquoi nous avons décidé d'accompagner davantage encore l'effort de construction de nouvelles places en crèche. Cette accélération du plan crèche repose, d'une part, sur une aide exceptionnelle de 2 000 euros de la branche famille pour chaque nouvelle place de crèche dont la création sera décidée en 2015 et, d'autre part, sur un travail de simplification par l'allègement des normes qui encadrent la construction des places de crèche.

Pour compléter et accompagner ces mesures, le Gouvernement souhaite élargir la démarche d'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, dont l'objet est de parvenir à un diagnostic commun des besoins sur le territoire et à un plan de développement concerté des services aux familles.

Seize départements volontaires<sup>1</sup> ont d'ores et déjà préfiguré cette démarche. La plupart de ces schémas ont été signés, les derniers seront finalisés très prochainement. Si l'incidence sur le développement de l'offre de cette démarche ne pourra être pleinement évaluée qu'à partir du

<sup>1</sup> Ain, Bouches-du-Rhône, Charente, Charente Maritime, Corrèze, Côtes d'Armor, Indre-et-Loire, Jura, Loire-Atlantique, Lot, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Bas-Rhin, Seine Maritime, Seine-Saint-Denis et la Réunion..

second semestre 2015, on constate que la dynamique ainsi créée est unanimement saluée comme un levier de concertation et de mobilisation<sup>2</sup>.

Pour ces raisons, il apparaît nécessaire de mettre en œuvre plus largement cette démarche dans les départements où elle n'a pas encore été mise en place, tout en restant sur le fondement du volontariat, de la part des collectivités territoriales. Si votre département n'a pas fait partie des préfigurateurs de cette démarche, nous vous demandons donc d'inviter les collectivités territoriales et les CAF de votre département à élaborer, au sein d'une démarche que vous piloterez, un schéma départemental des services aux familles.

## 1. Le schéma départemental des services aux familles constitue un levier du développement concerté de l'offre d'accueil des jeunes enfants et des services aux familles.

Le schéma départemental des services aux familles vise un double objectif : **développer des services aux familles** (solution d'accueil pour les jeunes enfants et dispositifs de soutien à la parentalité, tels que les REAPP, la médiation familiale ou les espaces de rencontre), et réduire les **inégalités territoriales** très marquées dans l'accès à ces services. Ces schémas définissent, sur la base d'un diagnostic partagé, des Oaxes stratégiques à mettre en œuvre et des territoires prioritaires pour l'accueil du jeune enfant pour lesquels la branche famille assure un accompagnement financier renforcé grâce au fonds de rééquilibrage territorial prévu dans la COG Etat-CNAF. En matière de soutien à la parentalité, les moyens financiers inscrits dans la COG doivent également permettre de développer une offre territoriale diversifiée et mieux structurée.

Elaboré en concertation avec les organismes concernés par les politiques familiales, en particulier les communes et intercommunalités, le schéma est défini à l'échelon départemental et prend la forme d'une convention entre les partenaires, dont l'Etat, le Conseil général, les Caisses d'allocations familiales (CAF) et les Caisses de mutualité sociale agricole (CMSA). Il est donc fondé sur l'adhésion des différents acteurs de la petite enfance et du soutien à la parentalité au déploiement d'une stratégie territoriale pour le développement des services.

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif de création de solutions d'accueil du jeune enfant, il serait souhaitable que les schémas soient réalisés dans les meilleurs délais, si possible avant la fin de l'année 2015. Ce délai, plus long que pour celui fixé pour les premiers départements préfigurateurs, doit permettre, par la mise en place d'une gouvernance adaptée, d'embrasser l'ensemble des problématiques liées à la petite enfance et au soutien à la parentalité.

## 2. Le succès de la démarche repose sur la mise en place d'une gouvernance adaptée aux enjeux.

Le schéma est destiné à mieux coordonner les interventions des différents acteurs intervenant dans les politiques de services aux familles, tout en préservant la répartition actuelle des compétences entre ces derniers.

Des interventions et des moyens de nature aussi diverse que ceux de collectivités territoriales de périmètre différent (communes, intercommunalités, conseils généraux), des organismes de sécurité sociale (CAF, CMSA) et de l'Etat (Rectorats) nécessitent **la coordination du Préfet de département**. Cette démarche de coordination est donc placée sous votre autorité.

Le Conseil général est un partenaire incontournable et doit être pleinement associé aux travaux.

---

<sup>2</sup> Le Haut conseil de la famille a ainsi souligné, dans son rapport sur le développement de l'accueil du jeune enfant d'octobre 2014 que « l'option de mobiliser les élus municipaux autour de l'élaboration des schémas territoriaux est positive, notamment parce qu'elle permet une analyse territoriale fine – et concertée – des besoins prioritaires en matière d'accueil du jeune enfant et qu'elle donne de la visibilité sur les besoins et les priorités à l'ensemble des opérateurs ».

Vous vous appuyerez sur la CAF, qui assure, en lien avec les autres acteurs, le suivi et l'animation de la démarche. A ce titre elle est chargée, le cas échéant avec la CMSA, des travaux préparatoires de diagnostic, d'instruction de projet et de rédaction, nécessaires à l'adoption du schéma ainsi que des tâches de secrétariat liées aux réunions des Commissions départementales des services aux familles.

Vous réunirez un comité de pilotage de la démarche, comprenant au minimum les représentants du Conseil général, des maires désignés par la délégation départementale de l'AMF, du recteur d'académie ou de son représentant, du chef de la cour d'appel, de l'UDAF, de la CAF et de la CMSA. Vous veillerez à ce que ces schémas fassent l'objet d'une concertation large. La commission départementale d'accueil du jeune enfant (CDAJE) ou la coordination départementale de soutien à la parentalité issue de la circulaire du 7 février 2012 pourront fournir un cadre pour cette concertation. Vous pourrez également associer les différents partenaires lors de réunions de concertation ou sous forme d'ateliers. L'efficacité de cette démarche dépend de l'association à cette dynamique de l'ensemble des partenaires dont dépend la mise en œuvre des objectifs.

L'enjeu de la mobilisation des communes et intercommunalités est à ce titre essentiel. Souvent directement porteurs des projets en matière de petite enfance ou de soutien à la parentalité, elles en sont dans tous les cas un acteur central. Vous veillerez donc à les associer en amont à la démarche, dès la phase d'élaboration du diagnostic.

Les plans locaux de développement de l'accueil du jeune enfant, dont la possibilité est ouverte par la loi, ou les Conventions Territoriales Globales (CTG) passées entre les communes et la Caf constituent un outil complémentaire aux schémas départementaux, et un véritable levier. Vous mobiliserez les élus locaux autour de cet objectif. Les partenaires sociaux représentant les professionnels de la petite enfance devront également être associés. Cette représentation doit aussi permettre l'expression des professionnels de l'accueil individuel que de l'accueil collectif.

Les associations et les fédérations qui sont des acteurs majeurs sur les questions de famille et de parentalité seront aussi sollicitées. L'Union départementale des associations familiales (UDAF), bien sûr, mais plus largement les associations investies dans le domaine de l'enfance et de la famille.

Enfin, vous veillerez à ce que l'ensemble des services de l'Etat concernés par ces politiques soit impliqués dans la démarche. L'Education nationale est concernée au premier chef par la scolarisation des enfants de moins de trois ans, en particulier dans les territoires défavorisés, dont les réseaux d'éducation prioritaire, mais également par l'amélioration des relations parents-école. Les services de la politique de la ville, les chargés de mission départementaux-aux aux droits de femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, les services du ministère de la justice (notamment concernés par les espaces de rencontres et la médiation familiale) devront ainsi être associés.

Un guide pratique d'aide à la mise en place des schémas vous sera très prochainement adressé pour vous accompagner dans la mise en place de cette démarche. Il contient des informations sur les étapes à suivre pour construire votre schéma, sur les partenaires à solliciter, des propositions de points à aborder pour élaborer un diagnostic territorial complet et pertinent des services aux familles ainsi que des suggestions concernant les thèmes des axes stratégiques à développer dans cette convention partenariale.

### **3. Le schéma embrasse l'ensemble des problématiques liées à la petite enfance et à la parentalité**

Les schémas doivent permettre d'aboutir à un diagnostic et à un plan d'actions partagé sur l'ensemble des problématiques de l'accueil du jeune enfant et du soutien à la parentalité.

L'enjeu principal est le développement d'une offre équilibrée, fondée sur une analyse fine de l'offre et des besoins. L'ensemble des modes d'accueil, conçus comme complémentaires, devra être pris en considération : accueil collectif (y compris micro-crèches PAJE), accueil individuel,

scolarisation. Tous les modes d'accueil ne sont pas adaptés aux besoins de tous les territoires, et il convient de définir la réponse adéquate.

Si le schéma permet de mobiliser les partenaires pour créer des places d'accueil ou des dispositifs de soutien à la parentalité dans les territoires les moins dotés, la définition de territoires prioritaires ne doit donc pas constituer un frein à la création de solutions d'accueil dans les communes déjà équipées. Vous veillerez en outre à la bonne articulation des zones prioritaires définies par le schéma avec la géographie prioritaire de la politique de la ville et la géographie de l'éducation prioritaire. Vous vous assurerez notamment de la cohérence entre les schémas et le volet éducatif des contrats de villes.

Le gouvernement s'est également fixé, lors du comité interministériel de lutte contre les exclusions, un objectif d'accueil d'enfants de familles modestes. Ces publics nécessitent un accompagnement particulier. La mise en place de commissions d'attribution par les gestionnaires de crèches et la transparence des critères d'attribution doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif.

La prise en compte des besoins spécifiques des jeunes enfants porteurs de handicap constitue également un objectif national. Nous vous invitons donc à mobiliser les associations de votre département pour arrêter un diagnostic des besoins et proposer des actions adaptées. Des exemples vous seront fournis dans le guide.

Le développement de modes d'accueil des jeunes enfants doit pouvoir reposer sur un nombre de professionnels suffisant, et dont le niveau de compétence est à la hauteur des enjeux. Il est donc important de ne pas négliger cette dimension et nous vous invitons à associer les acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle (Conseil régional et partenaires sociaux, en particulier) à la démarche des schémas départementaux.

La politique de soutien à la parentalité doit quant à elle devenir accessible à l'ensemble des familles. Les schémas doivent permettre de répondre aux enjeux de cette politique, en améliorant l'information des familles et en maillant progressivement l'offre<sup>3</sup> sur le territoire pour mieux répondre aux attentes des parents. Les dispositifs et actions mis en place pour faciliter les relations entre les parents, les établissements scolaires et les partenaires locaux, dans une dynamique de coéducation, sont directement concernés<sup>4</sup>.

Cette démarche de coordination est essentielle à l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité, et nous en suivrons avec la plus grande attention. Je vous remercie de me faire savoir les suites que vous comptez donner à cette instruction et de désigner, parmi les services déconcentrés de l'Etat, un correspondant local en charge du suivi de la démarche.

La Ministre des Affaires sociales,  
de la Santé et des Droits des femmes

*Signé*

Marisol TOURAINE

La secrétaire d'Etat chargée de la  
famille, des personnes âgées et de  
l'autonomie

*Signé*

Laurence ROSSIGNOL

<sup>3</sup> Les différents dispositifs de soutien à la parentalité seront développés : lieux d'accueil enfants parents (Laep), contrats d'accompagnement à la scolarité (Clas), actions fédérées dans le cadre des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap), la médiation familiale et les espaces de rencontre en particulier.

<sup>4</sup> Ces actions peuvent prendre appui sur les espaces devant être créés à l'usage des parents et de leurs délégués, dans tous les établissements d'enseignement, dans le cadre de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 de refondation de l'école de la République.

**SERVICES  
AUX FAMILLES**

# **SCHÉMA DÉPARTEMENTAL**

**GUIDE  
D'ÉLABORATION**



**JUIN 2015**

1. UNE POLITIQUE AMBITIEUSE DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES AUX FAMILLES .....	3
2. PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA DEMARCHE.....	6
3. PILOTAGE DE LA DEMARCHE .....	8
4. CALENDRIER INDICATIF DES PHASES DE TRAVAIL.....	11
4.1. Lancement de la démarche (juin 2015) .....	11
4.2. Elaboration du diagnostic partagé (de juin à septembre 2015).....	11
4.3. Elaboration du plan d'action partenarial (de septembre à déc 2015).....	12
4.4. Signature du schéma (objectif : avant avril 2016).....	12
4.5. Mise en œuvre, suivi et évaluation du schéma départemental.....	13
5. CONTENU DU SCHEMA.....	14
5.1. Le diagnostic territorial partagé.....	14
5.2. Orientations stratégiques pluriannuelles et plan d'action .....	15
5.3. Modalités de suivi et d'évaluation du schéma .....	16

## Annexe 1 : Fiches pratiques sur les thématiques des schémas

- Développer une offre équilibrée des services d'accueil de la petite enfance
- Mieux répondre aux besoins des familles
- Développer el soutien à la parentalité

## Annexe 2 : Exemple -type de Schéma départemental des services aux familles

## Annexe 3 Exemple-type de Charte partenariale

## Annexe 4 : Circulaire du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles

## UNE POLITIQUE AMBITIEUSE

### DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES AUX FAMILLES

Pour soutenir efficacement les familles et permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle, le Gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux en matière de développement de solutions d'accueil pour les jeunes enfants entre 2013 et 2017. Pour aider concrètement les parents dans l'exercice de leur fonction parentale, il a également fixé des objectifs concernant les dispositifs de soutien à la parentalité : réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), lieux d'accueil enfants-parents (LAEP), contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), médiation familiale et espaces de rencontres en particulier.

Dans le développement des **solutions d'accueil** proposées aux familles, trois orientations principales sont fixées :

- **Le développement de l'offre et la correction des inégalités territoriales.** L'analyse de l'implantation des solutions d'accueil du jeune enfant montre des inégalités d'accès aux modes d'accueil entre les familles. Le nombre de places disponibles varie, selon les départements, de 9 à 86 pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans. Il existe également d'importantes disparités infra-départementales. L'objectif est donc le développement d'une offre équilibrée, fondée sur une analyse fine de l'offre et des besoins, prenant en compte l'ensemble des modes d'accueil (accueil collectif, assistant-es maternel-les, gardes à domicile...), conçus comme complémentaires. L'accent est mis sur les territoires moins pourvus sans pour autant freiner la création de solutions d'accueil dans les communes déjà équipées.
- **La correction des inégalités sociales,** en favorisant à la fois le maintien ou le retour à l'emploi des parents et la socialisation précoce des enfants qui peut contribuer à lutter contre la reproduction des inégalités. Le Gouvernement s'est fixé, lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions, un objectif d'accueil d'enfants de familles modestes, publics qui nécessitent un accompagnement spécifique. Une attention particulière est par ailleurs portée aux parents et enfants confrontés à un handicap : la possibilité pour les enfants porteurs de handicap ou atteints de maladies chroniques d'accéder à des modes d'accueil participe aussi bien à l'intégration professionnelle des parents qu'à l'intégration sociale des enfants accueillis. La situation des enfants vivant dans des familles monoparentales doit également faire l'objet d'une attention particulière.
- **Une égale exigence de qualité pour l'accueil collectif et l'accueil individuel, reposant sur des professionnel-les qualifié-es et en nombre suffisant.** Le développement de modes d'accueil des jeunes enfants doit pouvoir reposer sur un nombre de professionnel-les suffisant, et dont le niveau de compétence est à la hauteur des enjeux. Cette action se conjuguera à la mise en



œuvre d'un ensemble d'actions en faveur des métiers de la petite enfance, qui permettra de développer l'accès à la formation et des parcours professionnels.

Pour aider concrètement les parents dans l'exercice de leur fonction parentale, le **soutien à la parentalité** a été institué en politique publique à part entière. Il s'agit de **s'adresser à tous les parents**, pour les accompagner au quotidien dans l'éducation de leurs enfants ou les aider à faire face à des difficultés, quel que soit l'âge de leurs enfants et quelle que soit la composition des familles. Ces dernières se transforment : un enfant sur deux naît hors mariage, un enfant sur cinq vit dans une famille monoparentale, un enfant sur neuf vit dans une famille recomposée. Leurs attentes ont évolué avec elles : aujourd'hui, plus d'un parent sur cinq déclare avoir souvent rencontré des difficultés dans l'éducation de ses enfants. L'enjeu est aujourd'hui **de banaliser le recours aux services de soutien à la parentalité pour que toutes les familles puissent y accéder**, s'entraider et partager leurs expériences, sans peur d'être jugées. Le Gouvernement a donc fixé comme objectifs :

- **Le développement d'une offre territoriale diversifiée et mieux structurée** : portail Internet dédié, lieux d'écoute et d'échange, accompagnement des parents pour le soutien scolaire de leurs enfants, aide au départ en vacances des familles... Une attention particulière sera portée à un **développement significatif des services de médiation familiale** pour prévenir les conflits avant ou après une séparation. Afin de contribuer à la réussite éducative, l'apprentissage de la langue et la lutte contre l'illettrisme constituent un axe du soutien à la parentalité qu'il convient de développer.
- **Assurer une meilleure visibilité à la politique de soutien à la parentalité et un meilleur accès des parents à l'information**. L'accès de tous à l'information est la première étape vers l'égalité d'accès aux services. C'est pourquoi la mobilisation des acteurs pour une **meilleure coordination de la communication fait partie des enjeux prioritaires**.

Ces objectifs ont été inscrits dans la Convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'État et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) pour la période 2013-2017, qui porte de fortes ambitions pour mieux accompagner toutes les familles, tant en matière d'accueil du jeune enfant que de soutien à la parentalité.

Les politiques relatives à la petite enfance et à la parentalité étant conduites par de multiples acteurs dont le défaut de coordination parfois constaté peut nuire à l'efficacité, l'atteinte de l'ensemble de ces objectifs requiert une plus forte coordination des acteurs locaux. C'est pourquoi il a été décidé de renforcer, coordonner et structurer l'action des acteurs par le biais de l'élaboration de **schémas départementaux des services aux familles**. Au vu de la proximité des acteurs et des synergies souhaitables entre les services de la petite enfance et les services de soutien à la parentalité, il a été décidé de rapprocher le pilotage local de ces deux politiques.

**En 2014, 16 départements préfigurateurs ont élaboré, dans une logique partenariale, leur schéma départemental des services aux familles**. Ces schémas comportent un diagnostic partagé, des actions de développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants et d'accompagnement à la parentalité que les acteurs se proposent librement de conduire. Un accompagnement financier renforcé en direction des territoires prioritaires a notamment été inscrit dans la Convention d'objectifs et de gestion Etat/CNAF, au moyen du fonds de rééquilibrage territorial pour l'accueil du jeune enfant. Un fonds national parentalité a également été créé afin de soutenir la nécessaire coordination des dispositifs de soutien à la parentalité, l'animation d'un travail en réseau entre les différents acteurs ainsi que les actions des porteurs de projets des REAAP.

La dynamique créée par ces schémas est saluée par les acteurs comme un des leviers essentiels pour l'atteinte des objectifs de développement de l'accueil du jeune enfant et d'un meilleur maillage du territoire en matière de soutien à la parentalité.

Pour ces raisons, il apparaît nécessaire de mettre en œuvre plus largement cette démarche dans les départements où elle n'a pas encore été mise en place, tout en restant sur le fondement du volontariat de la part des collectivités territoriales. **C'est pourquoi la circulaire n° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles invite l'ensemble des départements, dès lors qu'ils ne faisaient pas partie des préfigurateurs, à engager la démarche d'élaboration d'un schéma départemental des services aux familles.**

## PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA DÉMARCHE

L'élaboration du schéma départemental des services aux familles s'appuie sur le volontariat des différents acteurs. Il s'agit d'une démarche partenariale à laquelle participent notamment les acteurs de la petite enfance et du soutien à la parentalité sur la base d'un diagnostic partagé afin de déterminer en commun un plan d'action.

**Les préfets pilotent la mise en place de cette démarche**, en organisant avec les acteurs l'élaboration du projet de schéma de la manière qui leur paraît la plus appropriée dans le contexte local.

Ce pilotage est mis en œuvre en lien étroit avec le président du conseil départemental et la caisse d'allocations familiales.

Les schémas départementaux des services aux familles visent à élaborer une politique partagée de la petite enfance et du soutien à la parentalité valorisant les enjeux éducatifs communs et les compétences parentales.

À ce titre, ils contribuent à :

- **renforcer** le partenariat et la coordination entre les acteurs au service du jeune enfant et de ses parents ;
- **conforter** le pilotage local, adapté aux besoins des territoires, de la politique de la petite enfance et du soutien à la parentalité ;
- **élaborer** une politique partagée de la petite enfance et du soutien à la parentalité valorisant le développement des compétences parentales par les échanges entre pairs, et notamment l'apprentissage de la langue et la lutte contre l'illettrisme ;
- **définir** de manière concertée des territoires prioritaires en matière d'accueil de la petite enfance ;
- **articuler** les dynamiques départementales et municipales en favorisant une action coordonnée des acteurs.

**L'ensemble de la démarche permet de coordonner les dispositifs et les différents acteurs, pour améliorer la qualité, la complémentarité et la cohérence de l'offre.**

La spécificité des situations locales peut conduire les partenaires à intégrer d'autres thématiques relatives aux services aux familles.

Le schéma peut s'appuyer sur les différents documents, schémas et démarches locales existants (notamment ceux produits dans le cadre des commissions départementales de l'accueil du jeune enfant - CDAJE, ou dans le cadre des coordinations départementales du soutien à la parentalité –

CDSP, ou encore les plans communaux de développement), ainsi que les contrats de ville et les plans de développement de l'animation de la vie sociale lorsqu'ils existent.

La démarche doit aboutir à la rédaction d'une convention, appelée schéma départemental des services aux familles, permettant de répondre aux besoins des familles sur le territoire concerné. La signature du schéma constitue une condition du versement de moyens supplémentaires inscrits au fonds de rééquilibrage territorial prévu dans le département. À défaut, les conditions de financement de droit commun provenant des caisses d'allocations familiales continuent de s'appliquer dans le département.

**La signature des schémas est souhaitée au plus tard à la fin du premier trimestre 2016.** Ils sont établis pour la période 2015-2019.

**Le présent document méthodologique s'adresse à l'ensemble des acteurs : État, conseils départementaux, caisses d'allocations familiales (Caf), caisses de mutualité sociale agricole (CMSA), communes ou intercommunalités, Éducation nationale, etc.** Venant en complément de la circulaire n° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015, il a pour objet de les guider dans la démarche d'élaboration de schémas départementaux de services aux familles, en leur apportant un cadrage méthodologique et des orientations sur les différentes thématiques. Il laisse volontairement une marge de manœuvre importante aux acteurs locaux afin d'adapter la démarche proposée à des contextes différents.

## PILOTAGE DE LA DÉMARCHE

Les travaux sont menés sous l'autorité du préfet de département, en coordination avec le conseil départemental et la Caf, dans un souci permanent de collaboration entre l'ensemble des acteurs et partenaires du domaine de la petite enfance et de la parentalité.

La mobilisation des communes et intercommunalités est essentielle. Souvent directement porteurs des projets en matière de petite enfance ou de soutien à la parentalité, elles en sont dans tous les cas un acteur central. Le préfet veille à les associer en amont à la démarche, dès la phase d'élaboration du diagnostic.

Dans une optique de rationalisation, la démarche de mise en œuvre d'un schéma départemental des services aux familles a vocation à intégrer les instances existantes et les travaux qu'elles mènent sur le développement de l'accueil du jeune enfant et du soutien à la parentalité.

Un comité de pilotage est mis en place pour coordonner l'élaboration du schéma.

**Le comité de pilotage est chargé de :**

- **valider** les modalités d'organisation d'élaboration du schéma ;
- **établir** un diagnostic territorial des services aux familles et donner un avis sur la cartographie des territoires prioritaires ;
- **définir** les axes stratégiques d'action en matière de services aux familles, et proposer des actions déclinant les orientations stratégiques, ainsi que des projets mettant en synergie les champs de l'enfance et de la parentalité ;
- **assurer** le suivi, la coordination et l'évaluation des actions mises en œuvre dans les champs de l'accueil de la petite enfance et du soutien à la parentalité.

**Le comité de pilotage est le garant de l'articulation et de la cohérence des politiques locales relatives aux services aux familles dans le respect des champs d'intervention des institutions et partenaires locaux.**

Le préfet réunit le comité de pilotage autant que nécessaire.

**Présidé par le préfet, le comité de pilotage comprend notamment :**

- ⇒ le/la Président-e du conseil départemental ou son/sa représentant-e ;
- ⇒ un-e représentant-e des maires du département et un-e représentant-e des présidents des intercommunalités ;
- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur/la directrice de la Caf ou leurs représentant-es ;

- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur ou la directrice de la CMSA ou leurs représentants ;
- ⇒ le directeur ou la directrice académique des services de l'Éducation nationale ou son représentant ;
- ⇒ un-e représentant-e de l'Udaf ;
- ⇒ un-e représentant-e des professionnel-les de la petite enfance (pour l'accueil collectif et individuel auprès des assistant-es maternel-les ou au domicile des parents) ;
- ⇒ un-e représentant-e d'associations œuvrant dans le domaine du soutien aux familles ou à la parentalité dans votre département ;
- ⇒ le cas échéant, le/la représentante des services du ministère de la Justice concernés par le soutien à la parentalité, notamment les chefs des cours d'appel.

**Parallèlement, le préfet réunit autant que nécessaire les acteurs institutionnels principaux financeurs des services aux familles** (Président du Conseil départemental, Présidents et/ou directeurs de la Caf et de la CMSA, représentant des maires et des présidents d'intercommunalités, directeur des services de l'Éducation nationale et UDAF). **Ils s'accordent notamment pour valider la cartographie des territoires prioritaires et les actions à mettre en œuvre.**

En fonction des priorités retenues et du contexte local, certains sujets peuvent être abordés par les schémas départementaux des services aux familles avec la participation d'autres partenaires :

- ⇒ le conseil régional doit être associé à la démarche pour discuter des aspects relatifs à l'emploi et à la formation des professionnels ;
- ⇒ le réseau consulaire peut contribuer au repérage des besoins d'accueil de jeunes enfants en horaires atypiques ;
- ⇒ l'implication de Pôle emploi peut également être recherchée dans le cadre d'un travail en réseau favorisant l'accompagnement des publics fragiles inscrits dans un projet de retour à l'emploi ;
- ⇒ la maison départementale du handicap (MDPH) doit être associée à l'analyse des besoins spécifiques concernant l'accueil des enfants en situation de handicap.

Les modalités de leur consultation sont définies localement en fonction des besoins.

La Caf assure, en lien avec les autres acteurs, le suivi et l'animation de la démarche. À ce titre elle est chargée, le cas échéant avec la CMSA, des travaux préparatoires de diagnostic, d'instruction de projet et de rédaction, nécessaires à l'adoption du schéma ainsi que des tâches de secrétariat liées aux réunions des comités de pilotage.

**Parmi les services de l'État concernés par le développement des services aux familles sont en particulier intéressés :**

- les services de la direction départementale de la cohésion sociale [et de la protection des populations] ;
- les chargé-es de mission départementaux-ales à l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- les services départementaux en charge de la politique de la ville ;
- les chargé-es de mission régionaux-ales de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) ou leurs correspondants départementaux concernés par diverses actions de lutte contre l'illettrisme ;
- les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, pour les questions relatives au développement des métiers de la petite enfance.

**Pour assurer le suivi de la démarche par l'État, le/la préfet-e du département désigne un agent des services déconcentrés de l'État en tant que correspondant de la démarche.** Ce correspondant est l'interlocuteur de la DGCS et facilite les remontées ponctuelles d'informations nécessaires à l'évaluation de la démarche. Un questionnaire relatif à la mise en œuvre de la démarche lui sera envoyé en cours d'année 2015.

Il transmet également au correspondant de la DGCS le schéma départemental, ainsi que, le cas échéant, les travaux locaux qu'il juge utiles d'intégrer à la réflexion nationale.

Il sera demandé aux préfets de département de fournir un bilan de la mise en œuvre des schémas un an après leur adoption. Une évaluation de la démarche sera menée en 2016 sous la direction de la Cnaf. Elle portera sur la mise en œuvre des schémas par les différents acteurs des territoires.

## CALENDRIER INDICATIF DES PHASES DE TRAVAIL

*Le calendrier ci-dessous est mentionné à titre indicatif. Une signature du schéma avant la fin du premier trimestre 2016 est souhaitée.*

### 4.1. Lancement de la démarche (juin 2015)

Le préfet de département se rapproche du conseil départemental et de la Caf, pour déterminer les modalités d'organisation de la démarche et organiser une **réunion de lancement**.

Lors de cette réunion du comité de pilotage, les différents partenaires présentent les éléments et données relatifs à l'état des lieux et aux projections possibles sur les territoires dont ils disposent déjà.

La Caf présente les éléments de diagnostic départemental dont elle dispose concernant les besoins, l'offre et la programmation du développement de l'offre en matière d'accueil du jeune enfant, ainsi que les dispositifs de soutien à la parentalité déployés sur le territoire.

Sur cette base, le comité de pilotage élabore des premières pistes d'orientations. Il définit la méthode d'élaboration du schéma (groupes de travail, etc.). La démarche peut être formalisée par la signature d'une charte partenariale (modèle annexé).

### 4.2. Élaboration du diagnostic partagé (de juillet à septembre 2015)

Sur la base des premières grandes orientations proposées par le comité de pilotage, la Caf anime le travail d'élaboration du diagnostic partagé.

À cette fin, la Caf élabore un projet de diagnostic qu'elle soumet à la discussion. Celui-ci intègre notamment la liste des zones prioritaires telle qu'elle découle de l'application des critères nationaux, qui pourront être complétés localement.

Le préfet s'assure que **l'ensemble des partenaires, en particulier les élus locaux, sont mis en mesure de contribuer à l'élaboration de ce diagnostic** (consultation par écrit, réunions de concertation, etc.). L'expertise et les éléments de diagnostic existant au sein des services du conseil départemental, de l'Éducation nationale et des services de la politique de la ville apparaissent comme des appuis essentiels à la démarche.

Si nécessaire, des groupes de travail peuvent approfondir certains points du diagnostic (ex : recensement des besoins en termes de prévention précoce, d'accompagnement à la parentalité et d'accueil des publics fragiles, notamment les enfants porteurs de handicap, etc.).

Sur la base des éléments réunis et des échanges avec les élus locaux et l'ensemble des partenaires, la Caf finalise le diagnostic partagé, comprenant notamment une proposition de cartographie des



territoires prioritaires, qui est présenté au comité de pilotage pour validation. **Après avis du comité de pilotage, le préfet et les acteurs institutionnels (Caf, conseil départemental, représentants des maires et des intercommunalités, CMSA et UDAF) valident ensemble cette cartographie des territoires.**

#### 4.3. Élaboration du plan d'action partenarial *(de sept. à déc. 2015)*

Sur la base du diagnostic partagé, **le comité de pilotage définit les grands axes stratégiques du schéma et les modalités d'élaboration du plan d'action.**

Le travail d'élaboration du plan d'action peut être confié à des groupes de travail thématiques portant sur les différentes orientations validées par le comité de pilotage.

Le préfet s'assure que les acteurs pertinents sont associés à la démarche. **Il réunit autant que nécessaire les principaux financeurs des services aux familles** (directeur de la Caf, président du conseil départemental, représentant(s) des maires et/ou des intercommunalités, directeur de la CMSA, directeur académique des services de l'Éducation nationale et un représentant de l'UDAF) pour définir les moyens pouvant être mobilisés dans le cadre du schéma.

La commission départementale d'accueil du jeune enfant (CDAJE) ou la coordination départementale de soutien à la parentalité (CDSP) issue de la circulaire du 7 février 2012 peuvent éventuellement fournir un cadre pour ces travaux d'élaboration du plan d'action.

#### 4.4. Signature du schéma *(objectif : avant avril 2016)*

**Le texte du schéma, comprenant le diagnostic partagé, la cartographie et le plan d'action, est validé par le comité de pilotage.** Il est signé au minimum par :

- ⇒ Le Préfet du département ;
- ⇒ le/la Président-e du conseil départemental ou son/sa représentant-e ;
- ⇒ un-e représentant-e des maires du département désigné-e par la délégation départementale de l'AMF ;
- ⇒ un-e représentant-e des intercommunalités du département
- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur/la directrice de la Caf ou leurs représentant-es ;
- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur ou la directrice de la CMSA ou leurs représentants ;
- ⇒ le directeur ou la directrice académique des services de l'Éducation nationale ;
- ⇒ le/la représentant-e de l'UDAF ;

- ⇒ le cas échéant, les services du ministère de la Justice concernés par le soutien à la parentalité et notamment les chefs des cours d'appel.

#### 4.5. Mise en œuvre, suivi et évaluation du schéma départemental

Après la signature du schéma, **le préfet réunit le comité de pilotage autant que de besoin pour assurer le suivi, la coordination et l'évaluation** des actions mises en œuvre dans les champs de l'accueil de la petite enfance et du soutien à la parentalité.

**Des instances spécialisées ou des groupes de travail** peuvent être mis en place sur des thématiques particulières des schémas afin de suivre et évaluer les actions mises en œuvre dans leur champ de compétence. Ils seront composés, outre les services impliqués dans la mise en œuvre de certaines actions, d'associations ou d'usagers concernés par les thématiques de travail. Ils présentent régulièrement un état d'avancement au comité de pilotage.

Chaque année, les signataires du schéma s'assurent, après avis du comité de pilotage, de la nécessité de procéder par voie d'avenant à des ajustements. L'avenant précise toutes les modifications apportées au schéma d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Il sera demandé aux préfets de département de fournir un bilan de la mise en œuvre des schémas un an après leur adoption. Une évaluation de la démarche sera menée en 2016 sous la direction de la Cnaf. Elle portera sur la mise en œuvre des schémas par les différents acteurs des territoires.

À la fin de la période 2015-2019 pour laquelle le schéma s'applique, il est recommandé que le comité de pilotage procède à une évaluation exhaustive des actions mises en œuvre en lien avec les objectifs fixés, selon une méthodologie qui aura été déterminée par avance.

## CONTENU DU SCHÉMA

### 5.1. Le diagnostic territorial partagé

Le diagnostic identifie les besoins et cartographie l'ensemble des services existants et des actions mises en œuvre dans le champ de l'accueil du jeune enfant et de la parentalité dans le département. Il définit les territoires prioritaires pour l'accueil du jeune enfant. Il peut également comprendre des éléments qualitatifs sur les dynamiques en place.

Il comprend une analyse générale de la répartition de l'offre et des besoins, concernant :

- **l'accueil du jeune enfant** (dont l'accueil avant 3 ans en milieu scolaire), en prenant en compte la diversité de l'accueil individuel (auprès des assistant-es maternel-les ou à domicile) et collectif et leur complémentarité (maisons d'assistant-es maternel-les, micro-crèches, crèches d'entreprises, jardins d'enfants, etc.) ;
- **l'accompagnement à la parentalité et l'information des familles.**

Il analysera plus particulièrement :

- **l'accueil d'enfants issus des familles vulnérables**, notamment des familles monoparentales ;
- les besoins spécifiques tels que **l'accueil d'enfants en situation de handicap ou l'accueil en horaires atypiques** ;
- les questions touchant au **recrutement et à la formation des professionnels** de la petite enfance ;
- les besoins en matière **d'apprentissage de la langue et de lutte contre l'illettrisme**, qui sont une composante importante du soutien à la parentalité et un enjeu pour la réussite éducative.

### La convention territoriale globale (CTG), une démarche de contractualisation entre Caf et collectivités

Les CTG constituent une démarche privilégiée pour décliner les orientations définies dans le cadre des projets de territoire à l'échelon des communes et des communautés de communes.

La CTG fait le lien entre l'ensemble des thématiques présentes sur le territoire. Elle favorise le croisement des différents schémas existants : schéma départemental des services aux familles, contrat de ville, projet éducatif territorial, plan d'accessibilité aux services, etc.

En prenant en compte les orientations et les interventions définies sur les différentes thématiques (enfance et parentalité, politique de la ville, accès aux droits, etc.), elle permet d'élaborer le projet social du territoire avec la (les) collectivité(s) et d'organiser concrètement l'offre globale de service des Caf de manière structurée et priorisée.

Elle a pour objet de partager un plan d'actions adapté aux besoins du territoire et d'impulser des projets prioritaires à partir d'une vision globale des ressources et des problématiques existantes. Dans un contexte budgétaire contraint, elle permet de gagner en efficience en identifiant les complémentarités et en facilitant la mobilisation de tous les moyens disponibles.

Outre les éléments transmis par la Caf, le diagnostic intègre les éléments fournis par le conseil départemental (notamment les informations concernant les établissements et les assistants maternels suivis par le service de protection maternelle et infantile), ainsi que l'Éducation nationale (en matière de préscolarisation des enfants âgés de 2-3 ans et d'actions de soutien à la parentalité conduites dans les établissements scolaires).

Il peut prendre appui sur les diagnostics déjà réalisés en matière d'enfance et de famille par les différents partenaires locaux, par exemple dans le cadre des commissions départementales d'accueil du jeune enfant ou des coordinations départementales de soutien à la parentalité.

Cette analyse peut, le cas échéant, être croisée avec les besoins repérés dans le cadre du projet éducatif territorial (PEDT) ou du contrat de ville.

Il intègre également les éléments contenus dans les plans locaux de développement de l'accueil du jeune enfant et fait le lien avec les conventions passées avec la Caf (CTG – conventions territoriales globales).

Le réseau associatif local peut utilement être mis à contribution pour l'établissement d'un état des lieux de l'offre, et pour l'évaluation des besoins, notamment les besoins spécifiques pour l'accueil des enfants porteurs de handicap, besoins d'accompagnement à la fonction parentale, etc.

Il peut également être prévu que des évolutions soient intégrées par la suite si un diagnostic concernant un thème de travail intéressant les partenaires semble particulièrement complexe.

## 5.2. Orientations stratégiques pluriannuelles et plan d'action

Les orientations stratégiques définies localement s'appuient sur le diagnostic territorial partagé. Elles se déclinent au regard des priorités nationales suivantes :

- 1. Développer l'offre d'accueil du jeune enfant et réduire les inégalités territoriales, en s'appuyant sur la complémentarité des modes d'accueil.**
- 2. Faciliter l'accès des familles vulnérables (familles précaires, familles monoparentales, familles confrontées au handicap, à l'illettrisme, etc) aux services d'accueil de la petite enfance et au soutien à la parentalité pour garantir l'universalité d'accès et la mixité.**
- 3. Mailler progressivement le territoire en matière d'offre d'accompagnement à la parentalité, en proposant des outils visant notamment à mieux articuler l'accueil du jeune enfant et les actions de soutien à la parentalité.**
- 4. Faciliter une action coordonnée des acteurs sur le territoire.**

**5. Améliorer l'information des familles sur l'offre disponible.**

**6. Favoriser le recrutement et la formation des professionnel·les de la petite enfance.**

**7. Développer les outils d'apprentissage de la langue (lutte contre l'illettrisme, Français langues étrangères, alphabétisation).**

Le schéma intègre en outre la dimension développement durable.

Il est souhaitable que des précisions sur les moyens alloués par chaque partenaire pour la mise en œuvre des actions proposées puissent figurer dans la convention signée. En tout état de cause, le financement de ces actions respecte les procédures de droit commun mises en place par chaque signataire.

Le schéma fixe, dans la mesure du possible, des objectifs quantitatifs mesurables, tant en matière d'accueil du jeune enfant que de soutien à la parentalité, notamment en vue de résorber les inégalités de répartition de l'offre.

#### **Sources d'informations, en plus des données transmises par les partenaires des schémas**

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Institut national des études démographiques (Ined), Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère des Affaires sociales de la Santé et des Droits des femmes (Drees), Observatoire national de la politique de la ville (Onzus), Observatoire national de la petite enfance, observatoires des familles (UNAF/UDAF), Observatoire national de la parentalité en entreprise, etc.

### **5.3. Modalités de suivi et d'évaluation du schéma**

Le schéma précise les modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des actions qu'il prévoit. Il définit les instances chargées de suivre sa mise en œuvre, ainsi que les modalités d'évaluation de l'atteinte de ses objectifs.

Les indicateurs qui permettront d'évaluer l'atteinte de ces objectifs s'appuieront notamment sur les indicateurs définis par la COG État-Cnaf, afin notamment d'évaluer l'impact sur les zones qui auront été définies comme prioritaires. En fonction des objectifs et des actions retenues localement par les partenaires, des indicateurs spécifiques à la situation locale peuvent être inscrits au schéma.

Les modalités et le calendrier d'évaluation sont précisément définis dans le schéma. L'évaluation, qui gagnera à être formalisée dans un document, pourra s'appuyer sur des questionnaires en direction des structures ou des usagers, des entretiens individuels, etc.

Le document prévoit en outre des modalités d'intégration par voie d'avenant en fonction de l'évolution du contexte, notamment réglementaire.

## Repères

# Les principaux indicateurs nationaux

## Accueil du jeune enfant

- Évolution du nombre de places en établissement d'accueil des jeunes enfants (Eaje) - Places nettes selon le type d'accueil collectif créé.
- Évolution des disparités territoriales en matière d'accueil des jeunes enfants (collectif et individuel) : comparaison de l'évolution des taux de couverture des territoires sous-couverts.
- Évolution du nombre d'assistant-es maternel-les en activité.
- Nombre d'assistants -es maternel-les par relais d'assistant-es maternel-les (Ram).
- ...

## Parentalité

- Taux de recours aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap) : nombre de bénéficiaires d'une action Reapp divisé par le nombre de familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans.
- Taux de couverture des lieux d'accueil parents enfants (Laep) : nombre de LAEP divisé par le nombre d'enfants de 0 à 5 ans.
- Taux de recours à la médiation familiale : nombre de mesures divisé par le nombre d'affaires nouvelles soumises au juge aux affaires familiales.
- ...

## Les axes stratégiques en pratique

### Axe stratégique en pratique 1 :

#### Développer une offre équilibrée des services d'accueil de la petite enfance

1.1 Développer l'accueil individuel du jeune enfant

1.2 Agir pour les métiers de la petite enfance

1.3 La scolarisation précoce des enfants de 2-3 ans

Fiche info : Les leviers financiers mobilisables pour la branche famille pour la petite enfance

### Axe stratégique en pratique 2 : Mieux répondre aux besoins des familles

2.1 Rendre accessible les solutions d'accueil aux familles en situation de pauvreté ou en parcours d'insertion

2.2 Soutenir les familles face au handicap

2.3 Petite enfance et soutien à la parentalité : une complémentarité à approfondir

2.4 Le développement durable et les services aux familles

### Axe stratégique en pratique 3 : Développer le soutien à la parentalité

3.1 L'information des familles

3.2 La médiation familiale / les espaces de rencontre

3.3 Les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP)

3.4 Améliorer les relations parents-école

3.5 Les lieux d'accueil enfants-parents (LAEP)

3.6 Favoriser les départs en vacances familiales

3.7 Lutter contre l'illettrisme grâce aux services aux familles

Fiche info : Autres structures et dispositifs contribuant à l'accompagnement des parents

Fiche info : Les leviers financiers mobilisables pour la branche famille pour le soutien à la parentalité

Axes stratégiques en pratique

**DÉVELOPPER  
UNE OFFRE ÉQUILIBRÉE  
DES SERVICES D'ACCUEIL  
DE LA PETITE ENFANCE**

**1**



En 2013, 61% des enfants de moins de 3 ans étaient principalement gardés par leur(s) parent(s) contre 70% en 2002. Si l'offre d'accueil du jeune enfant s'est considérablement développée au cours des dernières années, l'analyse de l'implantation des places d'accueil du jeune enfant montre des inégalités d'accès aux modes d'accueil entre les différents territoires et les différentes familles.

Le nombre de places disponibles varie, selon les départements, de 9 à 86 pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans. Il existe également d'importantes disparités infra-départementales. Les départements présentant les zones urbanisées les plus denses (Île-de-France et Sud-Est principalement) sont ceux qui disposent de l'offre la plus importante. Si les crèches sont plus nombreuses en milieu urbain, l'accueil par une assistante maternelle est en revanche plus développé dans les zones rurales (26%). La garde à domicile est très concentrée en Île-de-France, en particulier à Paris, dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines.

L'objectif de développement quantitatif de l'offre va donc de pair avec un objectif de réduction des inégalités de taux de couverture des territoires, qui passe notamment par une amélioration de la complémentarité des différents modes d'accueil.

### Établir un diagnostic territorial précis et partagé

**Le schéma suppose un diagnostic des besoins et une analyse de l'offre.** Les schémas doivent permettre un développement au plus près des besoins, fondé sur une analyse précise et partagée de l'offre et des besoins. Les partenaires pourront prendre en compte, pour se fixer collectivement des objectifs, les enjeux géographiques et démographiques propres au département, et les équilibres historiques entre l'accueil individuel et l'accueil collectif dans certaines zones géographiques.

**Une première approche, purement quantitative, des besoins est liée à la démographie,** et en particulier au nombre de naissances dans le département. Au vu des enjeux existant pour les publics les plus vulnérables (Cf. fiche « *rendre les solutions d'accueil accessibles aux familles en situation de pauvreté ou d'insertion* »), il n'est pas souhaitable d'exclure la population sans emploi du décompte de ces besoins. Au regard de l'exigence de proximité propre à ces services, l'analyse géographique doit être la plus fine possible.

**Cette approche quantitative peut utilement être complétée par une analyse qualitative.** Les préférences des parents interviennent pour une part importante dans les demandes effectives en mode d'accueil. Les besoins prennent en outre une forme variée, que ce soit en termes de contenu (projet pédagogique) ou d'organisation (horaires atypiques), auxquels les acteurs doivent tenter de répondre au mieux. Une attention particulière doit être portée aux besoins des publics les plus vulnérables, notamment les enfants porteurs de handicap.

**L'offre devra être analysée dans son ensemble :**

- ⇒ **l'accueil en EAJE, dans toutes ses variantes (accueil collectif « classique », haltes-garderies, multi-accueils, micro-crèches, crèches familiales, jardins d'éveil...)** ;
- ⇒ **l'accueil individuel, chez un-e assistant-e maternel-le, en MAM ou au domicile des parents ;**
- ⇒ **la scolarisation précoce en école maternelle des enfants de 2-3 ans (Cf. fiche thématique dédiée).**

C'est au regard de ces éléments d'analyse que le plan d'action de développement et les zones prioritaires permettront une meilleure adéquation offre-demande.

## Définir des zones prioritaires et des objectifs de développement

Le schéma devra définir de façon concertée des zones prioritaires, et si l'ensemble des acteurs y est favorable, des objectifs de développement de l'accueil sur ces territoires. Il peut également fixer des objectifs particuliers (accueil d'enfants porteurs de handicap...).

Au vu du diagnostic, il pourra distinguer les objectifs en accueil individuel et en accueil collectif : par exemple, la densité des naissances sur un territoire ne justifie pas toujours la création d'un EAJE et peut conduire à y favoriser le développement de l'accueil individuel.

**Un fonds de rééquilibrage territorial a été créé dans la COG État/Cnaf pour soutenir l'ouverture de places sur les territoires prioritaires (Cf. fiche « *Leviers financiers mobilisables par la Caf pour la petite enfance* »).**

Au-delà des dispositifs financiers servant de leviers au développement équilibré de l'offre d'accueil, des actions spécifiques en direction de l'accueil individuel et des métiers de la petite enfance peuvent également être mises en place (cf. fiche « *Développer l'accueil individuel* »).

## 1.1. DÉVELOPPER L'ACCUEIL INDIVIDUEL DU JEUNE ENFANT

**19 % des jeunes enfants de moins de 3 ans sont accueillis à titre principal chez un-e assistant-e maternel-le et près de 2 % par un-e garde à domicile.** L'accueil individuel s'est considérablement développé au cours des dernières années, le nombre d'assistant-es maternel-les en activité passant de 270 000 à 316 000 entre 2006 et 2012. Cette activité s'est également fortement professionnalisée.

Avec un objectif de 100 000 enfants supplémentaires accueillis chez les assistant-es maternel-les à l'horizon 2017, **le gouvernement affiche une réelle ambition quant au développement de ce type d'accueil.** Or, l'évolution montre un tassement récent de l'offre individuelle, qui s'explique en grande partie par une baisse de la demande liée au contexte économique, mais également par une adéquation offre-demande insuffisante. Celle-ci se traduit par la coexistence dans un même département d'une demande d'accueil importante et de sous-emploi des assistant-es maternel-les. À cet enjeu s'ajoute la perspective de départs à la retraite particulièrement importants pour cette profession.

Les grands axes d'une action en faveur de l'accueil individuel auprès des assistants maternels peuvent donc être les suivants :

- ⇒ **Faire coïncider l'offre de garde de jeunes enfants des assistant-es maternel-les avec la demande d'accueil.** Les schémas peuvent permettre aux partenaires d'établir un diagnostic et d'anticiper l'évolution du nombre d'assistant-es maternel-les sur le territoire. Le sous-emploi de ces professionnel-les peut nécessiter la mise en place d'actions spécifiques. Une information des familles plus complète est également un levier essentiel.
- ⇒ **Renforcer la qualité de l'accueil individuel** en contribuant à la formation des assistant-es maternel-les et en luttant contre leur isolement.

### La garde à domicile

La garde de l'enfant au domicile des parents peut consister en l'emploi direct par les parents d'une personne intervenant à leur domicile. Les parents peuvent aussi avoir recours à une formule de garde partagée avec une autre famille, les enfants étant accueillis alternativement au domicile de chaque famille. Les parents peuvent aussi choisir d'utiliser les services d'un organisme déclaré et/ou agréé par l'État (association, entreprise ou opérateur public), qui est, à leur place, l'employeur de la personne qui garde le(s) enfant(s).

### ■ Bonne pratique

#### Travailler la complémentarité de l'offre d'accueil individuelle et collective

De nombreux établissements multi-accueil municipaux proposent quelques journées d'accueil collectif aux familles ayant recours à un-e assistant-e maternel-le comme principal mode de garde. Ces solutions permettent à l'enfant de bénéficier de deux environnements avec un accueil par une assistant-e maternel-le dans un cadre familial d'une part et d'autre part, un accueil en établissement lui permettant de découvrir la vie collective.

*Etablissements*

### Repères

#### Un référentiel Mam en préparation

Un groupe de travail relatif aux Mam piloté par le ministère des Affaires sociales et regroupant des experts a été mis en place au mois de janvier 2015. Il élaborera un guide/référentiel à destination des porteurs de projets, afin de les aider dans leurs démarches de création d'une Mam, et des services de PMI, afin d'harmoniser les pratiques. Seront également étudiés les moyens de favoriser la montée en qualité, sur la base du volontariat.

### Les Relais Assistantes Maternelles (RAM)

Ce sont des lieux d'information, de rencontre et d'échange au service des parents et des professionnels de la petite enfance (assistant-es maternel-les, gardes d'enfants, éducateurs-trices spécialisé-es, etc.) qui peuvent être créés par les communes ou leurs groupements. En plus d'accompagner les professionnel-les de la petite enfance, les RAM ont une mission d'information des familles sur les différents modes d'accueil.

La création de RAM par les communes ou leurs groupements et l'attribution de primes d'installation bonifiées aux assistant-es maternel-les sur les territoires sous-couverts en modes d'accueil sont autant de leviers qui peuvent être mobilisés pour développer un accueil individuel de qualité.

La Cnaf a lancé une réflexion relative au renforcement de certaines missions des RAM : mission d'information des parents, accompagnement personnalisé des professionnel-les, notamment dans les situations de sous-activité, etc. Ce chantier national permettra d'expérimenter et d'évaluer ces nouvelles missions renforcées qui donneront lieu au versement d'une prestation de service bonifiée par la Caf.

### ■ Bonne pratique

#### Création d'une agence départementale pour le développement de l'accueil individuel

Créée par la Caf et le conseil général, cette structure propose aux assistant-es maternel-les en sous-activité, un accompagnement individualisé pour faciliter une reprise d'activité. Par ailleurs, elle informe les familles sur l'offre d'accueil individuel atypique (horaires décalés, accueil d'enfants en situation de handicap, etc.). L'agence a également pour objectif de favoriser la qualité de l'accueil au domicile des parents et d'accompagner les micro-crèches employant des assistant-es maternel-les et les maisons d'assistant-es maternel-les

*Seine-Saint-Denis*

## Repères

### Le versement en tiers-payant de la Paje est expérimenté dans certains départements

Afin d'éviter au maximum que des freins financiers empêchent les familles de recourir aux services d'un-e assistant-e maternel-le, certaines Caf vont expérimenter dès 2015 le tiers payant de la prestation d'accueil du jeune enfant. Celle-ci sera versée directement à l'assistant-e maternel-le plutôt qu'aux parents qui n'auront plus qu'à compléter le paiement. Cette expérimentation fera l'objet d'une évaluation approfondie.

## 1.2. AGIR POUR LES MÉTIERS DE LA PETITE ENFANCE

Le développement du nombre de solutions d'accueil pour les jeunes enfants doit, pour être possible, s'accompagner d'une augmentation du nombre de professionnel·les de la petite enfance. Les tensions de recrutement constatées sur certaines professions, ainsi que l'importance des départs à la retraite notamment chez les assistant·es maternel·les, peuvent constituer un frein au développement, alors qu'à l'inverse ce secteur peut constituer un gisement d'emplois.

Les métiers de la petite enfance forment un ensemble de formations variées, ce qui constitue une richesse pour l'enfant, mais qui rend plus difficile les évolutions et parcours des professionnels. En outre, les formations initiales et continues doivent prendre en compte des besoins en évolution (accueil d'enfants porteurs de handicap, d'enfants de familles en situation de précarité, renforcement de la détection des situations à risque...).

La prise en compte de ces problématiques ont conduit le gouvernement à la mise en place d'un ensemble d'actions pour le développement des métiers de la petite enfance. Un engagement de développement et de l'emploi et des compétences (EDEC) a notamment été signé le 16 février dernier avec les partenaires sociaux. D'autres chantiers, comme la refonte du CAP petite enfance, ont d'ores et déjà été engagés.

### ■ Bonne pratique

#### Mettre en place un plan métier départemental

La direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) a rassemblé dès 2013 l'ensemble des partenaires concernés par les métiers de la petite enfance pour établir un « plan métier » sur le département qui doit répondre à plusieurs objectifs : améliorer l'information sur les métiers pour recruter davantage de professionnel·les, multiplier les possibilités de formation initiale et continue sur le département, mieux articuler l'accueil individuel et collectif et pérenniser la situation de professionnel·les en emplois aidés.

Var

### ■ Bonne pratique

#### Valoriser les compétences acquises par les assistant·es maternel·les

Le réseau départemental des RAM du Bas-Rhin en lien avec le PMI et la Caf du département a mis en place un livret retraçant le parcours et les compétences de l'assistant·e maternel·le. Ce document valorise le parcours des professionnel·les de l'accueil individuel en retraçant l'ensemble des formations, conférences, réunions auxquelles ils-elles participent et surtout des compétences développées en cours de carrière pour mieux les promouvoir auprès des employeurs

Bas-Rhin

L'action partenariale peut permettre de :

- ⇒ **Réunir les acteurs locaux** (représentants des professionnels et des gestionnaires, conseil régional, conseil départemental, Direccte, Éducation nationale, centres de formation, CNFPT, centres de gestion, OPCA) pour établir un **diagnostic territorial** et travailler à une meilleure adéquation entre l'offre de formation et le besoin des professionnel·les.
- ⇒ **Favoriser les passerelles entre les métiers et développer une culture commune** grâce à la formation continue ou à la valorisation des acquis de l'expérience (VAE).
- ⇒ **Mieux adapter les compétences aux besoins via la formation continue** (formation des directeurs de crèches aux RH et à la gestion, formation à l'accueil d'enfants en situation de handicap ou au repérage de situation à risque).
- ⇒ **Favoriser la mixité des métiers et renforcer l'image professionnelle de ces métiers.**

Pour travailler au mieux ces questions, un rapprochement avec le conseil régional, en charge de la formation professionnelle, et avec le conseil départemental, en charge de la formation initiale des assistant-es maternel-les, est nécessaire pour permettre de faire coïncider l'offre de formation aux besoins locaux des populations.

## Établir un diagnostic territorial sur les métiers de la petite enfance

Pour mobiliser davantage de professionnel-les sur un territoire spécifique, un diagnostic territorial particulier peut être porté sur les métiers de la petite enfance. Ce diagnostic départemental peut comprendre plusieurs volets :

- **évaluation des besoins** et de l'évolution de ces besoins sur les différents territoires : prévision de la demande des parents, nombre de professionnel-les sur les territoires, anticipation des départs en retraite, etc. ;
- **recensement des centres de formation** pour les professions de la petite enfance ; **prise en compte du contenu des schémas régionaux de développement des formations du domaine social et médico-social**, pilotés par les conseils régionaux, et des schémas d'organisation sociale et médico-sociale, notamment départementaux.

## Repères

### L'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) petite enfance, un outil qui peut être décliné au niveau local

Afin d'anticiper et d'accompagner l'évolution des emplois et des qualifications dans le secteur de la petite enfance, un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) petite enfance a été signé le 16 février 2015 entre l'État et les partenaires sociaux du secteur privé de la petite enfance. Dans ce cadre, des actions seront mises en place visant notamment à :

- favoriser la cohérence et la continuité des parcours professionnels par l'accès à la formation continue, la VAE ;
- renforcer les compétences des directeurs de crèches et des gestionnaires en gestion des ressources humaines, management, etc. ;
- améliorer les compétences nécessaires à l'accueil d'enfants porteurs de handicap (Ingénieries de formation complémentaire) ;
- prévenir les risques professionnels (physiques, psychiques) et lutter contre l'isolement ;
- améliorer le bien-être au travail et améliorer la prévention et le repérage des risques professionnels ;
- valoriser la richesse des métiers de la petite enfance et promouvoir la mixité et l'égalité professionnelle, à tous les niveaux hiérarchiques.

Un travail avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) pourrait le compléter pour le secteur public.

Des EDEC régionaux peuvent également être mis en place pour répondre aux besoins complémentaires ou aux spécificités rencontrées dans les territoires. Ces accords permettent aux partenaires locaux de s'accorder sur des actions relatives au développement de l'emploi et des compétences dans un secteur (formation, accompagnement RH...) et de les cofinancer (l'État pouvant financer jusqu'à 30 %). Autour de l'État (Direccte) et des partenaires sociaux, leur réussite repose sur une bonne articulation avec les politiques impulsées par les autres services de l'État (directions régionales et départementales de la cohésion sociale, agences régionales de santé...) et les collectivités territoriales, ainsi que sur une implication effective et pertinente des autres acteurs présents au niveau local (maison de l'emploi, comités de bassin d'emploi, associations d'employeurs, services économiques...).

## 1.3. LA SCOLARISATION PRÉCOCE DES ENFANTS DE 2-3 ANS

Afin de développer l'accueil des jeunes enfants et soutenir la réussite éducative de tous, le Gouvernement et la branche familles se sont engagés à développer la scolarisation des enfants de 2-3 ans à l'école maternelle.

La scolarisation précoce des jeunes enfants, en plus d'aider les parents à mieux concilier vie familiale et vie professionnelle, permet de favoriser la réussite éducative des enfants. Elle s'avère particulièrement efficace pour soutenir et préparer les enfants dont les familles sont éloignées de la culture scolaire pour des raisons sociales, culturelles ou linguistiques. C'est pourquoi le ministère de l'Éducation Nationale souhaite en favoriser le développement dans les écoles des réseaux d'éducation prioritaire. Au-delà de ces objectifs quantitatifs, une attention particulière doit être portée à la qualité de l'accueil, qui doit pouvoir être adapté aux rythmes et aux besoins des enfants de moins de 3 ans.

### ■ Bonne pratique

#### Des formations communes entre enseignants et professionnels de la petite enfance

Des actions de formation commune entre les enseignants en charge de classes d'enfants de moins de 3 ans, les psychologues scolaires et les agents des collectivités territoriales, associant des professionnels de la petite enfance travaillant dans les établissements d'accueil du jeune enfant, ont lieu régulièrement dans certaines communes. Elles permettent aux professionnels de partager leurs connaissances et de réfléchir ensemble à la transition entre le mode d'accueil de la petite enfance et l'école.

Dans le cadre des schémas départementaux des services aux familles, l'action des partenaires peut consister à :

- ⇒ **Établir un diagnostic partagé** entre les différents partenaires pour définir les territoires sur lesquels la scolarisation d'enfants de moins de 3 ans doit être prioritairement développée.
- ⇒ **Accompagner les communes pour l'ouverture de classes accueillant des enfants de moins de 3 ans** en s'appuyant sur les différents partenaires.
- ⇒ **Mobiliser les partenaires pour accompagner les familles les plus éloignées de l'école dans les démarches d'inscription des enfants à l'école.** Une réflexion et des actions doivent être menées pour que la scolarisation des enfants de moins de 3 ans bénéficie avant tout aux familles de milieux sociaux moins favorisés.
- ⇒ **Travailler pour mieux adapter l'accueil préscolaire aux besoins des enfants de moins de 3 ans**, en veillant à l'adaptation des horaires aux rythmes des enfants, à l'adaptation des locaux (espaces de repos, de récréation...), au taux d'encadrement nécessaire, à la formation des enseignants à la petite enfance et à la proximité avec les parents (associations à certaines activités, rencontres régulières et conviviales...).

### Repères

#### Accompagner la transition vers l'école maternelle : classes et solutions « passerelles »

Dans de nombreuses communes existent des conventions entre les EAJE et les écoles maternelles, fondées sur un partenariat étroit entre les services de l'Éducation nationale et les communes concernées, souvent en relation avec la Caf. Le projet éducatif développé par ces acteurs vise à améliorer la transition vers l'école maternelle pour les jeunes enfants. Ils prennent le plus souvent la forme d'accueil alternés entre l'école et les autres modes d'accueil et d'un encadrement renforcé. Dans le COG 2013-2017 est prévue une expérimentation des différentes modalités de ces solutions.



**Planifier les effectifs d'enfants scolarisés nécessite de prendre en compte le calendrier de travail de l'Éducation nationale.**

La prévision des effectifs sur laquelle s'appuie la future répartition des moyens humains dans un établissement est réalisée très en amont de la rentrée scolaire.

- **Au mois de décembre précédent la rentrée scolaire**, une première prévision est faite par les services de l'Éducation nationale en fonction d'une première estimation du nombre d'inscrits faite par les communes.
- **Au mois de mai précédent la rentrée scolaire**, la prévision est affinée et permet à l'Éducation nationale de fixer le nombre de classes ouvertes dans les établissements.

**La mobilisation des familles doit donc commencer très en amont pour permettre l'accès des enfants de moins de 3 ans à l'école maternelle.**

---

## Repères

### La convention de coopération entre l'Éducation nationale et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Cette convention, en cours d'actualisation, permet d'intégrer dans les formations conjointes des personnels des deux fonctions publiques d'État concernées les actions partenariales liées à la refondation de l'école dont la scolarisation des enfants de moins de 3 ans fait partie.

---



## LES LEVIERS FINANCIERS MOBILISABLES PAR LA BRANCHE FAMILLE POUR LA PETITE ENFANCE

### Les dispositifs de « droit commun » concernant l'ensemble des territoires, qu'ils soient ou non en zone prioritaire

Ils visent à développer et pérenniser l'offre d'accueil sur l'ensemble du territoire. Il s'agit principalement :

- **en matière d'aide à l'investissement**, pour les Caf du plan pluriannuel d'investissement pour la création de crèche (PPICC) et pour la branche famille (Caf et MSA) du prêt à l'amélioration du lieu d'accueil (Pala) ;
- **en matière d'aide au fonctionnement**, de la prestation de services unique, de la prestation de service Ram, du contrat « enfance et jeunesse » (CEJ) (pour la branche famille), du fonds « publics et territoires » (pour la Caf) et de la prime d'installation pour les assistant-es maternel-les (pour la branche famille).

### Les leviers spécifiques aux territoires prioritaires

Avant même l'accompagnement financier, le statut de territoire prioritaire implique :

- **un accompagnement des porteurs de projets** afin de sécuriser le montage des projets nouveaux et garantir ainsi leur viabilité ;
- **l'opportunité de mettre en œuvre une convention territoriale globale (CTG)** entre la Caf et la collectivité territoriale concernée.

## Repères

### Le fonds « publics et territoires »

Doté de 380 millions d'euros pour la période 2013-2017, il comporte six axes d'intervention :

1. renforcer l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) et les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) afin de continuer à développer leur accueil effectif dans les structures de droit commun ;
2. adapter l'offre d'accueil aux besoins des publics confrontés à des horaires spécifiques, à des problématiques liées à l'employabilité ou à des situations de fragilité ;
3. soutenir les projets élaborés par des adolescents et favoriser leur autonomie (investissement bénévole, service civique, engagement social, formation, etc.) ;
4. accompagner les problématiques territoriales des équipements et services d'accueil pour contribuer à la structuration de l'offre sur les territoires ;
5. prendre en compte les difficultés structurelles rencontrées par des établissements ;
6. accompagner des démarches innovantes.

**Les territoires définis comme prioritaires par les partenaires bénéficient d'un soutien financier renforcé grâce à plusieurs aides :**

- **Le fonds de rééquilibrage territorial pour soutenir le développement de l'offre d'accueil sur les territoires prioritaires.** Il se traduit par la possibilité, pour un établissement d'accueil de jeunes enfants (EAJE) qui s'implante sur un territoire prioritaire ou qui augmente son offre d'accueil, de recevoir un financement bonifié de la Caf au titre du fonctionnement.
- **Un doublement de la prime d'installation des assistant-es maternel-les.** Afin d'inciter à l'installation des assistant-es maternel-les sur les territoires prioritaires, la Caf peut verser une prime d'un montant de 600 euros, soit le double du montant versé sur les autres territoires.

## Repères

### Le fonds de rééquilibrage territorial

Les schémas doivent permettre de définir de manière concertée des zones prioritaires pour lesquelles les gestionnaires pourront bénéficier d'aides à l'investissement bonifiées. Un fonds de rééquilibrage territorial a été créé par la Cnaf pour soutenir le développement de l'offre d'accueil sur des territoires prioritaires identifiées en fonction de trois critères : un taux de couverture en accueil des jeunes enfants < à 54%, un potentiel fiscal par habitant < à 978€ et un revenu annuel net moyen déclaré par foyer fiscal < à 21 197€.

**Dans le cadre des schémas, les seuils définissant ces zones peuvent être adaptés localement** avec l'accord des partenaires. Les Caf des départements signataires d'un schéma pourront bénéficier de 100 000€ de crédits supplémentaires sur le fonds de rééquilibrage territorial à partir de 2015. Pour utiliser ces fonds, il existe des marges de manœuvre sur la définition des critères de priorité. Les partenaires des schémas peuvent également **modifier les seuils des critères définis nationalement** (par exemple le seuil d'entrée en zone prioritaires peut passer d'un taux de couverture à 54 % à un taux de couverture à 50 %) ainsi que le montant des bonus accordés dans les zones prioritaires.

Le fonctionnement du fonds de rééquilibrage territorial est détaillé dans la lettre circulaire n° 2015-025 de la Cnaf.

Axes stratégiques en pratique

## MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES FAMILLES

2

## 2 MIEUX REpondre AUX BESOINS DES FAMILLES

Les structures familiales et le monde du travail ont connu de profondes mutations au cours des dernières décennies. Le développement de l'activité professionnelle des femmes, l'augmentation importante du nombre de séparations et de familles monoparentales et l'évolution du marché du travail impactent directement les besoins des familles en termes de services d'accueil de la petite enfance.

De nouveaux besoins d'accueil sont ainsi apparus : **accueils en horaires atypiques** (pour les parents travaillant de nuit ou le week-end), **accueils ponctuels et/ou à temps très partiels** (pour les parents en insertion ou les parents exerçant leur métier en intérim ou en CDD).

Au-delà de ces nouveaux besoins, la question de **l'égalité d'accès** se pose, notamment pour les familles en situation de pauvreté ou pour les enfants porteurs de handicap (Cf. fiches thématiques).

Pour la mise en œuvre de solutions d'accueil en urgence ou en horaires atypiques, trois axes de réflexions importants peuvent être abordés dans une logique d'égalité d'accès aux services :

- ⇒ **organiser les modes de gardes pour pouvoir offrir aux parents un accueil ponctuel de leur enfant** : accueil en urgence ou plus simplement accueil occasionnel pour soutenir les parents en démarche d'insertion professionnelle ou devant suivre un traitement médical ;
- ⇒ **veiller à une bonne articulation des modes de garde**. Une offre diversifiée permet de répondre aux besoins variés des familles ;
- ⇒ **permettre aux familles confrontées au handicap de bénéficier de services aux familles**, notamment des modes d'accueil du jeune enfant.

### ■ Bonne pratique

#### Développer un réseau local pour l'accueil en horaires atypiques

Dans son schéma départemental de services aux familles, le Jura propose de développer le projet MAMHIQUE (Mode d'Accueil Mutualisé en Horaire atypIQUE) porté par la Mutualité française du Jura, pour répondre aux besoins des parents pour lesquels les modes « standards » de garde ne sont pas adaptés (en raison des horaires d'ouverture ou de l'âge de l'enfant accueilli). Un réseau d'assistant-es maternel-les et de gardes d'enfants est mobilisé pour accueillir les enfants concernés. Le surcoût est pris en charge par l'employeur des parents grâce à une convention.

Jura

### Repères

#### Respecter les engagements du plan de lutte contre le cancer et les maladies chroniques

Ce plan vise à améliorer l'accompagnement des parents malades en facilitant l'accès à des solutions ponctuelles de garde d'enfants pour les personnes devant suivre un traitement médical. L'élaboration du schéma départemental doit permettre aux partenaires de proposer des solutions adaptées aux besoins des familles : accueils ponctuels en halte-garderie, solutions d'accueil de jour et de nuit en cas d'hospitalisation des parents, etc.

#### Le guide « accueil des jeunes enfants : des solutions pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers »

Ce guide, préparé par le CGET avec la Cnaf et DGCS, présente de nombreuses actions pouvant être utiles aux partenaires dans le cadre des schémas. Construit autour de trois axes d'actions importants (accompagnement global des familles, insertion professionnelle des familles et mise en place d'organisations atypiques). Il montre que la création d'une offre adaptée permet au public économiquement vulnérable d'accéder à l'offre d'accueil.

## 2.1. RENDRE ACCESSIBLES LES SOLUTIONS D'ACCUEIL AUX FAMILLES EN SITUATION DE PAUVRETÉ OU EN PARCOURS D'INSERTION

Les études menées sur l'accueil des jeunes enfants montrent que les familles dont les revenus sont plus bas que la moyenne sont sous-représentées au sein des publics accueillis en EAJE.

**Le bénéfice d'une solution d'accueil représente un véritable atout pour les familles en situation de pauvreté.** Il favorise l'insertion professionnelle des parents (en particulier des mères) et la socialisation des jeunes enfants. **Il représente un enjeu particulièrement important pour les familles monoparentales, qui sont aussi parmi les plus vulnérables.**

Ce sont les raisons pour lesquelles l'amélioration de l'accès des familles les plus modestes aux services d'accueil de la petite enfance est l'une des ambitions du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale et qu'un objectif d'accueil des enfants issus de familles en situation de pauvreté a été fixé.

Plusieurs actions peuvent être menées pour améliorer l'accueil des publics vulnérables :

- **Adapter les modes d'accueil aux besoins de parents employés par intermittence ou en horaires « atypiques »** (nuits, week-end, emplois précaires à horaires variables) – Cf. Guide « *Accueil de jeunes enfants : des solutions pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers* ».
- **Développer une information ciblant les publics vulnérables, en lien avec les acteurs de l'insertion sociale et professionnelle.** Les départements préfigureurs des schémas départementaux des services aux familles relèvent souvent que le manque d'information des familles précaires sur les modes de garde les amène à considérer que ces services ne leur sont pas ouverts. Un travail doit être effectué par les acteurs de l'insertion et l'équipe d'accueil pour mieux informer les parents.
- **Favoriser la mise en place de commissions d'attribution de places en crèche ayant recours à des critères sociaux transparents.** Celles-ci peuvent être développées progressivement.

### ■ Bonne pratique

#### Renforcer la lisibilité dans l'attribution des places en crèche

Pour favoriser la mixité sociale dans les crèches, certaines municipalités ont rendu les critères d'attribution de place plus transparents. À Strasbourg, un système de traitement des demandes, centralisé au niveau de la ville, a été mis en place pour harmoniser les pratiques entre les différents EAJE et pour ne pas défavoriser l'accès des parents sans emploi. À Grenoble, des critères d'attribution donnant la priorité aux familles modestes (notamment monoparentales) ont été mis en place pour toutes les crèches municipales. Le développement de commissions d'attribution des places en crèche ayant recours à des critères sociaux transparents peut être discuté dans le cadre des schémas.

Strasbourg/Grenoble

### Repères

#### Mieux connaître les publics accueillis en EAJE : l'expérimentation FILOUE

Actuellement, il n'existe pas d'outil de connaissance des publics qui fréquentent les EAJE permettant notamment de savoir quelle est la part de familles vulnérables qui y recourent. Afin d'obtenir des informations plus précises, la Cnaf a lancé en 2014 une expérimentation - FILOUE - sur 4 départements pour mieux connaître le profil des publics accueillis et apprécier en particulier le taux d'enfants issus de familles en situation de pauvreté fréquentant les EAJE. Ce dispositif permettra aux partenaires des schémas de poser des diagnostics territoriaux plus précis.

## La mobilisation des travailleurs sociaux

Les expériences concluantes sur l'accueil en EAJE des jeunes enfants issus de familles vulnérables montrent que l'implication des travailleurs sociaux et/ou des acteurs de l'insertion sociale et professionnelle est essentielle. Interlocuteurs des familles en difficultés, leur connaissance des publics peut à la fois permettre aux EAJE de mieux cerner leurs besoins et aider les familles concernées à mieux connaître les possibilités d'accueil. Pour développer l'accueil de familles vulnérables, il est donc important de penser à mobiliser ces acteurs capables de sensibiliser les familles à l'accueil des jeunes enfants, en particulier à l'importance de la scolarisation précoce.

EAJE

## Une convention entre l'État, la Cnaf et Pôle emploi en faveur du retour à l'emploi des familles bénéficiant de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PrePare) ou du complément de libre choix d'activité (CLCA).

Les Caf délivrent aux parents concernés, notamment via des réunions d'information collectives, des renseignements sur les modes d'accueil du jeune enfant et sur les prestations dont ils peuvent bénéficier. Pour les familles les plus fragiles et les plus éloignées de l'emploi, les Caf proposent également des rendez-vous individuels avec un travailleur social.

Pôle emploi propose quant à lui à une orientation pour renforcer les techniques de recherche d'emploi, une évaluation des compétences ainsi qu'un appui à l'élaboration d'un projet professionnel pour une première entrée sur le marché du travail ou pour une reconversion professionnelle.

Suite à la signature de la convention le 11 avril 2014, le dispositif sera mis progressivement en place : 22 départements sont d'ores et déjà mobilisés et toutes les Caf s'inscriront dans cette démarche d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2016.

## 2.2. SOUTENIR LES FAMILLES FACE AU HANDICAP

L'accès effectif aux services d'accueil de la petite enfance et aux dispositifs de soutien à la parentalité des familles confrontées au handicap ou à la maladie chronique est un objectif important sur lequel les partenaires du schéma peuvent agir.

**Les modes d'accueil de la petite enfance** facilitent aussi bien l'intégration professionnelle des parents que l'intégration sociale des enfants accueillis. Aussi les parents d'enfants porteurs de handicap doivent-ils pouvoir bénéficier, au même titre que n'importe quel parent, d'un mode d'accueil pour leur enfant. Les structures d'accueil se doivent donc de prendre en compte la demande des familles concernées au même titre que toute autre demande.

L'accueil d'enfants porteurs de handicap doit s'appuyer sur **un projet d'accueil individualisé, qui fixe les adaptations nécessaires pour l'enfant** à partir des données transmises par un médecin.

### ■ Bonne pratique

#### Créer un dispositif de garde ponctuelle pour les enfants porteurs de handicap

Dans son schéma 2014-2017, les partenaires de la Loire-Atlantique réfléchissent à la mise en place d'une aide financière spécifique dès 2015 pour la garde à domicile « ponctuelle » des enfants porteurs de handicap. Au-delà de l'accès au mode de garde régulier, les parents d'enfants porteurs de handicap peuvent avoir besoin d'un mode de garde ponctuel et adapté au handicap de leur enfant pour « se libérer du temps ».

Loire-Atlantique

### ■ Bonne pratique

#### Renforcer l'accompagnement des professionnel·les grâce à un pôle « ressources » dédié

Le constat est souvent fait que les professionnel·les de l'accueil individuel et collectif font face à de réelles difficultés pour accueillir les enfants porteurs de handicap. Pour les accompagner, le schéma des Côtes d'Armor lance une expérimentation en créant un pôle d'appui et de ressources sur un territoire du département. Ce pôle a pour mission d'étudier les capacités des modes d'accueil pour déterminer dans quelle mesure l'accueil de l'enfant est possible. Ce pôle aide les professionnel·les à évaluer la demande des familles, de proposer des outils pédagogiques adaptés et d'assurer un suivi régulier de l'accueil des enfants concernés grâce à une meilleure articulation des acteurs de la petite enfance d'une part et du handicap d'autre part.

Côtes d'Armor

Les schémas départementaux des services aux familles peuvent permettre de répondre à certains enjeux :

⇒ **Recenser les besoins et améliorer la mise en relation entre les besoins et l'offre.** Les départements préfigurateurs des schémas départementaux des services aux familles ont souvent rencontré de réelles difficultés pour **recenser** les besoins en termes d'accueil de jeunes enfants handicapés (méconnaissance du nombre d'enfants concernés sur la tranche d'âge 0-3 ans, différences des difficultés des familles selon la nature du handicap de l'enfant). Le travail autour des schémas doit permettre aux partenaires de définir une méthodologie de mesure des besoins en la matière.

⇒ **Animer une dynamique partenariale à travers la mise en place d'un pôle « ressources » ou d'une personne « ressource » dédiés :** ces espaces privilégiés de partenariat permettent de renforcer la réponse aux besoins identifiés dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire.

⇒ **Informers les parents sur l'offre existante.** Les parents connaissent encore peu les modes d'accueil collectif ou individuel qui sont adaptés au handicap de leur enfant.



- ⇒ **Sensibiliser et former les professionnel·les à accueillir les enfants porteurs de handicap.** Il est important que les professionnel·les soient préparé·es à répondre aux besoins spécifiques des enfants qu'ils vont accueillir, dans le respect du parcours éducatif défini par la maison départementale des personnes handicapées. Les modes d'accueil de la petite enfance peuvent s'appuyer le cas échéant sur les structures médico-sociales chargées du repérage, dépistage et de l'accompagnement précoce sur le lieu de vie de l'enfant (CAMSP, SAFEP, CMPP).

## Repères

### Un accès facilité à l'information sur Internet

Les structures accueillant un enfant en situation de handicap seront mieux repérées sur le site [www.mon-enfant.fr](http://www.mon-enfant.fr), suite à un travail engagé par la Cnaf. Le site sera par ailleurs enrichi d'un espace « doc' » dédié aux familles et aux professionnel·les pour mettre à leur disposition des outils et/ou documentation complémentaires.

## Bonne pratique

### Un réseau local pour développer l'accueil des enfants porteurs de handicap

Sous l'impulsion de l'association « Une souris verte », un réseau « Différence et Petite Enfance » a été mis en place pour améliorer la qualité de l'accueil de ces enfants. Ce réseau rassemble des structures d'accueil collectif, le RAM, les associations de parents d'enfants handicapés, des structures d'accueil de loisir et des élus de la Ville de Lyon. Il organise des temps forts de formations et d'échanges pour les professionnels et les familles tout au long de l'année. Il travaille également à l'amélioration de l'information des parents sur les possibilités d'accueil.

Lyon

## Repères

### La Cnaf soutient le départ en vacances des familles concernées par le handicap

Depuis 2014, la Cnaf expérimente un dispositif visant à améliorer l'accueil des familles ayant un enfant en situation de handicap dans les centres de vacances financés par la prestation de service « vacances ». Ce dispositif s'adresse aux familles bénéficiaires de l'allocation d'éducation d'un enfant handicapé (AEEH) accompagnées dans le cadre de leur projet de départ en vacances par un travailleur social de la Caf ou par un porteur de projet (centre social, association locale, etc.).

## Bonne pratique

### Un plateau technique itinérant pour l'accueil de jeunes enfants handicapés

D'abord expérimenté dans une micro-crèche de Trévol (03), le projet « Chrysalide », porté par une association de parents d'enfants handicapés et soutenu par la CMSA, est développé sur tout le Bassin de Moulins. Il s'agit de mettre à disposition des structures d'accueil du jeune enfant, des assistant·es maternel·les et des familles, un plateau technique itinérant composé de professionnel·les issus du secteur éducatif et rééducatif (en particulier de l'IME). L'initiative est cofinancée par l'ARS et sera essaimée sur l'ensemble du département, puis sur toute la Région Auvergne.

Un plateau, inspiré de cette expérience, va voir le jour à Montluçon et permettra l'accueil de 5 enfants en situation de handicap par des professionnel·les de la petite enfance.

Allier



## 2.3. PETITE ENFANCE ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ : UNE COMPLÉMENTARITÉ À APPROFONDIR

L'accueil du jeune enfant et le soutien à la parentalité partagent l'objectif, par les services offerts aux familles, d'aider les parents dans cette fonction et de promouvoir le développement de l'enfant, avec des retombées positives pour l'ensemble de la société.

Les établissements d'accueil du jeune enfant sont un lieu privilégié pour la prise de contact avec les parents, qui s'y rendent dans toute leur diversité, très tôt dans leurs relations avec l'enfant. Une réflexion autour de la coéducation entre parents et professionnels et de la place des parents dans les établissements d'accueil est souvent un levier important pour améliorer la qualité de l'accueil. Les structures d'accueil du jeune enfant, dès lors que des liens sont établis avec les dispositifs de soutien à la parentalité, peuvent constituer un levier pour développer le recours des parents à ces dispositifs.

L'élaboration d'un schéma départemental des services aux familles, en réunissant les acteurs de la petite enfance et du soutien à la parentalité, peut être l'occasion d'approfondir les synergies à trouver entre ces deux types d'intervention.

Des actions peuvent viser à :

- ⇒ **Créer ou renforcer les partenariats** entre les lieux d'accueil du jeune enfant et les dispositifs de soutien à la parentalité.
- ⇒ **Permettre aux parents d'être des acteurs à part entière au sein des structures** en permettant et en encourageant leur implication auprès de leur enfant mais aussi dans la vie collective du lieu d'accueil.

### Repères

#### Le « label parentalité ACEPP® » valorise l'action des établissements qui favorisent la participation des parents

L'Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP) développe des outils pour favoriser la coéducation entre parents et professionnel·les dans les crèches titulaires d'un agrément collectif. Elle a mis en place un « label parental » pour valoriser l'action des établissements qui favorisent la participation des parents : élaboration du projet d'établissement concertée entre parents et professionnels, dialogue parents-professionnels au niveau éducatif, etc.. Les crèches d'initiatives parentales sont des associations ou coopératives où les parents sont partie prenantes en termes de gestion. Ces structures au fonctionnement singulier développent souvent des axes forts sur la participation des parents aux activités et sur la coopération entre parents et professionnel·les.

#### Bonne pratique

##### Des ateliers et colloques pour les parents dans les crèches en Seine-Saint-Denis

Dans son schéma départemental des services aux familles, la Seine-Saint-Denis se donne pour objectif de développer les actions de soutien à la parentalité dans les crèches, notamment l'organisation de colloques réunissant parents et professionnels. Il prévoit également de mettre en place à titre expérimental, des ateliers sociolinguistiques pour les parents dont le niveau de connaissance de la langue française constitue un obstacle à la compréhension des règles de vie communes dans les établissements. Déjà proposés aux parents dans les écoles et collèges du département, ces ateliers ont pour objectif de permettre aux parents une meilleure insertion dans la vie publique et citoyenne.

Seine-Saint-Denis

#### Bonne pratique

##### Dans les crèches, parents et professionnel·les échangent autour du langage des tout-petits

Le programme « premières pages » porté par le ministère de la Culture, valorise la découverte des livres chez les bébés. De nombreux EAJE participent à cette promotion de la lecture auprès des parents. Les professionnel·les peuvent ainsi se mettre à disposition des parents pour expliquer les aspects positifs de la lecture à haute voix avec les enfants comme moment privilégié de plaisir et de partage dans la relation avec l'enfant. Dans certains établissements, les professionnel·les proposent aux parents de partager leurs compétences et leur permettre de mieux interagir avec les jeunes enfants pendant la lecture.

Services aux familles  
Guide d'élaboration du schéma départemental  
Juin 2015

## 2.4. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES SERVICES AUX FAMILLES

**Le développement durable repose sur trois piliers : environnemental, économique et social.** Il implique de faire émerger de nouvelles gouvernances, de nouveaux comportements citoyens pour développer le mieux vivre ensemble. Il s'appuie fortement sur l'innovation sociale et l'implication dans la vie locale.

Les acteurs de la petite enfance étant au cœur de l'activité économique et sociale, ils portent une responsabilité économique, sociale et environnementale. Les schémas départementaux des services aux familles sont une opportunité pour encourager l'innovation sociale, l'implication dans la vie locale, et promouvoir la responsabilité économique, sociale et environnementale des parties prenantes des territoires, un certain nombre de ces acteurs de territoires étant eux même engagés dans une démarche de développement durable (démarche d'agenda 21 notamment).

La prise en compte de l'objectif de développement durable par les services aux familles peut avoir lieu de différentes façons :

- ⇒ **En faisant de la commande publique un levier important de développement durable** (participer par l'achat à la réduction de l'impact environnemental de nos activités et à l'insertion des publics éloignés de l'emploi et des personnes en situation de handicap). Ainsi, le schéma peut encourager la prise en compte de critères de développement durable dans les obligations de service et de gestion des structures financées et de tout acteur impliqué dans les secteurs de la petite enfance et de la parentalité.
- ⇒ **En poursuivant, via les établissements d'accueil de la petite enfance ou les dispositifs de soutien à la parentalité, une logique de développement social**, passant notamment par l'ouverture à tous, la mixité sociale et la réponse aux besoins spécifiques des familles, avec une attention particulière aux enfants et jeunes porteurs de handicap.
- ⇒ **En encourageant les établissements et les professionnel·les à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement** : pratiques éco-responsables dans les constructions ou les rénovations, intégration de la question de l'accessibilité dans les nouveaux projets, adaptation des gestes quotidiens des professionnels (maîtrise de la consommation d'eau, d'énergie, recyclage des déchets et des modes de production et d'approvisionnement des produits consommés, discours de sensibilisation auprès des enfants et des familles).

**Le fonds « publics et territoires »** des Caf peut financer des projets innovants contribuant au respect de l'environnement et au développement durable (repas bio, sensibilisation des professionnels, des parents et des enfants, etc.). La branche Famille rend compte de ses réalisations et résultats en matière de développement durable au travers de son rapport annuel développement durable accessible via le site internet Caf.fr.

- **Bonnes pratiques**

## Des Caf et des départements mobilisés pour le développement durable

La CAF de la Drôme s'est engagée dans l'amélioration de la qualité d'accueil des jeunes enfants dans un cadre plus large de qualité environnementale, en insistant tout particulièrement sur six axes prioritaires : le confort thermique d'hiver, le confort thermique d'été, la qualité de l'air intérieur, l'acoustique, les pollutions électromagnétiques et le confort visuel. Pour cela, elle a impulsé des actions en partenariat avec le conseil général. Six actions composent le dispositif.

- Au niveau départemental : élaboration d'un guide de préconisations pour les bâtiments et les aménagements intérieurs ; réalisation d'un guide d'information et de bonnes pratiques ; organisation d'une journée d'études départementale.
- Au niveau individuel : études spécifiques d'architecture et de bureaux d'études ; majorations des subventions d'investissement ; conception d'un mode d'emploi environnement personnalisé de chaque bâtiment neuf ou réhabilité.

La Caf 93 expérimente quant à elle des bonifications des financements pour les structures intégrant des critères de développement durable.

## Repères

Axes stratégiques en pratique

## DÉVELOPPER LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

3

### 3 DÉVELOPPER LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Ces dernières décennies, les familles ont beaucoup évolué : un enfant sur deux naît hors mariage, un enfant sur cinq vit dans une famille monoparentale, un enfant sur neuf vit dans une famille recomposée et plus d'un parent sur cinq déclare avoir souvent rencontré des difficultés dans l'éducation de ses enfants. Les familles sont par ailleurs confrontées à l'émergence de nouvelles questions telles que la complexification des relations parents/école ou l'utilisation importante d'Internet par les jeunes. Face à ces changements, les attentes des parents ont évolué.

Alors même que l'efficacité des nombreuses initiatives développées localement pour accompagner les parents dans l'exercice de leur fonction parentale a été mise en évidence dans plusieurs rapports publics récents qui préconisent leur développement, les services de soutien à la parentalité restent très inégalement répartis sur le territoire (à nombre de divorces équivalent, l'offre de médiation familiale peut varier du simple au triple) et souffrent d'un manque de structuration globale.

D'importants engagements ont été pris par l'État et la branche Famille qui se traduisent par une augmentation des crédits alloués aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), aux contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), à la médiation familiale, aux lieux d'accueil enfants-parents (LAEP), aux espaces de rencontre et aux différents dispositifs d'aide au départ en vacances, pour soutenir le développement de ces dispositifs.

Aujourd'hui, l'enjeu est de banaliser le recours aux services de soutien à la parentalité pour que toutes les familles puissent y accéder, s'entraider et partager leurs expériences, sans peur d'être jugées. Cela suppose de développer l'offre et de mieux la faire connaître.

#### ■ Bonne pratique

##### Se fixer un objectif de couverture du territoire

Pour harmoniser l'accès aux dispositifs de soutien à la parentalité sur le département, les partenaires du Pas-de-Calais, département préfigurateur, se sont fixés un objectif de couverture minimale du territoire en affirmant que chaque parent doit avoir accès à un dispositif de soutien proche de son domicile. La progression de la couverture des besoins sera suivie par les partenaires sur la durée du schéma.

*Pas-de-Calais*

#### Repères

##### L'intégration des coordinations départementales du soutien à la parentalité dans la démarche schéma

La circulaire n° 2012-63 du 7 février 2012 relative à la coordination des dispositifs de soutien à la parentalité au plan départemental propose la mise en place d'une instance départementale visant à coordonner les différents dispositifs de soutien à la parentalité pour rendre leurs actions complémentaires et plus cohérentes. Au 31 décembre 2014, 62 départements avaient mis en place cette coordination départementale du soutien à la parentalité (CDSP).

Les schémas des services aux familles s'inscrivent dans la continuité de cette démarche. Dans l'ensemble, les départements préfigurateurs ont opté pour l'intégration des CDSP, sous forme de comités techniques chargés d'effectuer une veille sur l'évolution des dispositifs de soutien à la parentalité sur le département et de proposer au comité de pilotage des actions à mettre en œuvre dans le cadre des schémas.

##### Comment développer le soutien à la parentalité ?

- ⇒ En s'appuyant sur des diagnostics qui cartographient l'offre et identifient les attentes des parents dans ce domaine.
- ⇒ En programmant le développement de l'offre de soutien à la parentalité. L'équilibre des actions sur les territoires doit être particulièrement visé.
- ⇒ En articulant les différentes modalités de soutien aux parents, comme préconisé dans la circulaire interministérielle de 2012, en prenant en compte les dispositifs de soutien à la parentalité soutenus par la branche Famille, et les autres actions d'accompagnement des parents.

- ⇒ **En faisant mieux connaître ces dispositifs aux parents, en créant des liens avec les structures qu'ils fréquentent.** L'articulation entre le soutien à la parentalité et les structures accueillant les familles telles que les crèches, les écoles ou les centres sociaux, peut permettre de mieux faire connaître les dispositifs aux parents et constitue un véritable enjeu pour le développement des services.
- ⇒ **En améliorant continuellement la qualité des services proposés** grâce à la mise en place d'une évaluation des actions et grâce à l'échange entre les différents acteurs permettant de capitaliser les bonnes pratiques.

## Repères

### Une méthodologie pour améliorer les diagnostics « parentalité »

Les départements préfigurateurs ont exprimé leurs difficultés à établir un diagnostic de l'offre et des besoins en termes de soutien à la parentalité. Pour mieux accompagner les partenaires dans l'élaboration des schémas, la Cnaf a mis en place un groupe de travail chargé de créer des outils méthodologiques permettant de faciliter la réalisation de diagnostics territoriaux plus précis. Une fois cette démarche accomplie, de nouveaux outils méthodologiques seront mis à disposition des Caf.

### *Les éléments constitutifs du soutien à la parentalité*

À travers les travaux menés en 2011 et 2012, les membres du Comité national du soutien à la parentalité ont identifié les éléments suivants comme constitutifs du soutien à la parentalité.

#### ■ Les principes fondamentaux

- ✓ la reconnaissance du parent, comme premier éducateur de l'enfant ;
- ✓ universalisme : les dispositifs et les actions de soutien à la parentalité s'adressent à l'ensemble des parents ;
- ✓ ouverture à la diversité des modes d'organisation et des configurations familiales, des cultures, des caractéristiques socio-économiques, dans le respect des droits de l'enfant et dans le cadre de la loi ;
- ✓ prise en compte du principe d'égalité femme/homme dans l'exercice de la parentalité ;
- ✓ respect des places, statuts, et rôles de chacun : parents, professionnels, bénévoles.

#### ■ Les objectifs spécifiques

- ✓ les dispositifs s'adressent avant tout aux parents ;
- ✓ les actions visent explicitement à améliorer le bien-être de l'enfant et/ou des parents ;
- ✓ les programmes cherchent à agir sur les « compétences parentales ».

### ■ Bonne pratique

#### Des maisons des familles pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif

Les maisons des familles sont conçues comme des espaces d'échanges et d'entraide pour les parents. Celles animées par la Fondation des apprentis d'Auteuil s'inspirent d'un dispositif mis en place au Québec. Elles s'adressent prioritairement à des familles en situation de vulnérabilité sociale pour leur apporter un soutien de proximité. Elles proposent des espaces d'accueil individuel pour apporter de l'information ou un appui aux parents, des espaces collectifs favorisant les échanges entre pairs et la valorisation des compétences parentales au moyen de multiples supports (échanges conviviaux autour d'un café, ateliers cuisine-nutrition parents-enfants, groupe d'échanges sur des thématiques liées à l'éducation etc.), des espaces dédiés à la relation parents enfant.

*Apprentis d'Auteuil*

#### La démarche

- ✓ démarche participative : il ne s'agit pas « d'avoir un projet à la place des parents » mais d'organiser des rencontres, de fournir des cadres (à la fois souples et structurants) permettant aux parents d'élaborer leurs points de repères éducatifs et enfin de soutenir des initiatives parentales ;
- ✓ non interventionniste, basée sur une participation volontaire de la part des parents ou qui recherche systématiquement l'accord ou l'adhésion des parents ;
- ✓ valorisation des compétences parentales ;
- ✓ pas de visée thérapeutique (il ne s'agit pas de guidance parentale) ;
- ✓ les intervenants ne sont pas dans une posture d'experts mais d'accueillants, de tiers neutre, de facilitateur dans les échanges.

Cette démarche s'accompagne d'une évolution des représentations à l'égard des parents de la part des intervenants, professionnels comme bénévoles, et de leurs pratiques.

#### ■ Les effets attendus

- ✓ amélioration du bien-être de l'enfant et /ou des parents ;
- ✓ réassurance des parents dans leur environnement familial et social, renforcement de la confiance des parents dans leurs compétences parentales ;
- ✓ meilleure communication entre les parents et les enfants.

## 3.1. L'INFORMATION DES FAMILLES

Les diagnostics établis par les départements préfigureurs des schémas départementaux des services aux familles montrent que l'offre de services n'est pas facilement lisible pour les familles. Dans certains territoires, les différents acteurs de la petite enfance et de la parentalité travaillent en partenariat sur les moyens d'améliorer la lisibilité de l'offre. Le recensement précis des différentes voies d'information est un premier pas important en ce sens.

Pour améliorer la lisibilité de l'offre sur les territoires, les partenaires peuvent se saisir d'enjeux prioritaires.

- ⇒ **Établir un diagnostic territorial complet** des structures assurant des missions d'information des familles sur le département. Au-delà des structures s'adressant directement aux parents (Point d'Information des Familles, RAM, centres de PMI), d'autres structures accueillant des jeunes, comme les Maisons des Adolescents ou les Point d'Accueil Ecoute Jeunes, proposent aussi de l'information à destination des familles. Il convient de les prendre en compte dans le diagnostic.
- ⇒ **Mieux coordonner la communication des différents partenaires**, en particulier la communication en ligne (un renvoi de tous les partenaires vers un site ressource, comme le site [www.mon-enfant.fr](http://www.mon-enfant.fr) par exemple, est un bon moyen de rendre l'information plus lisible).
- ⇒ **Renforcer les missions d'information de l'ensemble des structures accueillant les familles.**

### Bonne pratique

#### Coordonner l'information des familles faite par différents partenaires

Dans le cadre des schémas, certains départements préfigureurs, ont réfléchi à la coordination de l'information délivrée par les différents partenaires sur les dispositifs de soutien à la parentalité. Ainsi, la Charente-Maritime propose d'effectuer un recensement complet de l'ensemble des supports de communication des différents partenaires pour établir un plan de communication commun. Quant au département de la Réunion, il se donne pour objectif d'articuler les pages internet de [mon-enfant.fr](http://mon-enfant.fr), de la Caf et du conseil départemental pour, à terme, tendre vers un site départemental unique de l'information aux parents.

*Charente-Maritime*

## Repères

### Refonte du site « mon-enfant.fr »

La Cnaf a engagé un chantier visant à améliorer l'information des familles sur l'offre existante à la rendre plus lisible. Aujourd'hui très centré sur les modes d'accueil du jeune enfant, le site « mon-enfant.fr » proposera une information sur les différents lieux ou actions de soutien à la parentalité dans les départements. Le site a été enrichi d'un espace Doc' dédié aux parents et aux professionnels pour mettre à leur disposition des outils et/ou documentations utiles en lien avec les situations de vie des familles. Le site comprendra également une entrée particulière sur le handicap pour mieux informer les familles concernées.



## 3.2. LA MÉDIATION FAMILIALE / LES ESPACES DE RENCONTRE

La séparation est désormais un évènement fréquent dans la vie des familles. Chaque année, près de 350 000 couples se séparent, dont la moitié ont des enfants à charge. Parmi les dispositifs de soutien à la parentalité, la **médiation familiale** et les **espaces de rencontre** ont plus spécifiquement pour but de prévenir la rupture du lien familial, d'apaiser les conflits familiaux et de favoriser une coparentalité responsable.

La **médiation familiale** intervient soit suite à la demande des personnes elles-mêmes, soit sur le renvoi d'un magistrat dans les cas prévus par la loi. Son champ d'intervention ne se limite pas aux séparations et aux divorces mais peut porter sur diverses situations de conflit, notamment liées aux questions intergénérationnelles. L'enjeu est aujourd'hui de favoriser le recours à la médiation dans une démarche préventive et afin de développer une véritable culture de la médiation.

Les **espaces de rencontre** sont des lieux permettant à un enfant de rencontrer le parent avec qui il ne réside pas habituellement ou un tiers, ou de faire l'objet d'une remise à un parent ou à un tiers.

### ■ Bonne pratique

#### L'hôpital, un lieu clé pour la médiation intergénérationnelle

Dans le service de gériatrie du CHU de Poitiers a été mise en place une offre d'accompagnement visant à apaiser les conflits et pérenniser les relations dans la fratrie durant l'hospitalisation puis en vue de la sortie du parent. L'accompagnement est effectué en complément du travail des assistant-es sociaux-ales, toujours responsables de l'organisation de la sortie du patient. L'objectif est de renouer le dialogue de manière pérenne entre frères et sœurs.

CHU Poitiers

### Repères

#### Les espaces de rencontre : un dispositif en voie de structuration

- Le décret n° 2012-1153 du 15 octobre 2012 encadre l'organisation et le fonctionnement des espaces de rencontre et prévoit leur agrément par le préfet dès lors que ceux-ci sont désignés par une autorité judiciaire (juge aux affaires familiales ou juge des enfants).
- Un arrêté précise le nombre minimum d'accueillants présents dans l'espace de rencontre par famille accueillie.
- Un référentiel national des espaces de rencontre fixe le cadre permettant le financement de ce dispositif, via le financement national mis en place par la Cnaf à compter de 2015 ainsi que les financements apportés par la justice. Le financement national de la Cnaf, calculé sur la base d'une heure de fonctionnement, prend en charge les frais de fonctionnement des espaces de rencontre à hauteur de 30 % d'un prix plafond.

#### Des outils pour améliorer l'offre de service

Les remontées d'informations nationales dans le cadre du suivi statistique ne permettaient pas de traiter ces statistiques à l'échelon départemental. À compter de 2015, ce suivi statistique intègre des données départementales et permettra d'avoir accès à une vision plus fine de la place des dispositifs sur le territoire.

Dans le cadre du schéma départemental, il peut être pertinent de :

⇒ **Planifier le développement de l'offre pour réduire les inégalités d'accès.** Cette analyse prend en compte, outre les services de médiation familiale conventionnés, les médiateurs libéraux exerçant sur le territoire. Une attention sera portée à la question du financement partenarial des services.

⇒ **Renforcer l'inscription de ces dispositifs dans les réseaux d'appui aux parents, pour mieux les faire connaître.** Les services et actions de soutien à la parentalité, les travailleurs sociaux, mais aussi les écoles, les Caf, les MSA, les EAJE, les hôpitaux, sont autant de vecteurs potentiels de sensibilisation à la médiation et d'orientation vers celle-ci.

Afin de faciliter cette coordination, les comités de financeurs et les conventions partenariales médiation familiale - espaces de rencontre, qui sont souvent rattachés aux coordinations départementales, s'inscriront dans la démarche globale du schéma départemental des services aux familles. Pour soutenir le développement des espaces de rencontre, des actions pourront être mises en place afin de :

- ⇒ **Favoriser la coopération avec les différents acteurs dans le cadre judiciaire.** La mise en place de coordinations au sein des tribunaux associant médiateurs, Caf et professionnels du droit (juges, avocats, huissiers), a notamment pour objectif de rendre plus efficace l'orientation vers la médiation, celle-ci n'étant pas adaptée à toutes les situations. Cette coordination doit en outre permettre de faire mieux connaître la médiation.
- ⇒ **Renforcer progressivement la professionnalisation et la structuration des espaces de rencontre**, en s'appuyant sur le référentiel national, dans le contexte de mise en place d'un financement national Cnaf, reposant sur une prestation de service.

## Repères

### Sensibiliser les parents dès la séparation et les informer sur la médiation familiale : les séances collectives d'information « Être parents après la séparation »

Dans le cadre de l'expérimentation GIPA (garantie des impayés de pension alimentaire) qui renforce les possibilités d'intervention des Caf et des MSA pour les bénéficiaires de l'allocation de soutien familial (ASF), les Caf expérimentent avec leurs partenaires dans 20 départements une séance d'information collective destinée aux parents qui se séparent pour les aider à mieux identifier les conséquences de cette séparation sur leurs enfants, appréhender les modalités de leur séparation et à prendre des décisions éclairées à l'égard de la réorganisation familiale. Ce temps d'information et d'échange peut également permettre d'identifier les modalités d'une communication parentale après la séparation, et de choisir au mieux entre les différentes possibilités qui s'offrent à eux, dont le recours à la médiation familiale avant, pendant ou après toute procédure éventuelle vis-à-vis de la justice.

Une évaluation de ces expérimentations est prévue en 2015 dans le cadre du programme de travail du groupe national sur la médiation et les espaces de rencontre.

### Des expérimentations de systématisation de la médiation dans 2 tribunaux

Suite au décret du 12 novembre 2010 et à l'article 15 de la loi du 13 décembre 2011, a été mise en place dans les tribunaux de grande instance d'Arras et de Bordeaux une expérimentation d'orientation plus systématique vers la médiation, selon 2 modalités :

- la « **double convocation** » permet au juge d'enjoindre aux parties de rencontrer un médiateur avant l'audience. Cette faculté d'injonction est limitée au contentieux de l'exercice de l'autorité parentale ;
- la « **tentative obligatoire de médiation préalable** » : les parties sont tenues de rencontrer un médiateur avant de saisir les juges d'une demande de modification d'une décision fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant ainsi que les dispositions contenues dans la convention homologuée.

Ces expérimentations ont pris fin et feront l'objet d'une évaluation dans le cadre de l'instance nationale sur la médiation familiale.



### 3.3. LES RÉSEAUX D'ÉCOUTE, D'APPUI ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS (REAAP)

Les actions d'accompagnement à la parentalité portées par les parents eux-mêmes permettent aux parents de s'appuyer sur des pairs et de s'inscrire dans une démarche participative au sein de laquelle ils sont acteurs à part entière. Le dispositif des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), regroupe des actions portées et animées prioritairement par les parents eux-mêmes.

Les actions des REAAP varient aussi bien par la forme qu'ils peuvent prendre (cafés des parents, cafés de pères, groupes de parole, groupes de travail et de recherches entre pairs, etc.) que par les thèmes qu'ils abordent. Ces dispositifs possèdent une grande souplesse dans leur mise en œuvre, mais la grande diversité d'actions menées peut rendre l'offre difficilement lisible pour les familles.

Pour développer l'activité des REAAP, il est important pour les partenaires des schémas de développer une stratégie visant à :

- ⇒ **Coordonner et rendre visibles les actions en s'appuyant sur la fonction d'animation** pour proposer une offre diversifiée et pour développer les actions qui fonctionnent sur le territoire.
- ⇒ **Évaluer les dispositifs existants**, capitaliser et élargir les expériences locales qui fonctionnent.
- ⇒ **Développer les actions en partenariat avec les structures accueillant déjà les familles** : EAJE, écoles, centres sociaux, PMI, etc. Ce travail doit permettre de toucher davantage de public et de garantir la diversité des familles bénéficiaires.
- ⇒ **Accompagner les familles vers la coparentalité** en promouvant tout particulièrement des actions visant à mobiliser et à donner une plus grande place aux pères.

#### ■ Bonne pratique

##### Favoriser le partage des tâches parentales entre les pères et les mères.

En Charente, une action REAAP « parole de pères de bébé » mobilise les jeunes pères pour les soutenir dans leur nouveau rôle de parents. Avec la participation d'un psychologue et d'un sociologue, les jeunes pères ou futurs pères sont invités à échanger avec des pères d'enfants plus âgés dans des situations diverses (pères séparés chez lesquels est fixée la résidence principale des enfants, pères séparés ayant un droit de visite, grands-pères, etc.). L'objectif de ces rencontres est de permettre aux pères de réfléchir à partir de leur expérience paternelle, de les aider à s'outiller pour assumer leur paternité et de favoriser leur participation à l'éducation des enfants.

Charente

#### ■ Bonne pratique

##### Donner de la visibilité aux actions REAAP portées par les parents

Les « Semaines des Parents », comme celle organisée en 2014 par le réseau REAAP du département préfigurateur du Bas-Rhin en partenariat avec le Conseil général, ont pour but de rendre visible les actions de soutien à la parentalité et les différentes initiatives mises en œuvre dans le cadre du REAAP auprès des parents dans l'ensemble du département. Cette semaine permet également aux parents porteurs de différentes actions REAAP d'échanger et de se constituer en réseau de bénévoles.

Bas-Rhin

#### Repères

##### Au niveau national, clarifier les financements et favoriser l'animation des dispositifs

Le financement des REAAP a été revu dans un double objectif de simplification et d'amélioration de la structuration du réseau. Les financements nationaux sont à présent concentrés au sein des Caf. Une part de ces financements contribue à soutenir les actions développées par les porteurs de projet des REAAP, et une autre vise à renforcer la fonction d'animation de l'ensemble des dispositifs de soutien à la parentalité. Développer une fonction d'animation de réseau renvoie à la dynamique partenariale et permet de confronter les expériences, d'échanger sur les bonnes pratiques, d'initier de nouveaux projets, et de soutenir des initiatives parentales.

## 3.4. AMÉLIORER LES RELATIONS PARENTS-ÉCOLE

Un travail réalisé dans le cadre du Conseil national du soutien à la parentalité en 2012 sur le rôle des parents et leurs besoins a rappelé que la question scolaire est une préoccupation très forte des familles. Les parents entretiennent souvent des rapports complexes avec l'école, qui peuvent parfois se traduire par un surinvestissement ou au contraire une appréhension telle qu'elle conduit à un désinvestissement. Conscients que les rapports entretenus entre les familles et l'institution scolaire constituent un paramètre important dans la réussite scolaire des enfants, la communauté éducative se saisit également de ces questions pour mettre en place une coéducation apaisée par les parents et l'école.

Un travail de diagnostic concerté entre les acteurs éducatifs du territoire, notamment à partir des besoins et demandes exprimés localement par les familles et par les directeurs d'école et les chefs d'établissement, est donc pertinent dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique territoriale de soutien à la parentalité. Le partenariat entre les services académiques et départementaux de l'Éducation nationale et les dispositifs locaux de soutien à la parentalité sera consolidé, voire renforcé.

Ce partenariat peut s'établir autour de plusieurs objectifs :

- ⇒ **Permettre aux parents et aux équipes éducatives de mieux communiquer et de coopérer dans une logique de coéducation**, pour construire un contexte favorable à la réussite éducative de tous les enfants. Pour atteindre cet objectif, **une attention particulière doit être portée aux parents les plus éloignés de l'école.**
- ⇒ **Faire de l'école un lieu propice à l'accompagnement des parents.** L'école étant un lieu fréquenté par la quasi-totalité des familles, elle peut être un lieu « ressource » pour les parents en recherche de soutien. Elle peut ainsi servir d'appui à des actions d'accompagnement à la parentalité en lien direct avec la scolarité des enfants ou, plus largement, avec les questions d'éducation.
- ⇒ **Renforcer la représentativité des parents dans l'École.** Les parents d'élèves doivent être représentés dans les instances de l'école et de l'établissement public local d'enseignement du second degré. Ainsi, les parents participent à l'élaboration de la politique éducative et au fonctionnement de l'établissement.

### ■ Bonne pratique

**La mallette des parents : un outil d'échanges entre les parents et les enseignants.**

La mallette des parents permet aux équipes éducatives d'accompagner et soutenir les parents en rendant plus compréhensibles le sens et les enjeux de la scolarité et le fonctionnement de l'institution scolaire. Cet outil permet d'échanger sur le déroulement des apprentissages et le rôle des parents dans la réussite scolaire de leur enfant. Mise en place dans les moments cruciaux de la scolarité, durant les classes de CP et de sixième, elle aide à renforcer des liens avec les parents pour construire un partenariat avec eux.

### De nombreux outils à mobiliser

La circulaire n°2013-142 du 15 octobre 2013 incite les équipes éducatives à dialoguer avec les parents, à les aider à se familiariser avec l'école et les encourager à participer à la vie des établissements, en prenant notamment appui sur les dispositifs de soutien à la parentalité (REAAP, actions éducatives familiales, etc.). Par ailleurs, les référents « parents d'élèves » au sein des inspections d'académie travaillent pour améliorer leur participation.

### Les « espaces-parents », des lieux pour améliorer les relations parents-écoles

La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République de 2013 demande que soient créés des « espaces-parents » au sein de tous les établissements scolaires du premier et de second degré.

Ces lieux doivent être mis à disposition des parents d'élèves et de leurs représentants et ont pour mission de « rétablir la confiance entre l'école et les parents d'élèves et permettre ainsi une élévation générale du niveau de tous les élèves ». Au-delà de la mise à disposition de ce lieu, une réflexion doit être menée pour permettre aux parents d'animer eux-mêmes ces espaces, notamment par le rapprochement avec les acteurs locaux des REAAP ou des CLAS. Différentes pistes peuvent être envisagées, et une attention particulière devra être portée sur les moyens de mobiliser les parents habituellement éloignés de l'école.

### Repères

## Des ambitions dans la lutte contre le décrochage scolaire

Un plan interministériel de lutte contre le décrochage scolaire a été lancé en novembre 2014, avec pour but de **réduire de moitié le nombre de jeunes sortant de l'école sans qualification d'ici 2017**.

Les dispositifs permettant d'accompagner individuellement et collectivement les parents ont un rôle important à jouer dans un plan d'action de lutte contre le décrochage. Si les CLAS peuvent être mobilisés à ce titre, d'autres formules de soutien à la parentalité, tels que les actions REAAP orientées plus spécifiquement sur les questions de réussite scolaire des enfants, peuvent être mobilisées dans les schémas, en lien étroit avec les services de l'Éducation nationale.

Les familles sont également associées à la mise en place de dispositifs pédagogiques et éducatifs spécifiques à l'Éducation nationale, tels que les PPRE (programmes personnalisés de réussite éducative), afin d'accompagner l'élève en situation de besoin.

### ■ Bonne pratique

#### Les ateliers d'ATD Quart-Monde

Mené dans deux écoles du quartier populaire « Maurepas » de Rennes, le projet « En associant les parents à l'école, tous les enfants peuvent réussir » s'est appuyé sur des « groupes de pairs ». Chaque année, des rencontres entre les parents, entre enseignants, puis entre les parents et les enseignants sont organisées.

En partant de l'analyse collective de situations individuelles amenant à déconstruire les jugements négatifs des uns sur les autres, ces groupes de pairs :

- permettent à des parents de se rencontrer, de débattre de thématiques éducatives et surtout de restaurer leur confiance dans leur capacité à agir sur la scolarité de leur enfant ;
- incitent les enseignants à réfléchir sur leur façon de communiquer avec les familles les plus démunies.

Rennes

## Repères

### Les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS)

Les CLAS, dont les principes sont fixés par la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001, sont partenaires de l'école et des structures concourant à la coéducation des enfants en lien avec les parents. Ce dispositif partenarial, hors temps scolaire, propose aux enfants et aux jeunes l'appui et les ressources, dont ils ont besoin pour s'épanouir et réussir à l'école, et qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social. Les CLAS s'attachent tout particulièrement à renforcer la confiance des enfants et des jeunes dans leur capacité de réussite personnelle et scolaire.

Dans l'objectif de renforcer les relations entre les familles et l'école, les CLAS s'adressent également aux parents afin de leur donner les outils nécessaires pour suivre la scolarité de leurs enfants. Les Caf financent ce dispositif au moyen d'une prestation de service.

Pour renforcer l'axe de soutien à la parentalité dans le dispositif, une expérimentation est en cours dans 10 départements. S'appuyant sur un mode de financement plus souple, elle doit permettre de mieux caractériser les actions à destination des parents ainsi que les attentes vis-à-vis des opérateurs.

### Le soutien à la parentalité mobilisé dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme

La circulaire du 24 décembre 2014 relative à la prévention de l'absentéisme scolaire propose plusieurs pistes pour traiter l'absentéisme scolaire et pour le prévenir grâce à l'action conjointe de l'établissement et des parents. Il est rappelé que le soutien en amont aux élèves et aux parents en difficulté peut ainsi être apporté par des dispositifs tels que les CLAS, les PAEJ ou les REAAP. Les acteurs du territoire impliqués sur ces questions tels que les services de l'État présents sur le territoire (Éducation nationale, Cohésion sociale, Justice), les Caf et les collectivités sont également invités à coordonner leur action pour lutter contre l'absentéisme.

## 3.5. LES LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS (LAEP)

Le lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) est un espace de jeu libre et un lieu de parole qui accueille librement et sans inscription les jeunes enfants (de moins de 6 ans) accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent.

Une étude menée en 2012 par l'association « Le Furet » montre que le LAEP est un premier lieu de sociabilité important pour l'enfant qui lui permet de développer sa créativité, son rapport à lui-même, aux autres et au monde. Il permet notamment de le préparer à se séparer de son/ses parent(s).

Des professionnel·les formés à l'écoute sont présents pour assurer l'accueil et apporter aux parents un appui dans l'exercice de leur rôle de parents. La fréquentation d'un LAEP est fondée sur le volontariat et le respect de la confidentialité.

### ■ Bonne pratique

#### La Caf 95 anime un réseau des LAEP

Ce réseau, créé en 2002, propose :

- un temps fort chaque année (journée départementale) ;
- des temps de réflexion et d'échanges sous la forme de groupes de travail thématiques

Le guide des LAEP 95, élaboré par l'un des groupe de travail, est devenu un outil de référence pour les accueillants des structures du département et a été diffusé à 1300 exemplaires en 4 ans.

L'objectif de la démarche est de soutenir la professionnalisation de ces lieux car accueillir la relation enfant-parent peut parfois s'avérer complexe.

*Val d'Oise*

Pour développer l'activité des LAEP, il est important pour les partenaires des schémas d'élaborer une stratégie visant à :

- ⇒ **Faire connaître les atouts de ces structures et donner de la visibilité à leur action.**
- ⇒ **Renforcer l'information des familles** au sein de ces structures.
- ⇒ **Mieux mailler le territoire** car la fréquentation des LAEP est liée en grande partie à leur accessibilité géographique pour les parents.
- ⇒ **Intégrer les LAEP dans un travail en réseau avec les autres acteurs du territoire.**

## 3.6. FAVORISER LES DÉPARTS EN VACANCES FAMILIALES

Les vacances sont un temps partagé entre les parents et les enfants où la communication au sein de la famille est facilitée. Ce temps, libéré des contraintes du quotidien, contribue à développer les solidarités familiales. Les départs en vacances sont donc un outil privilégié de resserrement des liens familiaux et de soutien à la parentalité, notamment pour les familles les plus fragiles. Elles constituent un levier d'accompagnement pour le travail social.

Les actions d'aide au départ en vacances s'adressent prioritairement aux familles ne partant pas ou peu en vacances pour des raisons financières, de fragilité liée à un événement particulier, ou parce qu'elles se trouvent dans des situations de précarité sociale, professionnelle et/ou relationnelle rendant impossible pour elles l'idée d'un départ en vacances, même pour une courte durée.

Pour développer l'offre, il est recommandé de poursuivre les objectifs suivants :

- ⇒ Structurer un partenariat entre les acteurs locaux engagés dans l'accompagnement des familles autour des départs en vacances.
- ⇒ Favoriser une meilleure lisibilité des aides et les faire connaître aux familles.
- ⇒ Susciter des initiatives pour favoriser le départ en vacances telles que des forums-vacances ou des points d'information vacances.
- ⇒ S'appuyer sur les projets de (premiers) départs en vacances comme un outil d'action sociale en direction des familles précarisées.

### Bonne pratique

#### Un « guichet unique » vacances

Un travail de mutualisation des acteurs et de recensement des financements existants et des acteurs locaux investis est réalisé et mis à jour en Poitou-Charentes afin de faciliter les départs des personnes fragilisées. Cette démarche se réalise dans le cadre du projet EVAD – Espace Vacances Aides au Départ.

Poitou-Charentes

### Repères

#### Le guide pratique d'aide aux vacances réalisé par l'ANCV, la Cnaf, VACAF, la CCMSA et la Cnav

Afin de faciliter l'information de tous les travailleurs sociaux et des acteurs institutionnels, l'Agence nationale des chèques vacances (ANCV), la Cnaf, VACAF, la CCMSA et la Cnav ont réalisé un guide pratique. Il dispense de nombreux conseils et présente des cas pratiques tirés de l'expérience acquise permettant de mettre en place et réussir les projets vacances des personnes accompagnées. Il propose également un recensement des différents dispositifs d'aide aux départs en vacances mis en place par l'ANCV, la MSA, la Cnaf et la Cnav.

### Repères

#### Les aides au départ en vacances de la branche famille

La branche famille dispose de plusieurs outils de soutien financier : **une prestation de service**, versée aux structures qui accueillent les publics fragiles, et des **aides attribuées selon des critères propres à chaque Caf**. Certaines d'entre elles ont choisi de confier la gestion de leurs aides aux vacances au service commun **VACAF**.

Les aides « VACAF » sont regroupées sous les deux dispositifs suivants :

- **l'aide aux vacances familiales (AVF)** destinée aux familles à revenus modestes ou moyens, autonomes dans l'organisation de leurs vacances. Cette aide est versée en tiers-payant à des structures labellisées par VACAF, et auprès desquelles les familles réservent directement leurs séjours ;
- **l'aide aux vacances sociales (AVS)** pour les familles fragilisées ou à très bas revenus ayant besoin d'un accompagnement pour réaliser leur projet de vacances. L'aide est également versée en tiers-payant à des structures labellisées par VACAF.

**Les travailleurs sociaux et associations partenaires** des Caf jouent également un rôle important en assurant un soutien aux familles pour la préparation et l'organisation des vacances.



## 3.7. LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME GRÂCE AUX SERVICES AUX FAMILLES

Aujourd'hui en France 2 500 000 adultes de 18 à 65 ans sont confrontés à l'illettrisme après avoir pourtant été scolarisés en France. Parmi eux, on trouve des parents qui ont beaucoup de mal à suivre la scolarité de leurs enfants et à les accompagner dans leurs parcours d'apprentissage. Ces personnes rencontrent aussi des difficultés dans leurs contacts avec les autres acteurs éducatifs et les institutions. L'expérience montre également que ces adultes dépendent souvent de leurs enfants en matière de communication écrite, ce qui perturbe les rôles familiaux et peut constituer une entrave à l'exercice de leur autorité parentale.

Parmi les difficultés rencontrées par les personnes en situation d'illettrisme, la difficulté d'en parler, même aux proches, les sentiments de honte ou d'incompétence constituent des freins importants à l'engagement des personnes concernées vers une démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les actions de soutien à la parentalité peuvent permettre à tous les parents de mieux accompagner leurs enfants vers la lecture. Elles permettent plus particulièrement aux parents en situation d'illettrisme de reprendre confiance en eux.

### ■ Bonne pratique

#### Les actions éducatives familiales (AEF): des actions permettant prévention et lutte contre l'illettrisme

Quelles que soient les modalités de mise en œuvre, la démarche des AEF vise conjointement à favoriser les apprentissages des enfants et à amener les parents à dépasser leurs difficultés face à la maîtrise des compétences de base. Elles s'adressent à des parents éloignés de la culture scolaire, et en priorité aux parents en situation d'illettrisme.

Ainsi, un centre social à Alençon propose des ateliers à des parents dont les enfants sont en soutien scolaire. Les thématiques de ces ateliers sont décidées par les participants afin de relancer des apprentissages et de réactiver des compétences de base : code de la route, documents administratifs, courriers, relations avec l'école, etc. Des activités communes au centre social et à l'école du quartier sont proposées dans différents équipements (bibliothèque, ludothèque, etc.). Les parents en difficulté peuvent progressivement être orientés vers un organisme de formation pour améliorer leur maîtrise des savoirs de base.

Alençon

### Repères

#### Informations et ressources disponibles :

Une information complète est disponible sur le site de l'Agence nationale du lutte contre l'illettrisme (ANLCI) [www.anlci.gouv.fr/Mediatheque](http://www.anlci.gouv.fr/Mediatheque).

L'ANLCI s'appuie sur un réseau de chargés de mission régionaux. La liste des correspondants est également disponible sur le site Internet.

#### Prévenir l'illettrisme

Pour prévenir l'illettrisme, il faut permettre aux acteurs de l'éducation et des politiques familiales :

- d'anticiper en repérant les fragilités, en intervenant dès qu'elles sont identifiées ;
- de réagir au bon moment avant que ces fragilités ne se transforment en difficultés durables ;
- de créer les conditions favorables à l'entrée dans la culture de l'écrit en palliant les « manques », conséquences des inégalités avec la mise à disposition de ressources culturelles et éducatives.

**L'effort de prévention ne s'achève pas à la fin de la scolarité obligatoire :** on est bien dans un processus d'éducation et de formation tout au long de la vie.

## Accompagner les personnes en situation d'illettrisme

Des liens doivent également être construits entre les structures pour **permettre aux personnes concernées, une fois leurs difficultés repérées, de s'orienter vers des formations adaptées.**

Parce que les personnes en situation d'illettrisme sont majoritairement en activité professionnelle, tous les outils de la formation professionnelle des adultes peuvent et doivent être utilisés :

- le plan de formation de l'entreprise ;
- le compte personnel de formation ;
- le conseil en évolution professionnelle.

Pour les jeunes et les demandeurs d'emploi, les conseils régionaux peuvent intervenir dans le cadre de leurs programmes de formations aux compétences de base.

**Des informations complètes sur les possibilités de formation sont disponibles sur le site de l'ANLCI [www.anlci.gouv.fr](http://www.anlci.gouv.fr).**

## Repères

### Illettrisme, de quoi parle-t-on ?

- **L'illettrisme** désigne la situation des personnes de plus de 16 ans qui ont été scolarisées en France et qui n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et des compétences de base pour être autonomes dans des situations simples de la vie courante : incapacité de faire un chèque, de lire un panneau indicateur, de retirer seul de l'argent, de lire des consignes de sécurité, de suivre un plan, retranscrire des indications sur un papier...
- **L'analphabétisme** concerne les personnes qui n'ont jamais été scolarisées. C'est le cas pour de nombreux hommes et femmes issus de pays où la scolarité n'est pas obligatoire. Ces personnes doivent entrer dans un premier apprentissage de l'écrit.
- Pour les nouveaux arrivants dans un pays dont ils ne parlent pas la langue, on parle de « **français langue étrangère** ». Pour ces nouveaux arrivants il s'agit d'apprendre une langue nouvelle.

### Illettrisme, de qui parle-t-on ?

**2 500 000 personnes** (3 100 000 en 2004), soit **7 %** (9 % en 2004) de la population âgée de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine et ayant été scolarisée en France, est en situation d'illettrisme. **Plus de la moitié** des personnes en situation d'illettrisme ont plus de 45 ans.

Les hommes (**9 %**) sont plus souvent en situation d'illettrisme que les femmes (**6 %**).

**La moitié des personnes en situation d'illettrisme vit dans des zones faiblement peuplées.** L'autre moitié vit dans des zones urbaines. 10 % des personnes en situation d'illettrisme vivent dans les ZUS.

## AUTRES STRUCTURES ET DISPOSITIFS CONTRIBUANT À L'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS

Dans le cadre des schémas, l'accompagnement à la parentalité doit être analysé de manière globale. Au-delà des dispositifs précédemment cités, souvent financés par la branche Famille, d'autres actions et dispositifs participent à l'accompagnement des parents dans leur rôle de parents. Ils se situent au croisement de l'action sociale des Caf, des politiques éducatives, de la prévention des inégalités et de la protection maternelle et infantile. Ils se rattachent à la politique familiale et pour certains sont partagés avec d'autres ministères. À ce titre, ils peuvent constituer une offre complémentaire. **Les dispositifs suivants peuvent notamment entrer dans le cadre du diagnostic et du plan d'action du schéma départemental des services aux familles.**

- ⇒ **Les actions développées par la protection maternelle et infantile.** La préparation à l'arrivée de l'enfant, les consultations et le soutien à domicile après l'accouchement sont autant d'actions valorisant le lien parent-enfant et permettant aux parents de bénéficier de conseils pour améliorer le bien-être physique et psychique de leur enfant. Les professionnels de la PMI, interlocuteurs essentiels des parents, peuvent en outre contribuer au diagnostic relatif aux besoins d'accompagnement des parents.
  - ⇒ **L'aide à domicile en direction des familles.** Les technicien-ne-s d'intervention sociale et familiale (TISF) ou les auxiliaires de vie sociale (AVS), employées par des services, interviennent au domicile pour accompagner les familles confrontées à des événements fragilisant la vie familiale. Les TISF effectuent une intervention sociale préventive, éducative et réparatrice visant à favoriser l'autonomie des personnes et leur intégration dans leur environnement et à créer ou restaurer le lien social. Les activités de la vie quotidienne constituent le support privilégié de leur intervention ; en appui de ces actes, ils proposent et transmettent l'ensemble des savoirs nécessaires en vue de leur réalisation par les personnes elles-mêmes. Ces interventions peuvent avoir lieu dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, de la protection maternelle et infantile ou de l'action sociale de la branche famille.
- Le parrainage de proximité** est la construction d'une relation affective privilégiée instituée entre un enfant et sa famille et un bénévole. Il repose sur des valeurs d'échanges, de réciprocité, d'enrichissement mutuel et sur la confiance au travers de visites régulières du bénévole chez l'enfant, visite de l'enfant chez son parrain, temps d'activité et de loisirs partagés, etc. Le projet de parrainage s'élargit, dans un certain nombre d'associations, à des temps d'échanges entre le parrain et le parent, temps qui contribuent au soutien à la fonction parentale. Ces actions peuvent venir en complément d'autres dispositifs pouvant intéresser les familles concernées (REAPP, CLAS, etc.).
- ⇒ **Les conseillers conjugaux et familiaux,** qui exercent notamment au sein des **établissements d'information et de conseil conjugal (EICCF)** et des centres de planification, interviennent dans le champ de la sexualité dans ses dimensions affectives, relationnelles et sociales, à la demande des personnes, des professionnels ou des institutions. Leurs interventions sont destinées à une personne (quel que soit l'âge), un couple, une famille ou un groupe, et prennent la forme d'entretiens de conseil et de soutien sur l'ensemble des problèmes liés à la sexualité, à la contraception, à l'IVG, aux maladies sexuellement transmissibles, aux relations conjugales et familiales, de réunions collectives, de groupes de jeunes ou d'adultes sur les questions relatives à la vie relationnelle, sexuelle et affective.
  - ⇒ De nombreuses actions de soutien à la parentalité visent à promouvoir la participation des parents et à s'appuyer sur leurs propres ressources. En ce sens, **les centres sociaux et les espaces de vie sociale** peuvent constituer un lieu privilégié de mise en œuvre d'interventions dans ce domaine. L'action en direction des familles constituant un axe central de leurs missions, nombre de leurs activités peuvent entrer dans le champ des schémas départementaux des services aux familles.



## LEVIERS FINANCIERS MOBILISABLES PAR LA BRANCHE FAMILLE POUR LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Dans le domaine de la parentalité, les Caf et les MSA financent tout particulièrement les dispositifs dédiés tels que les lieux d'accueil enfants parents (LAEP), les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), les réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), les services de médiation familiale et les espaces de rencontre.

Les Caf et les MSA s'appuient sur la mobilisation de deux types de financements :

- **des financements accordés sur fonds locaux** qui prennent la forme d'aides financières individuelles ou collectives d'action sociale. Ces aides financières sont consenties dans la limite des fonds disponibles inscrits chaque année au budget d'intervention sociale et sur décision du Conseil d'administration. Leurs conditions d'attributions sont inscrites dans le règlement Intérieur d'action sociale. C'est dans ce cadre qu'elles peuvent financer les départs en vacances des familles ;
- **des financements nationaux** qui prennent la forme de subventions de fonctionnement appelées prestations de service.

*À noter : la prise en charge financière de la branche Famille n'est pas automatique et possède une logique subsidiaire et facultative.*

Les financements accordés par les Caf s'appuient par ailleurs sur le principe du cofinancement. Les Caf favorisent un financement concerté dans le cadre de comités des financeurs chargés d'examiner conjointement les demandes de financement sur la base des référentiels nationaux, lorsqu'ils existent, et dans le respect des pouvoirs et des compétences des instances décisionnaires de chaque partenaire.

### Les aides au fonctionnement

Par le biais des prestations de services, les Caf soutiennent le fonctionnement de nombreux dispositifs de soutien à la parentalité : LAEP, CLAS, médiation familiale, espaces de rencontre ou aides au départ en vacances. Le fonctionnement des REAAP est soutenu par un système de subvention différent de la prestation de service.

Pour chacun de ces services, le partenariat est conditionné au respect de critères de qualité : charte nationale des CLAS, référentiel national d'activité des espaces de rencontre, des LAEP, etc.

### Repères

#### Les principes des prestations de service de la branche famille

Les prestations de service (PS) représentent la prise en charge d'un pourcentage des dépenses de fonctionnement des services et équipements répondant à un certain nombre de critères, dans la limite d'un plafond déterminé chaque année par la Canf.

Par leur réglementation nationale, applicable sur l'ensemble du territoire, les prestations de service visent à assurer :

- **l'égalité** de traitement des usagers et des gestionnaires ;
- **la qualité** du service rendu aux familles ;
- **une contribution aux dépenses de fonctionnement** de l'équipement ou du service, dans le cadre d'objectifs définis avec la Caf ;
- **l'accès aux familles les plus modestes** par la prise en compte des ressources dans les barèmes pratiqués. Ainsi, en contrepartie du versement de la prestation de service, l'application du barème national des participations familiales est obligatoire pour les services de médiation familiale.

## Le fonds national parentalité

Créé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, **le fonds national parentalité**<sup>1</sup> a pour objectif d'accompagner le développement des actions des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) et de soutenir la structuration et le déploiement d'une fonction d'animation de l'ensemble des dispositifs de soutien à la parentalité.

Dans le cadre de ce fonds, la branche Famille :

- **finance** des actions sélectionnées par un comité départemental qui associe l'ensemble des partenaires institutionnels. Ces actions portées par des acteurs associatifs ou institutionnels doivent répondre aux principes énoncés dans la charte nationale des REAAP et être en cohérence avec le diagnostic territorial partagé en vue de pérenniser les actions les plus adaptées aux besoins des familles du territoire ;
- **accompagne** financièrement le renforcement de la fonction d'animation des dispositifs de soutien à la parentalité qui a pour objectif de soutenir la structuration et le déploiement dans l'ensemble des départements de cette fonction d'animation, adossée à un comité départemental de soutien à la parentalité ou à une démarche de préfiguration des schémas territoriaux des services aux familles

### Tableau récapitulatif des aides au fonctionnement

*La PS correspond à un pourcentage du prix de revient des actes ou de la fonction dispensés au cours de l'exercice par les équipements et services dans la limite d'un prix plafond. Ce pourcentage varie selon la PS considérée.*

<b>Lieux d'accueil enfant-parent (LAEP)</b>	Structures répondant au référentiel national	<b>30 %</b> du coût de fonctionnement du service, dans la limite d'un prix plafond et en fonction de l'amplitude annuelle de fonctionnement du service.
<b>Accompagnement à la scolarité</b>	Porteurs de projets validés par le comité départemental	<b>32,5 %</b> du prix de revient de la fonction d'accompagnement à la scolarité dispensée au cours de l'exercice (année scolaire) auprès d'un groupe de 5 à 15 enfants.
<b>Médiation familiale</b>	Services répondant au référentiel national	<b>75,5 %</b> d'un poste de médiateur familiale en équivalent temps plein (ETP), dans la limite d'un prix plafond - les participations familiales. Barème national de participation obligatoire.
<b>Espace de rencontre</b>	Structures répondant au référentiel national	<b>30 %</b> du coût de fonctionnement du service, dans la limite d'un prix plafond et en fonction de l'amplitude annuelle de fonctionnement du service.
<b>REAAP</b>	Porteurs de projet	<b>Subvention au projet</b> accordé dans le cadre du fonds national parentalité.
<b>PS Vacances</b>	Centres de vacances	<b>50 %</b> des dépenses nouvelles dans la limite d'un prix plafond. Le montant varie en fonction du nombre de nuitées réalisées (200 nuitées minimum).

<sup>1</sup> En 2014 le fonds national REAAP a évolué vers le fonds national parentalité qui permet de financer des actions de soutien à la parentalité développées par les porteurs de projet et la fonction d'animation au sein de la gouvernance partenariale du soutien à la parentalité

## SCHÉMA DEPARTEMENTAL DES SERVICES AUX FAMILLES

DÉPARTEMENT DE ...

---

# Sommaire

---

Préambule.....	
Éléments de diagnostic départemental.....	
Orientations stratégiques, objectifs et actions retenus.....	
<u>Exemple 1</u> : Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant tant sur les modes d'accueil individuel que collectif.....	
<u>Exemple 2</u> : Répondre aux besoins des familles, en particulier l'accès des enfants en situation de handicap et des enfants des familles vulnérables.....	
<u>Exemple 3</u> : Mailler progressivement le territoire en matière d'offre d'accompagnement à la parentalité.....	
Modalités de mise en œuvre des actions du schéma.....	
Modalités de financement des actions.....	
Suivi et évaluation du schéma.....	
Communication.....	
Modification et résiliation du schéma.....	

---

# Préambule

---

## *[Exemple :]*

Pour soutenir efficacement les familles et permettre aux parents de concilier vie familiale et professionnelle, le Gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux en matière de développement de l'accueil pour les jeunes enfants entre 2013 et 2017. Pour aider concrètement les parents dans l'exercice de leur fonction parentale, il a également fixé des objectifs concernant les dispositifs de soutien à la parentalité : réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), lieux d'accueil enfants parents (LAEP), contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), médiation familiale et espaces de rencontres en particulier.

Ces objectifs ont été inscrits dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'État et la Caisse nationale des allocation familiales (Cnaf) pour la période 2013-2017 qui porte de fortes ambitions pour mieux accompagner toutes les familles. Elle fixe l'objectif de soutenir la création de solutions d'accueil au sein des établissements, de développer l'accueil des jeunes enfants par des assistant-es maternel-les et d'accroître le nombre d'enfants âgés de moins de trois ans accueillis à l'école maternelle. Elle prévoit également des objectifs ambitieux de développement du soutien à la parentalité. Ainsi, les crédits consacrés à ces services par la branche famille doivent permettre qu'une offre de service « parentalité » maille progressivement l'ensemble du territoire et réponde aux nouvelles attentes des parents : lieux d'écoute et d'échange, accompagnement des parents pour le soutien scolaire de leurs enfants, aide au départ en vacances des familles, etc.

Les politiques relatives à la petite enfance et à la parentalité étant conduites par de multiples acteurs dont le défaut de coordination parfois constaté peut nuire à l'efficacité, l'atteinte de l'ensemble de ces objectifs requiert une plus forte coordination des acteurs locaux.

Pour donner à cette politique prioritaire le cadre d'action qui lui fait défaut, a été décidé l'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, qui a dès 2014 été expérimentée dans 16 départements.

À la suite de la circulaire relative à la mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles du 22 janvier 2015, les partenaires du département de XXX ont souhaité s'engager dans une démarche d'élaboration d'un schéma départemental.

Cette démarche de mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles associe l'ensemble des acteurs intéressés, lesquels s'accordent sur le diagnostic territorial partagé et adoptent le plan d'action présenté dans le présent document. Il découle d'une démarche volontaire des différents partenaires.

---

---

# Éléments de diagnostic départemental

---

- ***Les principales caractéristiques du territoire et des populations***
- ***Analyse des besoins d'accueil de la petite enfance et d'accompagnement à la parentalité : analyse territoriale et qualitative des besoins, besoins spécifiques des familles (accueil d'enfants en situation de handicap, besoin d'accueil en horaires atypiques), etc.***
- ***Analyse de l'offre d'accueil de la petite enfance : cartographie de l'offre en matière d'accueil du jeune enfant (intégration de modèles cartographiques Cnaf), mobilisation des moyens financiers de chaque acteur, état des lieux des professionnels de la petite enfance sur le département, des modalités d'accueil spécifiques (handicap, horaires atypiques...), etc.***
- ***Analyse de l'offre en matière d'accompagnement à la parentalité : cartographie de l'offre de soutien à la parentalité, mobilisation des moyens financiers de chaque acteur, dynamiques en place, état des lieux de l'information des familles, etc.***

---

# Orientations stratégiques, objectifs et actions retenus

---

Le présent schéma poursuit les objectifs suivants :

**[Exemples]**

1. Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant, tant sur les modes d'accueil individuel que collectif.
  2. Faciliter l'accès des familles vulnérables (familles précaires, familles monoparentales, familles confrontées au handicap, à l'illettrisme, etc) aux services d'accueil de la petite enfance et au soutien à la parentalité pour garantir l'universalité d'accès et la mixité.
  3. Mailler progressivement le territoire en matière d'offre d'accompagnement à la parentalité, en proposer des outils visant notamment à mieux articuler l'accueil du jeune enfant et les actions de soutien à la parentalité.
  4. Améliorer l'information des familles sur l'offre disponible.
  5. Favoriser le recrutement et la formation des professionnel·les de la petite enfance.
- Etc...

*NB : les orientations sont données à titre indicatif. Les orientations retenues découlent du diagnostic local, tout en déclinant les priorités nationales.*

---

# Première orientation stratégique

**Exemple : Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant tant sur les modes d'accueil individuel que collectif**

---

*NB : les orientations sont données à titre indicatif. Les orientations retenues découlent du diagnostic local, tout en déclinant les priorités nationales*

## **Constat :**

*Eléments de diagnostic*

## **Cartographie des zones prioritaires :**

## **Objectifs poursuivis :**

### ***[Exemple d'objectifs]***

1. Favoriser le développement de places d'accueil dans les territoires prioritaires d'intervention pour la petite enfance (ex : Réduction de l'écart entre les zones les mieux dotées et les moins bien dotées de...% d'ici 2019).
2. Favoriser la formation et l'installation des professionnel-les de la petite enfance dans les zones prioritaires d'intervention.
3. Développer et accompagner un accueil individuel de qualité (assistant-es maternel-les, gardes à domicile) en s'appuyant en particulier sur les RAM (ex : atteindre l'objectif de ... assistant-es maternel-les par RAM dans le département ).
4. Développer la scolarisation des enfants dès 2 ans, en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.

*Etc...*

## **Partenaires mobilisés :**

## **Plan d'action :**

### ***[Exemple d'actions à mettre en œuvre]***

1. Définir les territoires en s'appuyant sur les indicateurs nationaux et sur des indicateurs définis localement.
2. Mobiliser les leviers financiers prévus par la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'État et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) sur la période 2013-2017.
2. Favoriser l'installation des assistant-es maternel-les dans les territoires prioritaires en soutenant l'installation de maisons d'assistant-es maternel-les.
3. Développer l'activité des relais assistant-es maternel-les, en particulier dans les territoires prioritaires.
4. Mobiliser l'ensemble des acteurs locaux pour développer la scolarisation des 2 ans.

*Etc...*

## **Calendrier de mise en œuvre :**

## **Moyens mobilisés par les différents partenaires :**

## **Indicateurs de suivi :**

### ***[Exemples]***

*Taux d'écart de couverture entre les zones les mieux dotées et les moins bien dotées, nombre d'assistant-es maternel-les par RAM (indicateurs nationaux).*



---

# Deuxième orientation stratégique

**Exemple :** L'accès des familles vulnérables aux services d'accueil de la petite enfance et au soutien à la parentalité

---

*NB : les orientations sont données à titre indicatif. Les orientations retenues découlent du diagnostic local, tout en déclinant les priorités nationales.*

**Constat :**

*Éléments de diagnostic*

**Objectifs poursuivis :**

**Partenaires mobilisés :**

**Pistes de réflexions ou d'actions possibles :**

**Calendrier de mise en œuvre :**

**Moyens mobilisés par les différents partenaires :**

**Indicateurs de suivi :**

---

# Troisième orientation stratégique

**Exemple :** Mailler progressivement le territoire en matière d'offre d'accompagnement à la parentalité

---

*NB : les orientations sont données à titre indicatif. Les orientations retenues découlent du diagnostic local, tout en déclinant les priorités nationales.*

**Constat :**

*Éléments de diagnostic*

**Objectifs poursuivis :**

**Partenaires mobilisés :**

**Pistes de réflexions ou d'actions possibles :**

**Calendrier de mise en œuvre :**

**Moyens mobilisés par les différents partenaires :**

**Indicateurs de suivi :**

---

# Modalités de mise en œuvre des actions du schéma

---

Les parties signataires s'accordent pour mobiliser, dans la mesure du possible, les moyens humains (personnel qualifiés en quantité), matériels (données, statistiques, etc.) et financiers nécessaires à la réalisation des actions du schéma dans le respect des compétences et des territoires d'intervention qui leur sont dévolus. En tout état de cause, le financement de ces actions respecte les procédures de droit commun mises en place par chaque partie au schéma.

Pour mener à bien les objectifs du présent schéma, les parties signataires décident de mettre en place :

**[Exemple]**

- **un comité de pilotage**

Présidé par le préfet, le comité de pilotage est composé de... : **[au minimum]**

- ⇒ *le/la Président-e du conseil départemental ou son/sa représentant-e ;*
- ⇒ *un-e représentant-e des maires du département et un-e représentant-e des présidents des intercommunalités ;*
- ⇒ *le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur/la directrice de la Caf ou leurs représentant-es ;*
- ⇒ *le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur ou la directrice de la CMSA ou leurs représentants ;*
- ⇒ *le directeur ou la directrice académique des services de l'Éducation nationale ou son représentant ;*
- ⇒ *un-e représentant-e de l'Udaf ;*
- ⇒ *un-e représentant-e des professionnel-les de la petite enfance (pour l'accueil collectif et individuel auprès des assistant-es maternel-les ou au domicile des parents) ;*
- ⇒ *un-e représentant-e d'associations œuvrant dans le domaine du soutien aux familles ou à la parentalité dans votre département.*

Il est chargé d'assurer le suivi, la coordination et l'évaluation actions et des objectifs définis dans le cadre du schéma.

- **des instances spécialisées/groupes de travail**

Ces groupes ont pour mission de suivre et d'évaluer les actions mises en œuvre dans leur champ de compétence. Ils présentent régulièrement un état d'avancement au comité de pilotage.

Liste et composition des groupes de travail/instances  
spécialisées :

Groupe 1 : *[thématique de travail ; composition du groupe ; animateur ; fréquence de réunion]*

---

## Suivi et évaluation du schéma

---

Les parties signataires s'engagent à mettre en œuvre, à suivre et à évaluer les actions décrites dans le schéma.

L'évaluation et le suivi de la mise en œuvre du schéma est coordonnée par le comité de pilotage. Les instances/groupes de travail thématiques sont chargés du suivi des objectifs et des actions dans leurs champs de compétence.

L'évaluation des objectifs et des actions repose sur les indicateurs et le calendrier suivant :

<u>Action</u>	<u>indicateurs</u>	<u>Calendrier de mise en œuvre</u>
Première orientation stratégique :.....		
Action 1 : .....		
Action 2 : .....		
Action 3 : .....		
Deuxième orientation stratégique :.....		
Action 1 : .....		
Action 2 : .....		

Un rapport d'évaluation sera produit par xxx au x<sup>e</sup> trimestre 201X.

---

# Modification et résiliation du schéma

---

Chaque année, les parties signataires s'engagent à s'assurer de la nécessité de procéder, par voie d'avenant, à des ajustements. L'avenant précise toutes les modifications apportées au contrat d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Le présent schéma peut être résilié par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois mois, formalisé par lettre recommandée avec avis de réception.

*Fait à XXXX, le en X exemplaires*

Le présent schéma comporte XXXX pages paraphées par les parties et les annexes énumérées dans le sommaire.

***[NB : Des signataires peuvent s'ajouter en fonction du contexte local et des partenaires engagés dans les actions retenues]***

Préfet-e

Conseil départemental

Maires /Intercommunalités

Caisse d'allocation familiale

Caisse de mutualité  
sociale agricole

Directeur académique des  
services de l'Éducation  
nationale

Chef-fe de Cour

UDAF

# **CHARTRE PARTENARIALE**

**VISANT À L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES SERVICES AUX FAMILLES**

---

# Préambule

---

## **[Exemple :]**

Pour soutenir efficacement les familles et permettre aux parents de concilier vie familiale et professionnelle, le Gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux en matière de développement de l'accueil pour les jeunes enfants entre 2013 et 2017. Pour aider concrètement les parents dans l'exercice de leur fonction parentale, il a également fixé des objectifs concernant les dispositifs de soutien à la parentalité : réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), lieux d'accueil enfants parents (LAEP), contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), médiation familiale et espaces de rencontres en particulier.

Ces objectifs ont été inscrits dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'État et la Caisse nationale des allocation familiales (Cnaf) pour la période 2013-2017 qui porte de fortes ambitions pour mieux accompagner toutes les familles. Elle fixe l'objectif de soutenir la création de solutions d'accueil au sein des établissements, de développer l'accueil des jeunes enfants par des assistant-es maternel-les et d'accroître le nombre d'enfants âgés de moins de 3 ans accueillis à l'école maternelle. Elle prévoit également des objectifs ambitieux de développement du soutien à la parentalité. Ainsi, les crédits consacrés à ces services par la branche Famille doivent permettre qu'une offre de service « parentalité » maille progressivement l'ensemble du territoire et réponde aux nouvelles attentes des parents : lieux d'écoute et d'échange, accompagnement des parents pour le soutien scolaire de leurs enfants, aide au départ en vacances des familles, etc.

Les politiques relatives à la petite enfance et à la parentalité étant conduites par de multiples acteurs dont le défaut de coordination parfois constaté peut nuire à l'efficacité, l'atteinte de l'ensemble de ces objectifs requiert une plus forte coordination des acteurs locaux.

Pour donner à cette politique prioritaire le cadre d'action qui lui fait défaut, a été décidé l'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, qui a dès 2014 été expérimentée dans 16 départements.

À la suite de la circulaire relative à la mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles du 22 janvier 2015, les partenaires du département de XXX ont souhaité s'engager dans une démarche d'élaboration d'un schéma départemental.

Cette démarche de mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles associe l'ensemble des acteurs intéressés, lesquels s'accorderont sur un diagnostic territorial partagé et adopteront un plan d'action pour développer les services aux familles dans le département.

---

---

# Charte partenariale

---

## **Article 1 : Objet de la charte partenariale**

La présente charte a pour objet de fixer les axes et modalités de travail de façon à signer, avant le XXX, un schéma départemental de la petite enfance et de la parentalité entre la Caf, le conseil départemental et l'État.

## **Article 2 : Éléments du pré diagnostic départemental**

Trois thématiques peuvent être retenues :

- géographie et caractérisation des territoires ;
- caractéristiques démographiques : évolutions de la population et démographie des allocataires ;
- pauvreté des populations et précarité des allocataires<sup>7</sup>.

***[si d'autres thématiques ont été retenues par l'ensemble des partenaires au moment de la signature, elles peuvent être intégrées dans le document]***

## **Article 3 : Orientations poursuivies**

Les parties s'engagent à travailler autour d'**orientations** stratégiques, définies localement à partir d'un diagnostic territorial partagé, dans le domaine de la petite enfance et de la parentalité.

***[si les axes stratégiques ont été définis au moment de la signature de la charte, ils peuvent être intégrés dans le document]***

En matière de réduction des inégalités territoriales de l'accueil du jeune enfant, le schéma départemental devra notamment déterminer les territoires prioritaires éligibles aux crédits du fonds de rééquilibrage territorial prévu par la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'État et la Cnaf pour la période 2013-2017. Le plan d'action intégrera à ce sujet l'ensemble des modes d'accueil, y compris l'accueil individuel et les politiques de préscolarisation des enfants âgés de 2 à 3 ans, en lien avec le ministère de l'Éducation nationale.

---

<sup>7</sup> Les Caf pourront utilement se reporter à la maquette diffusée par la direction des statistiques, des études et de la recherche (Dser) de la Cnaf au moyen de la lettre circulaire Cnaf du 31 juillet 2013. Celle-ci permettra de réaliser un portrait de territoire à l'échelle départementale à partir d'une sélection d'indicateurs et de représentations pertinents.



## **Article 4 : Gouvernance**

### **Article 4.1 : Le comité de pilotage**

Présidé par le Préfet, il est composé de:

- ⇒ le/la Président-e du conseil départemental ou son/sa représentant-e ;
- ⇒ un-e représentant-e des maires du département et un-e représentant-e des présidents des intercommunalités ;
- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur/la directrice de la Caf ou leurs représentant-es ;
- ⇒ le/la Président-e du conseil d'administration et le directeur ou la directrice de la CMSA ou leurs représentants ;
- ⇒ le directeur ou la directrice académique des services de l'Éducation nationale ou son représentant ;
- ⇒ un-e représentant-e de l'Udaf ;
- ⇒ un-e représentant-e des professionnel-les de la petite enfance (pour l'accueil collectif et individuel auprès des assistant-es maternel-les ou au domicile des parents) ;
- ⇒ un-e représentant-e d'associations œuvrant dans le domaine du soutien aux familles ou à la parentalité dans votre département ;
- ⇒ *le cas échéant, le/la représentante des services du ministère de la Justice concernés par le soutien à la parentalité, notamment les chefs des cours d'appel.*

Il assure la maîtrise d'ouvrage et a pour mission de :

- valider les modalités d'organisation d'élaboration du schéma ;
- établir un diagnostic territorial des services aux familles et donner un avis sur la cartographie des territoires prioritaires ;
- définir les axes stratégiques d'action en matière de services aux familles, et proposer des actions déclinant les orientations stratégiques, ainsi que des projets mettant en synergie les champs de l'enfance et de la parentalité ;
- assurer le suivi et la coordination des actions mises en œuvre dans les champs de l'accueil de la petite enfance et du soutien à la parentalité.

Il est le garant de l'articulation et de la cohérence des politiques locales dans le respect des champs d'intervention des institutions et partenaires locaux.

Les institutions et collectivités non signataires de la charte pourront signer le schéma départemental des services aux familles et intégrer le comité de pilotage si elles sont impliquées dans les actions retenues.

### **Article 4.2 : Instances spécialisées ou groupes de travail**

Des instances spécialisées/groupes de travail sont constitués en fonction des orientations stratégiques retenues. Ils sont composés des représentants des institutions et élargis à des experts locaux et usagers.

Ces groupes ont pour mission de :

- préciser, si besoin, le diagnostic relatif aux objectifs retenus ;
- produire un état d'avancement des travaux pour le comité de pilotage ;
- produire les fiches actions qui permettent une déclinaison plus précise des objectifs à atteindre.

Des co-animateurs sont désignés afin d'assurer les travaux des instances.

Les modalités de travail et de fonctionnement des groupes seront adaptées en fonction des besoins.

**Article 5 :      Calendrier prévisionnel des travaux pour 2015**

	Phase de diagnostic et propositions d'orientations
	Signature de la charte partenariale par le comité stratégique
	Groupes de travail
	Comité de pilotage technique
	Présentation du schéma départemental dans les instances délibératives des partenaires
	Signature du schéma départemental

*Fait à XXX, le en XX exemplaires.*

***[En fonction du contexte local, des signataires pourront être ajoutés]***

Préfet-e

Conseil départemental

Maires /Intercommunalités

Caisse d'allocation familiale

Caisse de mutualité  
sociale agricole

Directeur académique des  
services de l'Éducation  
nationale

Chef-fe de Cour

UDAF

## Circulaire du 22 janvier 2015

**CIRCULAIRE N° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre de schémas départementaux des services aux familles**

Date d'application : effet immédiat

NOR : AFSA1500884C



Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Direction générale de la  
cohésion sociale  
Sous-direction de l'enfance et de la famille  
Bureau Famille et parentalités

Personnes chargées du dossier :

**Clément Beck, chef du bureau familles et parentalité**

tél. : 01 40 56 73 10

Mél : clement.beck@social.gouv.fr

**Laurine Bricard, chargée de mission**

Tél : 01 40 56 77 10

Mél : laurine.bricard@social.gouv.fr

La ministre des affaires sociales, de la santé  
et des droits des femmes  
La secrétaire d'Etat chargée de la famille, des  
personnes âgées et de l'autonomie

A :

Mesdames et Messieurs les préfets de région (pour  
attribution)  
Mesdames et Messieurs les préfets de département  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la  
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (pour  
information)

Mesdames et Messieurs les directeurs de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale (pour information)

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux  
de la cohésion sociale et de la protection des  
populations (pour information)

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux  
de la cohésion sociale (pour information)

Mesdames et Messieurs les Chefs de Cour (pour  
information)

Copie à :

Monsieur le président de l'Assemblée des Départements  
de France

Monsieur le président de l'Association des Maires de  
France

Monsieur le président de la Caisse nationale des  
allocations familiales

Monsieur le directeur général de la Caisse nationale des  
allocations familiales

Monsieur le président de la Caisse centrale de mutualité  
agricole

Monsieur le directeur de la Caisse centrale de mutualité  
agricole

**CIRCULAIRE N° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre de schémas départementaux des services aux familles**

Date d'application : effet immédiat

NOR : AFSA1500884C

Classement thématique :

**Examinée par le COMEX, le 3 décembre 2014**

**Publiée au BO** : oui

**Déposée sur le site [circulaire.legifrance.gouv.fr](http://circulaire.legifrance.gouv.fr)** : oui

<b>Catégorie</b> : Directives adressées par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.
<b>Résumé</b> : Cette instruction a pour objet d'inciter à l'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, sous l'autorité des Préfets de département, qui permettent à l'ensemble des acteurs de la politique familiale de réaliser un diagnostic partagé et un plan d'action concertée pour développer les solutions d'accueil du jeune enfant et les services de soutien à la parentalité sur leur territoire.
<b>Mots-clés</b> : schéma départemental, petite enfance, parentalité
<b>Textes de référence</b> : non
<b>Circulaires abrogées</b> : non
<b>Annexes</b> : non

Pour soutenir efficacement les familles et permettre aux parents de concilier vie familiale et professionnelle, le Gouvernement s'est fixé l'objectif de créer 275 000 solutions d'accueil supplémentaires pour les jeunes enfants entre 2013 et 2017.

La convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Allocation Familiales (CNAF), dans laquelle la branche Famille de la Sécurité sociale s'est engagée autour d'ambitions fortes pour toujours mieux accompagner toutes les familles, décline plus précisément cet objectif. Elle fixe l'objectif de 100 000 solutions d'accueil nouvelles au sein des établissements d'accueil du jeune enfant et 100 000 enfants supplémentaires accueillis par des assistants maternels. S'y ajoutent 75 000 places nouvelles pour les enfants de moins de trois ans à l'école maternelle. Elle prévoit également des objectifs ambitieux de développement du soutien à la parentalité.

Le bilan de l'année 2013 montre cependant un retard pris dans l'atteinte de cet objectif. C'est pourquoi nous avons décidé d'accompagner davantage encore l'effort de construction de nouvelles places en crèche. Cette accélération du plan crèche repose, d'une part, sur une aide exceptionnelle de 2 000 euros de la branche famille pour chaque nouvelle place de crèche dont la création sera décidée en 2015 et, d'autre part, sur un travail de simplification par l'allègement des normes qui encadrent la construction des places de crèche.

Pour compléter et accompagner ces mesures, le Gouvernement souhaite élargir la démarche d'élaboration de schémas départementaux des services aux familles, dont l'objet est de parvenir à un diagnostic commun des besoins sur le territoire et à un plan de développement concerté des services aux familles.

Seize départements volontaires<sup>1</sup> ont d'ores et déjà préfiguré cette démarche. La plupart de ces schémas ont été signés, les derniers seront finalisés très prochainement. Si l'incidence sur le développement de l'offre de cette démarche ne pourra être pleinement évaluée qu'à partir du second semestre 2015, on constate que la dynamique ainsi créée est unanimement saluée comme un levier de concertation et de mobilisation<sup>2</sup>.

Pour ces raisons, il apparaît nécessaire de mettre en œuvre plus largement cette démarche dans les départements où elle n'a pas encore été mise en place, tout en restant sur le fondement du volontariat, de la part des collectivités territoriales. Si votre département n'a pas fait partie des préfigurateurs de cette démarche, nous vous demandons donc d'inviter les collectivités territoriales et les CAF de votre département à élaborer, au sein d'une démarche que vous piloterez, un schéma départemental des services aux familles.

# **1. Le schéma départemental des services aux familles constitue un levier du développement concerté de l'offre d'accueil des jeunes enfants et des services aux familles.**

Le schéma départemental des services aux familles vise un double objectif : **développer des services aux familles** (solution d'accueil pour les jeunes enfants et dispositifs de soutien à la parentalité, tels que les REAPP, la médiation familiale ou les espaces de rencontre), et réduire les **inégalités territoriales** très marquées dans l'accès à ces services. Ces schémas définissent, sur la base d'un diagnostic partagé, des axes stratégiques à mettre en œuvre et des territoires prioritaires pour l'accueil du jeune enfant pour lesquels la branche famille assure un accompagnement financier renforcé grâce au fonds de rééquilibrage territorial prévu dans la COG

<sup>1</sup> Ain, Bouches-du-Rhône, Charente, Charente Maritime, Corrèze, Côtes d'Armor, Indre-et-Loire, Jura, Loire-Atlantique, Lot, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Bas-Rhin, Seine Maritime, Seine-Saint-Denis et la Réunion..

<sup>2</sup> Le Haut conseil de la famille a ainsi souligné, dans son rapport sur le développement de l'accueil du jeune enfant d'octobre 2014 que « l'option de mobiliser les élus municipaux autour de l'élaboration des schémas territoriaux est positive, notamment parce qu'elle permet une analyse territoriale fine – et concertée – des besoins prioritaires en matière d'accueil du jeune enfant et qu'elle donne de la visibilité sur les besoins et les priorités à l'ensemble des opérateurs ».

Etat-CNAF. En matière de soutien à la parentalité, les moyens financiers inscrits dans la COG doivent également permettre de développer une offre territoriale diversifiée et mieux structurée.

Elaboré en concertation avec les organismes concernés par les politiques familiales, en particulier les communes et intercommunalités, le schéma est défini à l'échelon départemental et prend la forme d'une convention entre les partenaires, dont l'Etat, le Conseil général, les Caisses d'allocations familiales (CAF) et les Caisses de mutualité sociale agricole (CMSA). Il est donc fondé sur l'adhésion des différents acteurs de la petite enfance et du soutien à la parentalité au déploiement d'une stratégie territoriale pour le développement des services.

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif de création de solutions d'accueil du jeune enfant, il serait souhaitable que les schémas soient réalisés dans les meilleurs délais, si possible avant la fin de l'année 2015. Ce délai, plus long que pour celui fixé pour les premiers départements préfigurateurs, doit permettre, par la mise en place d'une gouvernance adaptée, d'embrasser l'ensemble des problématiques liées à la petite enfance et au soutien à la parentalité.

## **2. Le succès de la démarche repose sur la mise en place d'une gouvernance adaptée aux enjeux.**

Le schéma est destiné à mieux coordonner les interventions des différents acteurs intervenant dans les politiques de services aux familles, tout en préservant la répartition actuelle des compétences entre ces derniers.

Des interventions et des moyens de nature aussi diverse que ceux de collectivités territoriales de périmètre différent (communes, intercommunalités, conseils généraux), des organismes de sécurité sociale (CAF, CMSA) et de l'Etat (Rectorats) nécessitent **la coordination du Préfet de département**. Cette démarche de coordination est donc placée sous votre autorité.

Le Conseil général est un partenaire incontournable et doit être pleinement associé aux travaux.

Vous vous appuyerez sur la CAF, qui assure, en lien avec les autres acteurs, le suivi et l'animation de la démarche. A ce titre elle est chargée, le cas échéant avec la CMSA, des travaux préparatoires de diagnostic, d'instruction de projet et de rédaction, nécessaires à l'adoption du schéma ainsi que des tâches de secrétariat liées aux réunions des Commissions départementales des services aux familles.

Vous réunirez un comité de pilotage de la démarche, comprenant au minimum les représentants du Conseil général, des maires désignés par la délégation départementale de l'AMF, du recteur d'académie ou de son représentant, du chef de la cour d'appel, de l'UDAF, de la CAF et de la CMSA. Vous veillerez à ce que ces schémas fassent l'objet d'une concertation large. La commission départementale d'accueil du jeune enfant (CDAJE) ou la coordination départementale de soutien à la parentalité issue de la circulaire du 7 février 2012 pourront fournir un cadre pour cette concertation. Vous pourrez également associer les différents partenaires lors de réunions de concertation ou sous forme d'ateliers. L'efficacité de cette démarche dépend de l'association à cette dynamique de l'ensemble des partenaires dont dépend la mise en œuvre des objectifs.

L'enjeu de la mobilisation des communes et intercommunalités est à ce titre essentiel. Souvent directement porteurs des projets en matière de petite enfance ou de soutien à la parentalité, elles en sont dans tous les cas un acteur central. Vous veillerez donc à les associer en amont à la démarche, dès la phase d'élaboration du diagnostic.

Les plans locaux de développement de l'accueil du jeune enfant, dont la possibilité est ouverte par la loi, ou les Conventions Territoriales Globales (CTG) passées entre les communes et la Caf constituent un outil complémentaire aux schémas départementaux, et un véritable levier. Vous mobiliserez les élus locaux autour de cet objectif. Les partenaires sociaux représentant les professionnels de la petite enfance devront également être associés. Cette représentation doit aussi permettre l'expression des professionnels de l'accueil individuel que de l'accueil collectif.

Les associations et les fédérations qui sont des acteurs majeurs sur les questions de famille et de parentalité seront aussi sollicitées. L'Union départementale des associations familiales (UDAF), bien sûr, mais plus largement les associations investies dans le domaine de l'enfance et de la famille.

Enfin, vous veillerez à ce que l'ensemble des services de l'Etat concernés par ces politiques soit impliqués dans la démarche. L'Education nationale est concernée au premier chef par la scolarisation des enfants de moins de trois ans, en particulier dans les territoires défavorisés, dont les réseaux d'éducation prioritaire, mais également par l'amélioration des relations parents-école. Les services de la politique de la ville, les chargés de mission départementaux-aux aux droits de femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, les services du ministère de la justice (notamment concernés par les espaces de rencontres et la médiation familiale) devront ainsi être associés.

Un guide pratique d'aide à la mise en place des schémas vous sera très prochainement adressé pour vous accompagner dans la mise en place de cette démarche. Il contient des informations sur les étapes à suivre pour construire votre schéma, sur les partenaires à solliciter, des propositions de points à aborder pour élaborer un diagnostic territorial complet et pertinent des services aux familles ainsi que des suggestions concernant les thèmes des axes stratégiques à développer dans cette convention partenariale.

### **3. Le schéma embrasse l'ensemble des problématiques liées à la petite enfance et à la parentalité**

Les schémas doivent permettre d'aboutir à un diagnostic et à un plan d'actions partagé sur l'ensemble des problématiques de l'accueil du jeune enfant et du soutien à la parentalité.

L'enjeu principal est le développement d'une offre équilibrée, fondée sur une analyse fine de l'offre et des besoins. L'ensemble des modes d'accueil, conçus comme complémentaires, devra être pris en considération : accueil collectif (y compris micro-crèches PAJE), accueil individuel, scolarisation. Tous les modes d'accueil ne sont pas adaptés aux besoins de tous les territoires, et il convient de définir la réponse adéquate.

Si le schéma permet de mobiliser les partenaires pour créer des places d'accueil ou des dispositifs de soutien à la parentalité dans les territoires les moins dotés, la définition de territoires prioritaires ne doit donc pas constituer un frein à la création de solutions d'accueil dans les communes déjà équipées. Vous veillerez en outre à la bonne articulation des zones prioritaires définies par le schéma avec la géographie prioritaire de la politique de la ville et la géographie de l'éducation prioritaire. Vous vous assurerez notamment de la cohérence entre les schémas et le volet éducatif des contrats de villes.

Le gouvernement s'est également fixé, lors du comité interministériel de lutte contre les exclusions, un objectif d'accueil d'enfants de familles modestes. Ces publics nécessitent un accompagnement particulier. La mise en place de commissions d'attribution par les gestionnaires de crèches et la transparence des critères d'attribution doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif.

La prise en compte des besoins spécifiques des jeunes enfants porteurs de handicap constitue également un objectif national. Nous vous invitons donc à mobiliser les associations de votre département pour arrêter un diagnostic des besoins et proposer des actions adaptées. Des exemples vous seront fournis dans le guide.

Le développement de modes d'accueil des jeunes enfants doit pouvoir reposer sur un nombre de professionnels suffisant, et dont le niveau de compétence est à la hauteur des enjeux. Il est donc important de ne pas négliger cette dimension et nous vous invitons à associer les acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle (Conseil régional et partenaires sociaux, en particulier) à la démarche des schémas départementaux.



La politique de soutien à la parentalité doit quant à elle devenir accessible à l'ensemble des familles. Les schémas doivent permettre de répondre aux enjeux de cette politique, en améliorant l'information des familles et en maillant progressivement l'offre<sup>3</sup> sur le territoire pour mieux répondre aux attentes des parents. Les dispositifs et actions mis en place pour faciliter les relations entre les parents, les établissements scolaires et les partenaires locaux, dans une dynamique de coéducation, sont directement concernés<sup>4</sup>.

Cette démarche de coordination est essentielle à l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité, et nous en suivrons avec la plus grande attention. Je vous remercie de me faire savoir les suites que vous comptez donner à cette instruction et de désigner, parmi les services déconcentrés de l'Etat, un correspondant local en charge du suivi de la démarche.

La Ministre des Affaires sociales,  
de la Santé  
et des Droits des femmes.

**signé**

Marisol TOURAINE

La Secrétaire d'Etat chargée de la  
famille, des personnes âgées  
et de l'autonomie,

**signé**

Laurence ROSSIGNOL

---

<sup>3</sup> Les différents dispositifs de soutien à la parentalité seront développés : lieux d'accueil enfants parents (Laep), contrats d'accompagnement à la scolarité (Clas), actions fédérées dans le cadre des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap), la médiation familiale et les espaces de rencontre en particulier.

<sup>4</sup> Ces actions peuvent prendre appui sur les espaces devant être créés à l'usage des parents et de leurs délégués, dans tous les établissements d'enseignement, dans le cadre de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 de refondation de l'école de la République.

# Contacts

Pour toute question relative à la mise en œuvre des schémas, **vos correspondants sont :**

- Pour la DGCS : Laurine Bricard, chargée de mission au bureau « familles et parentalité » - **[laurine.bricard@social.gouv.fr](mailto:laurine.bricard@social.gouv.fr) – 01.40.56.77.10**
- Pour la CNAF : Dominique Ducroc-Accaoui, conseillère technique petite enfance et Monique Cassol, conseillère technique parentalité à la direction des politiques familiale et sociale  
**[dominique.ducroc-accaoui@cnafr.fr](mailto:dominique.ducroc-accaoui@cnafr.fr) – 01 45 85 52 55**  
**[monique.cassol@cnafr.fr](mailto:monique.cassol@cnafr.fr) – 01 45 65 54 70**

## ANNEXES

### Annexe 1 : Fiches pratiques sur les thématiques des schémas

- Développer une offre équilibrée des services d'accueil de la petite enfance
- Mieux répondre aux besoins des familles
- Développer le soutien à la parentalité

### Annexe 2 : Exemple -type de Schéma départemental des services aux familles

### Annexe 3 Titre dans le corps du texte : Exemple-type de Charte partenariale

### Annexe 4 : Circulaire du 22 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des schémas départementaux des services aux familles

**SERVICES AUX  
FAMILLES**

**SCHEMA  
DEPARTEMENTAL**

Juin 2015

*Guide  
d'élaboration*

**Résultats de l'évaluation de la phase de préfiguration des schémas départementaux des services aux familles**

Le comité interministériel de modernisation de l'action publique (Cimap) a arrêté le 17 juillet 2013, les grands axes de la réforme de la gouvernance de la petite enfance et de la parentalité. Dans ce cadre il a été proposé de créer des schémas départementaux des services aux familles. Trois principaux objectifs ont été assignés à ces schémas :

- lutter contre les inégalités d'accès aux modes d'accueil entre les familles (une attention est portée aux enfants porteurs de handicap et aux familles pauvres) et les importantes disparités infra-départementales (ciblage sur des territoires prioritaires) ;
- développer les dispositifs de soutien à la parentalité et lutter contre les inégalités d'accès territoriales et sociales à ces services ;
- réformer la gouvernance de la petite enfance et de la parentalité (cf. comité interministériel de modernisation de l'action publique du 17 juillet 2013) qui mobilisent le plus souvent les mêmes acteurs et les mêmes élus en créant des commissions départementales des services aux familles afin d'assurer une meilleure coordination entre les collectivités locales et les institutions concernées.

Dix-neuf Caf sont engagées dans la démarche de préfiguration qui associe l'ensemble des acteurs locaux du domaine de la petite enfance et de la parentalité. Les départements de l'Ain, du Bas-Rhin, des Bouches-du-Rhône, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Corrèze, des Côtes-d'Armor, de la Haute-Loire, de l'Indre-et-Loire, du Jura, de la Loire-Atlantique, du Lot, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Atlantiques, de la Seine-Maritime, de la Seine-Saint-Denis et de La Réunion se sont engagés dans la démarche de préfiguration dès son lancement. Le département du Finistère a rejoint la démarche en mai 2014 dans la mesure où la Caf et ses partenaires (Préfet et Conseil général) ont souhaité s'impliquer dans la démarche.

L'évaluation de cette préfiguration a été confiée au département de l'animation de la recherche de la Direction des statistiques, des études et de la recherche (Dser) de la Cnaf.

La présente note expose les principaux résultats de cette phase de préfiguration.

**Les objectifs de l'évaluation et la méthodologie retenue**

Les schémas départementaux ont pour objet d'apprécier les besoins de la population, de dresser le bilan d'un dispositif existant et d'en déterminer les objectifs de développement. Il apparaît difficile de comparer des schémas qui sont sur des territoires très différents en matière d'histoire mais également



d'équipement, ressources, etc. Toutefois, à travers le schéma il s'agit d'une forme commune d'appréhension des questions.

Un des enjeux de l'évaluation est de s'intéresser aux évolutions depuis les schémas départementaux de la petite enfance, objet d'une évaluation dans leur phase expérimentatrice entre 2008 et 2010. Leur objectif était de mieux structurer l'offre d'accueil sur le territoire, en limitant les disparités territoriales selon les besoins des parents. Le schéma s'était montré peu opérant pour faire évoluer l'offre départementale sur trois ans, même dans les configurations favorables de partenariat. De même au niveau qualitatif peu de place avait été faite à la formation des assistantes maternelles par exemple. Les hypothèses explicatives évoquées pour expliquer cette difficulté à modifier l'offre était la dimension généraliste, l'absence de contrainte légale et le brouillage dans la désignation d'un pilote. Les schémas s'étaient montrés, en revanche, un outil de concertation pertinent.

Avec ces nouveaux schémas il s'agit de comprendre localement les différents acteurs se sont saisis des objectifs nationaux pour élaborer un schéma tenant compte des réalités territoriales ? Quelle dynamique le nouveau schéma a-t-il permis de mettre en place au niveau du territoire ?

**A ce stade, il ne s'agissait pas d'évaluer ce que les schémas départementaux des services aux familles ont produit à travers les actions menées, cette phase d'évaluation étant prévue courant 2016, mais de fournir de premiers éléments de réflexion sur l'élaboration du schéma départemental dans l'objectif de leur généralisation. Les éléments de cette première évaluation institutionnelle ont permis d'améliorer le guide d'élaboration des schémas.**

Deux axes d'investigation ont été lancés :

- l'un sur l'organisation avec des questionnements sur les instances préexistantes au schéma et le système de gouvernance adopté ;
- l'autre sur l'articulation des politiques petite enfance et politique de parentalité dans le contenu des schémas.

D'un point de vue méthodologique, une analyse de contenu de dix schémas<sup>1</sup> (signés au 15 décembre 2014<sup>2</sup>) et de trois conventions partenariales a été réalisée. Elle a été croisée avec l'analyse des réponses des Caf au questionnaire d'évaluation qui comportait plusieurs volets : élaboration du schéma, contenu du schéma, système de gouvernance préexistant au schéma, système de gouvernance du schéma, éléments de cadrage du territoire, objet du diagnostic territorial, critères pour retenir les territoires prioritaires, financements mobilisés, leviers et freins au schéma. Cette évaluation donne ainsi le point de vue des Caf.

Les résultats de l'évaluation présentés ont été classés selon dix thématiques qui permettent de trouver des convergences entre les différents schémas.

---

<sup>1</sup> On trouvera en annexes les fiches synthétiques de chacun de ces schémas.

<sup>2</sup> Bas-Rhin, Charente-Maritime, Côtes d'Armor, Jura, Loire-Atlantique, Lot, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Réunion, Seine-Saint-Denis.

Il était précisé que ces schémas sont élaborés sous le pilotage du préfet de département avec l'appui de la Caf. L'une des premières questions qui peut se poser est la place des conseils généraux. Partenaires privilégiés dans les schémas départementaux de la petite enfance, la place importante laissée à l'Etat dans ces nouveaux schémas peut potentiellement être source de tensions. Leur positionnement politique apparaît comme un frein pour seulement 6 caf. Il appartiendra toutefois d'évaluer le rôle des CG dans l'élaboration et la mise en œuvre des schémas plus finement lors de l'évaluation de 2016 qui sera conduite auprès des partenaires des caf.

A partir du moment où la démarche est engagée, la durée d'élaboration est de 3 à 10 mois, avec une moyenne de 6 mois. Cette durée moyenne est à mettre en regard avec la phase de préfiguration où il était demandé des délais courts pour élaborer ces schémas. En outre la qualité des partenariats préexistants dans chacun de ces départements peut avoir été un élément facilitateur.

Dans seize cas un comité départemental de préfiguration, présidé par le préfet, a été mis en place. Il préfigure la future commission départementale des services aux familles et regroupe les principaux acteurs des politiques de la petite enfance et de parentalité. Il valide le schéma avant signature. A minima les membres étaient l'Etat, la Caf (directeur et président de CA), le Cg et la Msa. Sinon le plus souvent il faut également ajouter le représentant de la délégation départementale de l'AMF, le directeur académique des services de l'Education nationale et le représentant de l'Udaf.

A titre d'exemple dans un département préfigurateur le comité de préfiguration était composé du préfet, du Cg, des communes du département, de l'Udaf, de l'Education nationale, de la DdcS et de la Msa. Le comité a été réuni deux fois pour élaborer le diagnostic et valider les orientations. Des groupes de travail ont été organisés préalablement avec tous les partenaires. Enfin, une réunion rassemblant tous les acteurs petite enfance et parentalité a été organisée avant la signature.

Les partenaires les plus fréquents cités dans les questionnaires ayant participé aux réunions d'élaboration du schéma sur 15 répondants sont : DdcS (15) ; Cmsa (14) ; Cg (15) Udaf (13) Dasen (13), préfet ou représentant (12), maires ou représentants (9) représentants d'intercommunalité (6). Le préfet n'a pas été présent dans trois cas mais on peut supposer qu'ils étaient présents dans le comité de préfiguration et qu'au niveau du groupe de travail la présence systématique du DdcS suffisait.

Dans neuf cas des maires font également partie des comités restreints. **La mise en œuvre des schémas, particulièrement sur les objectifs de création de places, étant dépendante de l'adhésion des communes et des intercommunalité, leur présence demande à être renforcée.** Lors de l'évaluation de 2016 leur point de vue sur les schémas sera à analyser.

Seulement six chartes partenariales ont été signées. Vu leur faible nombre, elles n'apparaissent pas comme un préalable indispensable à la rédaction d'un schéma. Toutefois, le fait même que les départements ont été sélectionnés au vu de la qualité des partenariats existant explique sans doute le nombre de chartes partenariales signées. Il est à préciser néanmoins que l'élaboration d'une charte

partenariale est considérée comme un levier pour les Caf qui l'ont signée en ce qu'elles contractualisent le fonctionnement et la gouvernance d'élaboration du schéma. Ces conventions partenariales sont composées de cinq articles : objet, éléments du pré-diagnostic (thématiques retenues), orientations, gouvernance des instances de préfigurations (comité de préfiguration et groupes techniques) et calendrier.

### Qui sont les signataires du schéma ?

Les principaux signataires sont le préfet, la Caf (directeur et président), Msa (directeur et président), Education nationale, Amf. Il s'agit des partenaires qui apportent les moyens financiers et humains à la mise en œuvre du schéma.

A ces principaux signataires s'ajoute, à cinq reprises, des Udaf et, dans des cas plus rares, des associations. La présence de ces autres partenaires est sans doute due à leur mobilisation au sein de groupes de travail préparatoire. Toutefois, alors que certains maires font partie des comités restreints, un seul maire est signataire.

Le tableau ci-dessous récapitule les acteurs signataires dans les dix schémas signés qui ont constitués l'échantillon de cette évaluation

Préfet	10
Directeur Caf	10
Président Caf	10
Président CG	10
Directeur et président Msa	9
Education nationale	9
Représentant AMF	9
Udaf	5
Familles rurales	1
Fepem	1
Association départementale des familles d'accueil et des assistants maternels	1
Président TGI	1
Président Cour d'appel	1
Maire (grande ville)	1
Président de communautés de communes	1

**Les principaux signataires sont ceux qui assurent le pilotage et qui mettent dans les schémas des moyens financiers et humains. La concertation avec les autres partenaires, dont des associations financées par ces acteurs institutionnels, peut interroger. En revanche, la signature de maires et d'intercommunalités (outre la présence de l'Amf) pourrait être plus systématique.**

## A quel type de documents ressemblent les schémas ?

### ➤ *Des contrats partenariaux plus ou moins détaillés...*

Les schémas sont des contrats partenariaux qui font de 18 à 163 pages, 90 pages en moyenne, annexes comprises. Ces dernières sont le plus souvent composées d'éléments plus détaillés du diagnostic territorial. Parfois ce sont des fiches actions ou encore tout simplement les coordonnées des différents partenaires. Les diagnostics territoriaux sont eux-mêmes variés : de 33 à 98 pages.

### ➤ *...mais une trame de présentation homogène*

Un outil d'aide avait été conçu en étroite collaboration entre la Cnaf et la Dgcs. Il proposait une trame de présentation des schémas avec :

- un diagnostic partagé ;
- les orientations stratégiques retenues avec les actions que les acteurs s'engagent à conduire ;
- les modalités de mise en œuvre, c'est-à-dire les instances de gouvernance chargées d'assurer le suivi et l'évaluation du schéma ;
- l'engagement financier des différents partenaires.

Cet outil a systématiquement été repris dans ses grandes lignes par les schémas. Il s'est donc avéré utile. Il est actuellement revu et amélioré au regard des résultats de l'évaluation.

## Quels sont les objectifs généraux assignés aux schémas ?

### ➤ *Un outil de programmation négocié*

Les préambules sont pour la grande majorité une reprise mot pour mot de l'énoncé gouvernemental. Les objectifs généraux du schéma, en dehors des orientations stratégiques, sont identiques à savoir la coordination des différents acteurs du territoire en matière de politiques petite enfance et parentalité, la volonté de développer l'offre et de répondre aux besoins spécifiques des parents.

Dans un préambule il est ajouté un paragraphe qui caractérise assez bien les schémas. Il est précisé qu' « *il est un moyen d'actualisé chaque année la connaissance de l'état offre de service et demande des parents, un outil de programmation négocié, un outil d'information, négociation, pilotage MAIS il n'est pas un outil de planification obligatoire de l'offre de service ni un plan opposable aux institutions* ».

**Le schéma vise avant tout à coordonner les actions des acteurs des politiques petite enfance et parentalité sur un territoire en se dotant d'outils facilitant les négociations, les décisions qui en découlent et leurs mise en œuvre.** Le degré de précisions des actions qui sont inscrites dans les schémas est très variable ce qui peut s'expliquer notamment par le calendrier contraint pour élaborer le schéma. **Le schéma impulse mais n'oblige pas à faire.** Et c'est là sans doute l'une des hypothèses qu'il faudra vérifier, à savoir la réalité



des actions qui seront finalement conduites derrière les grandes orientations stratégiques données.

➤ ***Des schémas intégrés bien souvent à d'autres politiques***

Pour huit Caf, elles précisent que le schéma intègre d'autres politiques : jeunesse, accès aux droits, action sociale, politique de la ville. Pour deux cas le schéma est rédigé en cohérence avec le schéma enfance jeunesse familles du département et dans quatre cas avec une démarche CTG.

Il s'agit d'un point qui méritera sans doute des analyses ultérieures.

<b><i>Que trouve-t-on dans les diagnostics ?</i></b>
--

***Quelles sont les sources et le partenariat mobilisés sur le diagnostic ?***

Les commentaires des questionnaires laissent apparaître que le diagnostic a été établi par les Caf et que des données des partenaires ont été intégrées ensuite.

A la lecture des 10 schémas, on peut dresser le tableau suivant :

Sources mobilisées	Nombre de schémas sur 10
Données Caf	10
Données Insee	10
Données CG	3
Données Education nationale	4
Données CMSA	1
Etudes et rapports nationaux	4
PJJ	1
MDPH	1
Veille enfance en danger	1

Même si un grand nombre de données sont focalisées sur la population allocataire des Caf, on note dans plusieurs départements des efforts pour les articuler aux données Insee sur la population générale.

On observe également dans plusieurs schémas un travail partenarial apparent dans le contenu du diagnostic, en particulier sur la parentalité.

- sur l'offre : dans plusieurs schémas, les dispositifs et offres de soutien à la parentalité hors Caf sont présentés, mais le plus souvent par une liste descriptive de dispositifs, non localisés. Les contours de l'offre sur le soutien à la parentalité sont flous.
- sur les besoins : parmi les caf qui ont répondu au questionnaire, seulement 3 ont réalisé, à travers des études spécifiques, une évaluation de la demande potentielle des parents. Dans les diagnostics des 10 schémas des données locales provenant de partenaires tels que l'Education nationale (à plusieurs reprises), ou plus rarement le Conseil général, la MdpH ou la Pjj sont parfois mobilisées pour qualifier les besoins. Ces informations, lorsqu'elles sont intégrées, restent partielles et souvent datées.

Au-delà de la variété des sources mobilisées, il existe une grande hétérogénéité dans l'exploitation de ces sources. Leur exploitation est plus ou moins poussée en termes de variété des informations prises en compte, mais aussi de croisement et d'analyse des données.

### ***Quelles sont les thématiques abordées ?***

Thématiques listées :

- les principales caractéristiques du territoire et des populations : systématiquement
- l'accueil du jeune enfant (dont accueil avant 3 ans en milieu scolaire) systématiquement
- l'offre en matière d'accompagnement à la parentalité : systématiquement
- l'accueil d'enfants issus des familles les plus vulnérables dans l'optique de la réalisation de l'objectif national d'accueil de ces enfants en Eaje : parfois ;
- les besoins spécifiques tels que l'accueil d'enfants en situation de handicap ;
- l'information des familles ;
- les métiers et la formation dans le secteur de l'accueil du jeune enfant

Les diagnostics présentent à la fois l'offre en matière de petite enfance et en matière de parentalité. En matière d'offre petite enfance ceci comprend des données sur le nombre de places en Eaje, nombre de Ram, les taux de couverture, etc. En matière d'offre parentalité il est énuméré a minima les dispositifs parentalité au sens strict (c'est-à-dire liste Cog), mais certains schémas adoptent une vision plus large, étendue à l'ensemble des dispositifs des caf (Eaje, animation de la vie sociale, dispositifs vacances). L'offre peut également englober le soutien assuré par la Pmi et l'Education nationale.

Sur la demande des parents les diagnostics sont moins complets. La plupart des caf dresse un état de la demande petite enfance (cf. questionnaire) qui peut passer par une véritable démarche évaluative : taux d'activité des femmes, appui sur des études, résultats de groupes de travail des Cdaje. Quelques diagnostics mobilisent des enquêtes locales sur la demande des parents en matière de soutien à la parentalité.

On dispose très rarement d'informations sur l'ensemble des moyens financiers mobilisés par les différents acteurs. Quand la question des moyens est abordée dans le diagnostic – ce qui n'est pas systématique - elle est souvent centrée sur ceux mobilisés par la Caf.

Concernant les dynamiques en place, à savoir les partenariats préexistants, on trouve globalement peu de choses. Des descriptions succinctes des actions mises en œuvre par les uns et les autres sont présentées dans certains schémas, et éventuellement les liens entre acteurs.

Des éléments autres que ceux suggérés apportent parfois des informations intéressantes, en particulier lorsque des éléments de diagnostics sont fournis par grand axe du plan d'action. Par exemple, le nombre de séparation et recomposition, croisé avec l'âge des enfants...

<b>Eléments de diagnostic attendus dans le guide</b>	<b>Nombre de caf sur 10 schémas</b>
Principales caractéristiques du territoire des populations	10
Cartographie de l'offre en matière d'accueil du jeune enfant	10
Cartographie de l'offre en matière d'accompagnement à la parentalité	8
Mobilisation des moyens financiers de chaque acteur	4
Dynamiques en place	6

### ***Comment ont été définis les territoires prioritaires ?***

Un réel effort de territorialisation du diagnostic est à noter. A l'exception d'un schéma, tous contiennent de nombreuses cartes sur les caractéristiques des populations (et en réalité surtout des allocataires). L'offre en matière d'accueil de la petite enfance est systématiquement cartographiée, celle sur les dispositifs de soutien à la parentalité l'est dans la majorité des cas, mais ne contient pas toujours les Reaap (leur localisation n'est pas intégrée dans le système d'information des Caf puisqu'ils ne relèvent pas d'une prestation de service).

L'approche territoriale dans les diagnostics passe également par d'autres moyens : par exemple des graphiques ou des tableaux par quartiers ou par communes.

Dans quelques (rares) schémas, les cartes tentent de mettre en lien besoin et offre, y compris dans les cartes sur les territoires prioritaires.

Un décalage existe dans la maîtrise et l'outillage entre diagnostic petite enfance et diagnostic parentalité. Outre le volume d'éléments disponible, c'est aussi l'analyse qui en est faite qui diffère.

Des territoires prioritaires sont définis concernant la petite enfance. Ils sont très largement basés sur les critères définis à l'échelle nationale. Les caf qui ont répondu au questionnaire citent les critères définis nationalement, suivi des territoires prioritaires de la politique de la ville auxquels ils ont été articulés.

Certains diagnostics vont même plus loin et mette en rapport offre et besoin, à travers le calcul et la cartographie de la capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans.

Pour certains, la notion de territoires prioritaires est à nuancer puisque plusieurs actions ont comme territoire prioritaire « l'ensemble du département ». Si la référence aux territoires de la politique de la ville est peu présente dans les diagnostics, ceux-ci apparaissent néanmoins dans les territoires prioritaires pour les actions. A titre d'exemple un schéma prend soin d'intégrer à la notion de territoires prioritaires les réalités locales et l'expertise de terrain : *« la liste établie sur critères nationaux sera confrontée à une étude locale au cas par cas des défaillances en terme d'offre (collective ou individuelle) et aux observations de terrain pour fixer des objectifs en nombre de places par territoire et encourager les collectivités concernées à développer des équipements. »*

Concernant le soutien à la parentalité, cette démarche de définition de « territoires prioritaires » n'est pas observée. Le plus souvent, les indicateurs potentiels de vulnérabilité ne sont pas croisés, voire même pas considérés dans la partie sur le diagnostic parentalité, mais le plus souvent dans la partie générale du diagnostic. Aucune relation n'est non plus établie entre indicateur potentiel de besoins et offre (par exemple nombre de séparations et présence de service de médiation familiale), y compris dans des schémas ayant cette approche analytique pour la petite enfance.

Un département fait figure d'exception en proposant une méthodologie de définition des territoires prioritaires sur le soutien à la parentalité qu'il applique à son territoire.

### ***Quelle place aux éléments qualitatifs ?***

Plusieurs diagnostics, même s'ils sont centrés sur les données chiffrées, incorporent des éléments qualitatifs de différents ordres. On rencontre, par exemple, à plusieurs reprises des descriptions de l'offre proposée sur le territoire par les partenaires (dispositifs de soutien à la parentalité proposés par l'Education nationale, liste de l'offre d'information destinée aux parents, liste interpartenariale des professionnels proposant des actions collectives pour soutenir les parents...).

Quelques enquêtes ou études, notamment sur les besoins des parents, sont également citées dans les diagnostics, y compris des rapports nationaux.

Des contributions de partenaires, sous forme de témoignage ou d'analyse, sont également incorporées dans les diagnostics, en général dans des encarts spécifiques.

### ***Quel est le poids respectif des diagnostics petite enfance et parentalité ?***

De façon générale les éléments du diagnostic consacrés au soutien à la parentalité sont moins nombreux que ceux sur la petite enfance, et sont principalement centrés sur l'offre. Il arrive cependant que le diagnostic concernant le soutien à la parentalité soit aussi voire plus développé que celui sur la petite enfance, avec l'intégration d'une enquête qualitative par exemple ou encore lorsque le soutien à la parentalité est pris dans un sens très large,

intégrant le « soutien aux parents » (incluant prestations familiales, l'aide à la cantine scolaire, ou les accueils assistants maternels – enfant).

Il n'y a pas eu semble-t-il d'études spécifiques lancées pour les diagnostics, notamment au niveau de l'état de la demande. Toutefois, dans les actions à réaliser il est fait mention d'études à mener pour affiner les diagnostics, voire contribuer à les réaliser sur tel ou tel point. L'intérêt de l'exercice semble notamment d'avoir mis en lumière des éléments de non connaissance et la nécessité d'un partenariat pour établir des diagnostics territoriaux. Les questions méthodologiques apparaissent d'ailleurs comme des enjeux.

**Un groupe de travail, piloté par la Dser, est actuellement à l'œuvre pour aider à l'élaboration de diagnostics parentalité. De premiers résultats seront donnés au mois de juin sur l'offre et des éléments de méthodologie plus détaillée à l'automne.**

<b><i>Quelles sont les orientations stratégiques qui ont été privilégiées ?</i></b>
---

➤ ***Quatre orientations stratégiques récurrentes dans les schémas...***

Six orientations stratégiques avaient été proposées. De façon globale, il y a entre quatre et sept orientations stratégiques dans les schémas signés avec une moyenne de 5.

Plusieurs axes reviennent de manière systématique dans les orientations stratégiques :

- réduire les inégalités territoriales d'accès aux offres petite enfance,
- améliorer l'offre en matière de parentalité,
- informer les familles sur les différentes offres petite enfance et parentalité,
- répondre à des besoins spécifiques : principalement pour les familles avec un enfant porteur de handicap et les familles dites « vulnérables ».

Ils correspondent aux principaux axes proposés par la démarche de préfiguration et désignent de grands principes.

➤ ***Renforcer l'articulation entre politique petite enfance et parentalité est la priorité des schémas pour les caf***

Lorsque les Caf sont interrogées sur l'orientation principale de leur schéma, elles citent la première proposée par le guide d'élaboration des schémas : « renforcer l'articulation de l'accueil du jeune enfant et des actions de soutien à la parentalité » (5 cas sur 14), suivi par « permettre une action coordonnée des acteurs sur le territoire » et « réduire les inégalités en matière d'accueil du jeune enfant » qui ne sont prioritaires que pour seulement trois d'entre elles. La priorité des Caf est sans doute aussi à interpréter à partir de leurs possibilités d'actions. La création de places d'accueil ne dépend pas que d'elles mais également d'autres partenaires dont principalement les communes.

## **Quels sont les types d'actions menées ?**

### **➤ Développer les offres petite enfance et parentalité**

La majorité des schémas, signés ou en préparation, prévoient des objectifs de développement des offres petite enfance et de soutien à la parentalité.

Il s'agit principalement de l'offre d'accueil collectif petite enfance. Le nombre de places accueil collectif à créer varie de façon importante selon les besoins locaux et le taux de couverture existant : de 53 à 4 000 d'ici 2017. Au total sur 16 questionnaires renseignés et 2 schémas signés dont les Caf n'ont pas remplis le questionnaire les engagements pris dans les schémas conduisent à la création de 8 703 places déclarées d'ici 2017. Les schémas qui ne donnent pas un nombre de places à créer fixent néanmoins la plupart du temps un taux de couverture à améliorer dans les territoires prioritaires et précisent parfois que le nombre de places en Eaje sera fixé dans un deuxième temps. Des engagements de l'Education nationale en matière de scolarisation précoce sont également proposés dans trois départements.

La moitié des schémas propose de développer également l'offre en accueil individuel. Le nombre de places en accueil individuel varie fortement là aussi en fonction des contextes locaux allant de 14 à 1 400. Les places en individuel conduisent dans une majorité de cas à créer des maisons d'assistantes maternelles. Le développement d'AM dans les territoires prioritaires est également présent dans trois schémas.

Dans 14 schémas sur les 19 départements il est proposé de développer l'offre de soutien à la parentalité mais il est très rare d'avoir des éléments quantitatifs sauf à se référer aux objectifs fixés dans la Cog sur les Reaap et la médiation familiale. Les enjeux ne sont pas les mêmes que pour la petite enfance puisqu'il s'agit également d'amener les parents à utiliser les dispositifs existants, et comme nous l'aborderons plus loin, la question de l'analyse des besoins des parents est encore lacunaire.

### **➤ Répondre aux besoins spécifiques de publics ciblés**

Les trois quarts des schémas signés ou en cours ciblent des actions sur des populations :

- Sur les familles d'enfant handicapé : les actions sont surtout centrées sur le développement de l'offre en collectif et en individuel passant par une sensibilisation forte des personnels, l'information aux parents. En matière de soutien à la parentalité, il s'agit davantage d'information fournie aux parents. Ce type d'actions, universelles par nature, ne touche pas les territoires prioritaires mais l'ensemble du département. Elles s'articulent autour d'un partenariat facilement identifiable qui contribue sans doute à faciliter leur mise en œuvre. En outre, le fait qu'il existait préalablement des groupes de travail dans les Commission départementale d'accueil du jeune enfant (Cdaje) sur cette thématique a sans doute été facilitateur.

- Sur les familles dites « vulnérables »<sup>3</sup> : les actions qui visent à favoriser l'accès à l'offre d'accueil petite enfance font écho à l'objectif national d'accueillir 10% d'enfants vivant dans des foyers à bas revenus dans les Eaje inclus dans le plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, repris dans la plupart des schémas. Il n'est pas précisé concrètement comment améliorer la situation. Cet objectif se heurte manifestement à plusieurs difficultés, la première est l'état des lieux qui demeure lacunaire. Les actions visent notamment à encourager l'installation d'assistantes maternelles dans les territoires prioritaires et parallèlement des relais d'assistantes maternelles (Ram) sur ces mêmes territoires. Pour les actions à destination de ces familles côté soutien à la parentalité, ce sont des actions destinées le plus souvent aux familles monoparentales : prévention du décrochage scolaire, soutien aux vacances.

➤ ***Informar les familles***

L'amélioration de l'information accessible aux familles est une orientation stratégique présente dans tous les schémas. Elle donne lieu à deux types d'actions. En premier lieu, mutualiser les informations existantes et les coordonner tant pour la petite enfance que la parentalité. Dans la majorité des cas, les actions s'appuient sur le site *mon-enfant.fr* au sein duquel est intégrée l'offre parentalité (objectif national), mais également les offres spécifiques pour les familles avec un enfant handicapé par exemple. Les actions s'appuient également sur les sites parentalité existants.

En second lieu, **pour les schémas les plus ambitieux ou avancés au niveau partenarial, il est question de développer des lieux d'informations pour les familles regroupant plusieurs acteurs (Caf, Cg, communes principalement) ou encore de créer une demande en ligne ou guichet unique pour la demande d'accueil du jeune enfant, et dans tous les cas recensés, via les Ram.**

➤ ***Développer et améliorer la formation des assistantes maternelles***

Quatre schémas signés intègrent des orientations spécifiques en matière de formation des professionnels, notamment des assistant-e-s maternel-le-s (AM), dans un cas avec la création de Ram associé. Un seul d'entre eux fait de la formation une orientation stratégique spécifique.

Pour la plupart les actions sont constituées d'actions de formation continue des AM et s'inscrivent dans des objectifs d'amélioration de la qualité de l'accueil. Le renforcement de la professionnalisation des animatrices de Ram et la mise en place de chartes de qualité sont des actions régulièrement proposées. Il est également proposé dans la plupart des cas des formations spécifiques pour les AM sur la gestion d'un enfant handicapé.

---

<sup>3</sup> Il est à noter qu'il n'est pas donné de définition de qui sont ces familles, parfois les schémas parlent de familles fragilisées. Certains sont plus précis et ciblent les familles à bas revenus.

Du côté des actions de soutien à la parentalité, les questions de formation sont très peu évoquées. Dans un schéma une formation des référents parentalité sur une thématique à identifier est proposée.

➤ **Améliorer la connaissance des territoires et des besoins**

Plusieurs schémas soulignent les besoins de connaissance, imparfaites au moment du schéma, particulièrement en matière de soutien à la parentalité et ce malgré la présence ou pas d'un comité départemental de soutien à la parentalité (Cdsp) : mener une étude (et de dégager les finances nécessaires pour cela) sur les besoins des parents et sur leurs attentes est une action citée dans quatre des schémas signés. Cette amélioration de la connaissance peut passer aussi par la création d'Observatoires dans deux cas : Observatoire partenarial de la petite enfance et Observatoire de la parentalité.

Les besoins de connaissance portent également dans une majorité de schémas sur les familles « vulnérables » dans les Eaje où il est question de réaliser un véritable état des lieux sur le pourcentage de familles vulnérables accueillies en Eaje. Toutefois, il apparaît que la réalisation d'un diagnostic territorial annuel ne soit présent que dans deux schémas et ne semble pas envisager dans les autres. **Le diagnostic étant un outil partenarial et d'évaluation une réalisation régulière tout au long de la durée du schéma pourrait être envisagé.**

➤ **Lancer des expérimentations**

La place faite aux expérimentations n'est pas négligeable et sont de deux ordres. Lorsqu'il s'agit de territoires qui sont intégrés dans des expérimentations nationales, elles sont systématiquement listées dans le schéma : Cmg tiers payant, Gipa. Mais la mise en place d'expérimentations nouvelles, uniquement à l'échelle territoriale, est proposée dans plusieurs des schémas signés : expérimentations sur le péri et l'extra scolaires, sur un nouveau type de structure de soutien à la parentalité de type laep mais pour les familles avec enfants de 4 à 12 ans. Un point commun à l'ensemble de ces expérimentations est qu'elles concernent plutôt la petite enfance, à savoir l'accueil occasionnel et les horaires atypiques en Eaje mais également parfois chez les AM.

<b>Quelles instances ont été mises en place par le schéma ?</b>
---

➤ **Une instance stratégique : la commission départementale des services aux familles**

A la question « le schéma conduit-il à la création d'une commission départementale des services aux familles ? » à une exception toutes les caf répondent oui. La majorité des Caf se projettent ainsi dans la création d'un Cdsp<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> A la lecture plus précise des schémas signés, le niveau stratégique est constitué par la seule commission (ou comité suivant les terminologies utilisées) dans 6 cas sur 10. Sinon il peut s'agir d'un comité de pilotage (3 cas) ou de coordination (1 cas).



se substituant aux instances préexistantes (Cdaje + Cdsp). Cette création ne signifie pas forcément une substitution des instances préexistantes immédiate, certains départements continuant à s'appuyer sur la Cdaje et le Cdsp pour l'animation des travaux relatifs à la petite enfance et à la parentalité avec un comité stratégique commun chargé du pilotage /suivi du schéma départemental.

Dans la majorité des schémas, ce niveau stratégique est présidé par le préfet avec une co-présidence Caf, et une double co-présidence avec le Cg dans 2 cas. La place des préfets dans les schémas conduit à leur donner une place importante dans le pilotage, aux côtés des Caf et placent les Cg dans une configuration différente des Cdaje.

A une exception près, les réunions sont annuelles. Les missions de ce niveau stratégique sont de définir, suivre et d'évaluer de façon globale les orientations stratégiques. Dans tous les cas le secrétariat est assuré par la Caf.

#### Principaux acteurs des instances stratégiques dans 9 schémas

NB : un schéma signé ne détaille pas du tout les membres des instances, il n'a donc pas pu être comptabilisé.

Etat	Préfet,	9
	Sous-préfet	1
	DDCS,	4
	Education nationale (Dasen et/ou académie)	8
	Asfa	1
Collectivités territoriales	CG,	9
	Association des maires,	8
	Maire de villes	2
	Epci,	2
	Région	2
Sécurité sociale	Caf (Président systématiquement, directeurs parfois)	9
	Caisse Maritime des Allocations Familiales	2
	CMSA (Président et directeur)	8
Associations	Udaf,	6
	Fepem,	2
	Aseaj	1
	Uriopss	1
	Familles rurales	1
	Fédérations des centres sociaux	1
Divers	Représentants de la Justice	2
	Représentants des professionnels petite enfance et parentalité	1
	Représentants d'usagers Eaje et accompagnement à la parentalité	2
	Parents d'élèves	1
	Représentants des gestionnaires Eaje	1

La commission créée ou à créer tient un rôle principal de pilotage (13 cas sur 18) et de coordination dans 12 cas, puis d'observatoire (8) et de décision (7). Il existe une différence importante avec les schémas petite enfance et la création des Cdaje auxquelles il est donné un rôle principalement d'observatoire. Il peut s'agir d'un rôle défini par la pratique (existence d'une Cdaje entre 9 et 4 ans sur les territoires) qui les a conduit à devenir essentiellement des observatoires. Les Cdsp, moins nombreux mais ils sont plus récents, sont définis par un rôle de pilotage et de coordination, les rapprochant en cela des rôles donnés aux commissions départementales des services aux familles.

➤ ***Un niveau opérationnel : groupes de travail et comités techniques***

Le niveau opérationnel est composé de groupes de travail thématiques ou techniques, de comités techniques ou opérationnels. Ces groupes peuvent eux-mêmes être subdivisés en sous-commissions techniques ou opérationnelles. La principale mission de ces comités est la mise en œuvre des orientations, au besoin, en proposant des fiches action. Ils peuvent être amenés à réaliser des diagnostics, dans un cas à réaliser l'évaluation de la mise œuvre des actions. Les réunions de ces instances sont entre 2 et 4 fois par an. Les pilotages sont assurés par la Caf quasi systématiquement, parfois avec le co-pilotage du Cg.

Les thématiques des groupes, comités, commissions sont de trois types :

- 1- reprise de l'organisation préexistante avec une séparation entre accueil jeunes enfants et parentalité (avec Clas, Reaap d'un côté et médiation-espaces rencontres de l'autre).
- 2- création d'instances en fonctions des orientations stratégiques, un groupe par orientations : territoires prioritaires, parentalité, information des familles, besoins spécifiques des familles, etc.
- 3- mixte entre instances préexistantes et création de groupes en fonction des orientations stratégiques : petite enfance, parentalité, Clas, Reaap, etc. mais également information des familles, maintien et développement des compétences par exemple.

Principaux acteurs des instances opérationnelles dans 10 schémas

Etat	DDCS Education nationale ARS, Pôle emploi,
Sécurité sociale	Caf MSA
Elus	CG association maire Région
Associations	Udaf, Fepem Familles rurales, Ecole des parents, Association d'aide à domicile

Professionnels	Représentants de gestionnaires impliqués dans l'accompagnement à la parentalité, Représentant d'OPCA du secteur petite enfance, Représentants professionnels petite enfance, Représentants gestionnaire petite enfance, animateur Ram,
Divers	Représentants parents d'élèves Centre de formation travailleurs sociaux

**Quelle articulation entre la politique petite enfance et parentalité ?**

Cette articulation a été observée à trois niveaux dans les schémas.

1- En premier lieu dans les diagnostics préalables à l'élaboration du schéma. Le constat est une asymétrie assez forte entre le diagnostic petite enfance et celui relatif au soutien à la parentalité. Il existe un décalage dans la maîtrise et l'outillage entre diagnostic petite enfance et le diagnostic parentalité. Outre le volume d'éléments disponible, c'est aussi l'analyse qui en est faite qui diffère.

Les diagnostics présentent à la fois l'offre en matière de petite enfance et en matière de parentalité. En matière d'offre petite enfance ceci comprend des données sur le nombre de places en Eaje, nombre de Ram, les taux de couverture, etc. En matière d'offre parentalité, il est énuméré *a minima* les dispositifs parentalité au sens strict (c'est-à-dire liste Cog). Peu de schémas adoptent une vision plus large, étendue à l'ensemble des dispositifs des Caf (Eaje, animation de la vie sociale, dispositifs vacances) et encore moins englobant le soutien assuré par les services de la Pmi et l'Education nationale.

Sur la demande des parents, les diagnostics sont moins complets. La plupart des Caf dresse un état de la demande petite enfance qui peut passer par une véritable démarche évaluative : taux d'activité des femmes, appui sur des études, résultats de groupes de travail des Cdaje. Mais l'outillage est bien plus faible du côté du soutien à la parentalité. Une évaluation de la demande potentielle des parents en matière de parentalité n'a été faite que dans seulement 5 cas sur 18 dans le cadre des études spécifiques demandées à des prestataires extérieurs (questionnaires, focus groupes) ou des données des partenaires (Education nationale, conseil général, protection judiciaire de la jeunesse).

L'antériorité des Cdaje sur les Cdsp et leur rôle principal d'observatoire contribuent sans doute à expliquer cette asymétrie dans les diagnostics petite enfance et parentalité.

2- Dans les actions proposées : parmi les six orientations stratégiques proposées dans le cadre de la préfiguration des schémas figure le renforcement de l'articulation entre l'accueil du jeune enfant et le soutien à la parentalité.

Seulement 2 schémas sur les 10 étudiés ont repris cette orientation. Dans un cas, il s'agit d'une énumération de principe pas d'actions précises. Dans l'autre cas, ce renforcement est décliné en : une nouvelle gouvernance unifiée ; l'intégration de l'accompagnement à la parentalité dans les projets de structures d'accueil petite enfance et jeunesse, l'intégration du volet parentalité dans les autres politiques publiques comme l'animation de la vie sociale.

L'articulation entre l'accueil du jeune enfant et la parentalité est systématique dans tout ce qui est relatif à l'information des parents où la mutualisation des informations des différents partenaires est rendue possible par une information commune sur l'accueil du jeune enfant et sur la parentalité (site commun, lieu commun d'information, etc.).

Le cas particulier du schéma consacré à l'accompagnement des parents est sans doute à mettre à part car il est conçu autour du parcours de parents jusqu'aux 18 ans de l'enfant ce qui contribue à articuler les deux politiques mais il demeure unique dans sa conception.

Pour le reste il existe des points d'articulation entre les deux politiques pour ce qui concerne les projets éducatifs des Eaje et l'attention portée à la qualité de l'accueil, tout ce qui concerne la sensibilisation et le soutien des parents dont l'enfant est porteur d'un handicap.

Mais globalement, la séparation des actions entre les deux politiques est le constat le plus courant à la lecture des schémas.

3- Dans la nouvelle gouvernance : *supra* il a été développé les différentes instances. L'instance stratégique regroupe un grand nombre d'acteurs qui sont communs aux deux politiques et contribuent à montrer une articulation. Toutefois, elle ne se réunit qu'une fois par an. C'est sans doute dans des groupes de travail qui mettent en œuvre et sont également force de propositions d'actions qu'il est plus pertinent d'évaluer l'articulation. Or, seuls deux groupes de travail consacré à une réflexion sur cette articulation sont repérés.

**L'évaluation *a posteriori* de la mise en œuvre des schémas permettra de regarder plus précisément l'articulation entre les politiques petite enfance et parentalité. C'est pourquoi il sera nécessaire d'approfondir ce point lors du deuxième de temps de l'évaluation, avant d'en tirer des conclusions hâtives. La rapidité avec laquelle les schémas ont du être élaborés mais la priorité portée par les caf à l'articulation de ces deux politiques laissent supposer des ajustements tout au long du schéma.**

➤ ***L'existence d'une Cdaje ou d'un Cdsp comme principal levier***

Les éléments moteurs à l'initiative du schéma principalement cités dans les questionnaires sont la poursuite des travaux de la Cdaje ou du Cdsp, suivi de l'impulsion nationale. La volonté partenariale et les projets sur le territoire sont moins fréquemment cités.

Le rôle des instances préexistantes doit être souligné. Ce sont les instances elles-mêmes et pas les schémas préexistants par ailleurs qui sont peu nombreux : dans seulement cinq cas il existait des schémas départementaux préexistants en matière de petite enfance et dans deux des schémas en matière de soutien à la parentalité.

Une Cdaje peut agir comme levier à plus d'un titre :

- son rôle d'observatoire favorise l'établissement du diagnostic ;
- ses groupes de travail (sur l'accueil collectif et sur l'accueil individuel la plupart du temps mais également sur le handicap dans plusieurs cas) ont pu permettre d'identifier des actions à construire ;
- leur antériorité (parfois jusqu'à 9 ans) traduit aussi un travail dans la durée partenarial sur la thématique petite enfance.

Les Cdaje étant présentes dans la plupart des départements préfigurateurs, contrairement aux Cdsp (seulement 6), ce sont elles qui jouent un rôle principal de levier. Dans le cadre de la généralisation, l'absence de Cdaje et des partenariats plus faibles, pourrait constituer un frein à l'élaboration du schéma.

En matière de parentalité, les Cdsp<sup>5</sup> sont moins nombreux mais perçus également comme des leviers :

- dans le travail partenarial qui a pu être engagé auprès d'acteurs qui se différencient en partie de ceux de la petite enfance comme les TGI.
- dans l'élaboration du diagnostic de l'offre existante et parfois de la demande si un travail spécifique avait été engagé.

➤ ***L'impulsion nationale est également citée***

Le cadrage national peut exercer une dynamique plus ou moins contraignante. Les verbatims soulignent quelquefois l'absence de textes, notamment de loi, qui n'aide pas à mobiliser des acteurs locaux éventuellement réticents à la démarche. Le pilotage du préfet assure une figure d'autorité dans la dynamique partenariale. A contrario, son positionnement politique (dans l'opposition au gouvernement), est évoqué comme potentiellement un frein mais assez faible (plutôt un ralentissement) à la démarche.

---

<sup>5</sup> Il existait en revanche partout des instances partenariales sur les Reaap, Clas, médiation familiale et espaces-rencontres.

## Quels rôles des Caf ?

Les questionnaires sont remplis par les Caf. Cette analyse devra être vérifiée sur le terrain. Elles soulignent le rôle moteur des Caf. Plusieurs commentaires portent sur l'investissement très important dans la phase d'élaboration. Celui-ci est de plusieurs ordres :

- l'importance du personnel dédié : 13 caf sur 15 ont plusieurs agents dédiés au schéma, en moyenne 4,54 agents soit 2,63 ETP. Il s'agit de responsables d'action sociale, de conseillers petite enfance, parentalité, conseillers techniques territoriaux. Dans 2 cas, où un partenariat historiquement fort existe, le poste est partagé avec le Cg ;
- la réalisation du diagnostic territorial : rôle central de la Caf perçu dans la rédaction et les sources mobilisées (allocataires Caf). Le diagnostic a été complété par les autres acteurs (CG, Education nationale, CMSA, Udaf) ;
- les actions menées : nombre d'actions sont des objectifs de la Cog, des mesures de l'offre de service parentalité, des supports de communication caf comme mon-enfant.fr ;
- le financement des actions : l'analyse des questionnaires confirme une source de financements très majoritairement Caf. Pour la petite enfance, plusieurs fonds sont systématiquement utilisés, à savoir les fonds de rééquilibrage territorial, les fonds public et territoires, le 8<sup>e</sup> plan crèches, la Psu, le volet petite enfance du Cej et la prime assistante maternelle. Dans 8 cas la dotation action sociale a également été utilisée. Pour la parentalité les financements sont les suivant : le fonds national parentalité, la Ps laep, la Ps clas, la Ps médiation familiale et la Ps espaces-rencontres. Les dotations action sociale ont été utilisées dans 9 cas ;
- l'évaluation : les schémas demeurent relativement imprécis quant aux modalités d'évaluation des actions menées à deux exceptions près où un effort sur la définition d'indicateurs est réalisé. Dans les autres cas, les indicateurs de la Cog sont repris ;
- les Caf assurent à la lecture des schémas le pilotage et le co-pilotage des instances de gouvernance mise en place pour la mise en œuvre et dans tous les cas le secrétariat de ses instances.

**Les Caf jouent ainsi un rôle central tant sur le plan stratégique que logistique. Elles jouent un rôle tout aussi central dans la mise en œuvre des schémas. Des éléments dans une évaluation plus qualitative en 2016 permettront d'affiner l'analyse en prenant en compte également le point de vue des partenaires.**

## Les suites de l'évaluation...

- 1- Refaire une interrogation par questionnaire électronique auprès des Caf fin 2015 sur la mise en œuvre du schéma
- 2- Lancer un marché pour une évaluation avec un prestataire extérieur pour un terrain début 2016 afin de réaliser une étude auprès des partenaires dans 4 ou 5 départements.

Quelques questionnements qui méritent d'être investigués :

- ✓ Les schémas départementaux sont une manière d'envisager des coopérations entre l'Etat et les collectivités locales. Quelle dynamique partenariale au-delà de la coopération est mise en place sur les territoires ? Quels sont la perception et le rôle de chaque partenaire (Cg, Etat, communes, associations) ?
- ✓ Quelle articulation entre les politiques petite enfance et parentalité en termes d'action et de gouvernance ?
- ✓ Comment fonctionnent concrètement les Commissions départementales des services aux familles et les comités techniques associés ?
- ✓ Comment les parents sont associés aux actions et à leur évaluation ?

## COMITE NATIONAL DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

### AVIS RELATIF A LA DEFINITION DU SOUTIEN A LA PARENTALITE

20 DECEMBRE 2012

Le soutien à la parentalité, politique émergente dans la plupart des pays de l'OCDE, s'inscrit dans la convention internationale des droits de l'enfant (Cide) et dans la philosophie et les objectifs fixés par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la recommandation (2006) qui encourage les Etats membres à mener et à adopter des programmes et des politiques nationales en matière de soutien à la parentalité.

La définition de la parentalité, adoptée lors du comité national de soutien à la parentalité (Cnsp) du 10 novembre 2011 retranscrit le caractère multi-dimensionnel de cette notion (juridique, matériel, économique, culturel, psychologique ...), la distingue de la parenté (liens de filiation) et de l'autorité parentale (ensemble des droits et devoirs juridiquement détenus par les parents), la décrit dans un processus et l'inscrit dans un environnement social et éducatif.

Le programme de travail 2012 du Cnsp comportait l'item suivant : « poursuite des travaux relatifs à la définition du soutien à la parentalité ». Il s'agissait, à partir de la définition partagée de la parentalité, de déboucher sur une déclinaison opérationnelle permettant de clarifier les cadres d'intervention et les objectifs des dispositifs de soutien à la parentalité, et des actions qui en découlent.

La circulaire interministérielle relative à la coordination des dispositifs de soutien à la parentalité, en date du 7 février 2012, caractérise déjà pour partie les actions de soutien à la parentalité : elles « (...) ont pour spécificité de placer la reconnaissance des compétences parentales comme fondement du bien-être et de l'éducation de l'enfant et (...) qu'elles privilégient une prévention «prévenante» attentive aux singularités individuelles, sans schéma prédictif, évaluatif ou normatif. Elles utilisent comme levier la mobilisation des parents qui ne sont pas seulement des bénéficiaires de l'action proposée mais en sont les acteurs. »

#### **1. Les membres du comité restreint et les associations membres du Cnsp ont procédé selon la méthodologie suivante**

Un état des lieux des dispositifs se référant au soutien à la parentalité, ainsi que des actions qui en découlent, a été réalisé. L'objectif consistait, sur la base de fiches techniques, à faire ressortir les points communs et les spécificités de chacun des dispositifs. Cette étape de recensement a été réalisée à partir des textes de cadrage (textes réglementaires, circulaires, bilans...). En complément, un travail avec les associations a permis d'approfondir la description à partir de leur expérience de terrain, notamment sur les points d'entrée dans les dispositifs, les actions concrètes qui sont réalisées avec les parents ainsi que les modalités de participation des parents.

Ce travail d'analyse approfondie a permis d'établir une grille de lecture des nombreux dispositifs qui concourent, d'une manière ou d'une autre et selon des niveaux d'intervention différents, au soutien à la parentalité.



## **2. Le soutien à la parentalité, en France comme plus largement en Europe et dans le monde, recouvre des éléments très divers.**

Le soutien à la parentalité recouvre une large gamme de dispositifs et d'actions qui ont pour objet de proposer aux parents les ressources, connaissances et informations nécessaires pour remplir leur rôle. Il se distingue des services et des équipements destinés à aider les parents dans leur vie quotidienne (dans la conciliation de leur vie familiale et de leur vie professionnelle, durant leurs temps libres et les vacances etc.).

Les analyses comparatives comme celle organisée par la Commission européenne sous l'impulsion de la France (revue des pairs organisée sur le thème du soutien à la parentalité<sup>1</sup>) ou celle menée par le centre d'analyse stratégique<sup>2</sup>, montrent que le soutien à la parentalité constitue un enjeu très largement identifié des politiques publiques, mais qu'il recouvre des actions, dispositifs ou programmes très variés.

Mary Daly, expert indépendant pour la revue des pairs, avait utilisé l'image d'un spectre sur lequel les dispositifs se répartissent en fonction de leur approche, de la plus universelle et volontaire à la plus ciblée voire contraignante. La France occupe sur ce spectre une place originale au sein de l'Europe, au travers d'un certain nombre de dispositifs fondés sur l'universalisme, le volontariat des parents et le fonctionnement entre pairs.

## **3. Les dispositifs peuvent relever du soutien à la parentalité du fait de leurs objectifs, de leur méthodologie ou de l'effet produit.**

Les membres du Cnsp ont identifié à travers leurs travaux que les dispositifs examinés pouvaient relever du soutien à la parentalité du fait de leurs objectifs, de leur méthodologie ou de l'effet produit. Ils ont des principes fondateurs communs.

Certains dispositifs ont pour originalité de réunir l'ensemble de ces éléments : ils ont pour seul ou principal objectif recherché le soutien aux parents ; pour méthode d'action la mise en valeur des compétences parentales ; pour effet principal la réassurance ou le renforcement des compétences parentales ; pour principe fondateur la reconnaissance du parent comme pleinement compétent pour exercer sa fonction parentale. Ils se rattachent à la politique familiale et pour certains sont partagés avec d'autres ministères.

Mais le soutien à la parentalité en France s'enrichit également de nombreux dispositifs nés dans d'autres champs de politiques publiques, dont les acteurs ont constaté l'importance d'agir sur les parents pour atteindre leurs objectifs (éducation nationale, lutte contre l'illettrisme, politique de la ville, politique d'intégration des immigrés, protection judiciaire de la jeunesse, prévention de la délinquance...). Ces dispositifs peuvent s'appuyer sur une méthode d'action identique ; ou avoir pour objectif le soutien aux parents, mais en recourant à une autre démarche ; ou avoir pour effet un renforcement de la compétence parentale, sans que l'objectif prioritaire du dispositif soit le soutien à la parentalité.

A ce titre, ils constituent une offre complémentaire.

---

<sup>1</sup> Revue organisée sur proposition de la France les 6 et 7 octobre 2011 à Paris.

<sup>2</sup> Rapport 2012 n°50, *Aider les parents à être parents, le soutien à la parentalité, une perspective internationale*, travaux coordonnés par Marie-Pierre Hamel et Sylvain Lemoine, en collaboration avec Claude Martin.

#### **4. Les éléments constitutifs du soutien à la parentalité**

A travers les travaux menés en 2011 et 2012, les membres du Cnsp identifient les éléments suivants comme constitutifs du soutien à la parentalité.

##### **▪ Les principes fondamentaux**

- ✓ La reconnaissance du parent, comme premier éducateur de l'enfant
- ✓ universalisme : les dispositifs et les actions de soutien à la parentalité s'adressent à l'ensemble des parents ;
- ✓ ouverture à la diversité des modes d'organisation et des configurations familiales, des cultures, des caractéristiques socio-économiques, dans le respect des droits de l'enfant et dans le cadre de la loi ;
- ✓ prise en compte du principe d'égalité homme/femme dans l'exercice de la parentalité ;
- ✓ respect des places, statuts, et rôles de chacun : parents, professionnels, bénévoles ;

##### **▪ Les objectifs spécifiques**

Les objectifs du soutien à la parentalité, tels que définis par le centre d'analyse stratégique, sont partagés par les membres du comité national de soutien à la parentalité.

- ✓ les dispositifs s'adressent avant tout aux parents<sup>3</sup> ;
- ✓ les actions visent explicitement à améliorer le bien-être de l'enfant et/ou des parents ;
- ✓ les programmes cherchent à agir sur les « compétences parentales ».

##### **▪ La démarche**

- ✓ démarche participative : il ne s'agit pas « d'avoir un projet à la place des parents » mais d'organiser des rencontres, de fournir des cadres (à la fois souples et structurants) permettant aux parents d'élaborer leurs points de repères éducatifs et enfin de soutenir des initiatives parentales ;
- ✓ non interventionniste, basée sur une participation volontaire de la part des parents ou qui recherche systématiquement l'accord ou l'adhésion des parents ;
- ✓ valorisation des compétences parentales ;
- ✓ pas de visée thérapeutique (il ne s'agit pas de guidance parentale) ;
- ✓ les intervenants ne sont pas dans une posture d'experts mais d'accueillants, de tiers neutre, de facilitateur dans les échanges.

Cette démarche s'accompagne d'une évolution des représentations à l'égard des parents de la part des intervenants, professionnels comme bénévoles, et de leurs pratiques.

##### **▪ Les effets attendus**

- ✓ amélioration du bien-être de l'enfant et /ou des parents ;

---

<sup>3</sup> Comme l'indique la note du centre d'analyse stratégique- Aider les parents à être parents en date de septembre 2012 « un dispositif de soutien scolaire n'est considéré comme du soutien à la parentalité que s'il inclut un programme conseillant les parents dans l'accompagnement éducatif de leur enfant »

- ✓ réassurance des parents dans leur environnement familial et social, renforcement de la confiance des parents dans leurs compétences parentales ;
- ✓ meilleure communication entre les parents et les enfants ;

En conclusion, les membres du Cnsp soulignent que le soutien à la parentalité recouvre un ensemble de dispositifs dont le noyau dur appartient à la politique familiale et en constitue le troisième pilier, à côté des prestations monétaires et de l'offre de service d'accueil, ce qui demande d'en améliorer la connaissance et l'appropriation par toutes les familles. Du fait du caractère multi-dimensionnel de la parentalité, le soutien à la parentalité doit s'articuler avec des actions relevant des domaines spécifiques qui s'y rattachent par l'une ou l'autre de leurs caractéristiques. Le comité national de soutien à la parentalité a vocation à coordonner l'ensemble de ces dispositifs et actions.